

L'ÉCOLE FACE AUX COMPORTEMENTS RADICAUX DE PARENTS



@ Pixabay

Dominique HOUSSONLOGE et Alice PIERARD

ETUDE UFAPEC

DECEMBRE 2021 | 20.21/ET3



Résumé

Si elle est essentielle dans la scolarité du jeune, la relation école-familles est parfois en tension. Parmi les causes de crispation, il y a des comportements radicaux de parents. Ces comportements, s'ils restent le fait d'une minorité, peuvent néanmoins mettre à mal le bon fonctionnement de l'école et les conditions du vivre ensemble. L'objectif de l'étude est de permettre de mieux comprendre le problème et d'y apporter des pistes d'action.

Mots-clés

Parent, parent-racine, radicalité, extrémisme, positionnement, mode de vie, pédagogie, religion, politique, relation école-famille, extrême, carré, fermeture, fermé, alliance éducative, partenariat école-familles, parent citoyen, démocratie scolaire, individualisme, individualité, négociation, partenaire, collaboration, triangle magique.

Nous remercions chacun pour le temps consacré et la confiance qu'il nous a témoignée. Par discrétion pour les différentes écoles et acteurs scolaires, nous avons utilisé des prénoms d'emprunt.

- *Pour la richesse de leurs propos dans les entretiens menés avec eux, nous remercions Vincent, Bruno, Caroline, Evelyne, Laurent (malgré ces prénoms d'emprunt, les intéressés se reconnaîtront), Etienne Michel, Danielle Mouraux et Christian Maroy.*
- *Pour leur collaboration dans la diffusion de l'enquête auprès des directions, nous remercions les directeurs diocésains.*
- *Pour leur participation à cette enquête, nous remercions les 212 directions ayant pris le temps d'y répondre et de nous partager leur vécu.*
- *Pour leur relecture pointue et avisée, nous remercions Michael Lontie, France Baie, Bernard Hubien et Catherine Alloin.*



Avec le soutien du Ministère
de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Table des matières

Introduction	5
« Comportements radicaux », qu'est ce qui se cache derrière cette notion ?	7
• Distinction avec l'extrémisme, la radicalisation et la radicalité	7
• Centrage sur les comportements et non sur les individus	8
• Parallèle avec l'individualisme	8
• Prise en compte du vécu de l'enfant.....	9
La place des parents à l'école	10
Des interpellations de parents	12
Le vécu des écoles d'après une enquête menée auprès des directions	14
• Types de situations rencontrées	15
• Gestion de la situation.....	19
• Tensions au sein de la communauté éducative	20
• Rôle de l'association de parents	21
Comportements radicaux ou légitimes ?	23
• Les écoles interrogées via notre enquête.....	23
• Vincent, directeur d'une école primaire spécialisée en région liégeoise.....	23
• Bruno, directeur, et Caroline, présidente de l'association de parents d'une école fondamentale à encadrement différencié en région liégeoise	25
• Evelyne, directrice d'une école secondaire dans le Hainaut.....	27
• Etienne Michel, directeur général du SeGEC	28
• Laurent, directeur d'un centre PMS	29
• Christian Maroy, sociologue	29
• Danielle Mouraux, sociologue	31
• Le malentendu école-familles	33
• L'école et les familles : une évolution dissonante	34
• Conclusion du débat	35
Pistes d'action et de réflexion	38
• L'école développe un langage commun	38
• L'école crée une relation de confiance avec les familles.....	40
• L'école fait comprendre son projet	42
• L'école coconstruit son projet via les structures officielles	43
• L'école et les familles coéduquent	47
• Apports du pacte pour un enseignement d'excellence	48
• Position de l'UFAPEC.....	49



Conclusion	53
Bibliographie	55
Annexes	57
1. Vincent, directeur d'une école primaire spécialisée en région liégeoise	57
2. Bruno, directeur, et Caroline, présidente de l'association de parents d'une école fondamentale de la région liégeoise à encadrement différencié	62
3. Evelyne, directrice d'une école secondaire en province du Hainaut	70
4. Etienne Michel, directeur général du SeGEC (Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique)	81
5. « Ne parlons pas de parents radicaux », par Christian Maroy	84
6. « Une école trop ronde », par Danielle Mouraux	90
7. Résultats de l'enquête menée auprès des écoles.....	99

Introduction

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous arrivons tout doucement à la fin de l'année 2021. Au cours de celle-ci, les élèves et les parents ont pu retourner avec bonheur à l'école (pour une grande majorité) après des mois difficiles de confinement, quarantaines, enseignement à distance... La crise sanitaire n'est pas encore derrière nous, mais elle nous aura fait prendre conscience du caractère essentiel des relations humaines et du vivre ensemble pour tout groupe humain (et en particulier à l'école pour le cas qui nous occupe). La qualité de ces relations humaines au sein de l'école, de la classe, de l'équipe éducative, des parents, de l'association de parents, du pouvoir organisateur, du conseil de participation et entre les différents acteurs est déterminante pour un bon climat scolaire. Ce climat scolaire va influencer positivement ou négativement la motivation du jeune, facteur clé dans l'accrochage et la réussite.¹

Une des conditions d'un bon climat scolaire est la collaboration école-familles. Pour être serein et investi dans son rôle d'élève, le jeune, de la maternelle à la fin du secondaire, a besoin de sentir un partenariat ou du moins un « pacte de non-agression » entre l'école et sa famille. Cette relation école-familles est à ce point importante qu'elle a été identifiée comme l'une des thématiques sur lesquelles les écoles peuvent travailler dans leur plan de pilotage destiné à améliorer l'efficacité de l'établissement. Dans ce sens, nous consacrerons un chapitre à la place des parents à l'école ; nous en présenterons l'évolution et le cadre légal actuel.

Toutefois, la relation école-familles est complexe et, parfois, en tension pour diverses raisons. Parmi les causes de crispation, il y a des comportements radicaux de parents. Ces comportements, s'ils restent le fait d'une minorité, peuvent néanmoins générer des tensions, mettre à mal le bon fonctionnement de l'école et les conditions de vivre ensemble. Ils mobilisent de l'énergie pour l'équipe éducative au détriment d'autres missions essentielles et fragilisent la collaboration école-familles.

Dans cette étude, nous entendons par *comportements radicaux de parents* divers comportements qui peuvent être considérés comme extrêmes et inappropriés au cadre scolaire et où l'intérêt individuel prime sur l'intérêt collectif. Que ce soit au niveau pédagogique, social, alimentaire, sanitaire, politique, philosophique ou religieux, des parents peuvent défendre des positions excessives et agir de façon radicale. Dans cette étude toujours, nous parlerons tout aussi bien de positionnements, positions, attitudes que de comportements. Il va sans dire que les enseignants peuvent aussi avoir des positionnements radicaux, mais cela ne fera pas l'objet de cette publication.

Cette étude se base, pour une part, sur des interpellations de parents adressées au quotidien à l'UFAPEC en tant qu'organisation représentative des parents et des associations de parents de l'enseignement catholique. Ces interpellations remettent en question le fonctionnement de l'école, voire du système scolaire. Elles sont faites directement par les familles, ou par l'intermédiaire de l'association de parents qui nous les renvoie.

¹ HOUSSENONLOGE D. et PIERARD A., *L'école en temps de Covid : un laboratoire de la motivation*, analyse UFAPEC n°14.20, décembre 2020.



Informé, expliquer le cadre légal, la réalité des écoles, écouter et dialoguer permet souvent d'aplanir les tensions. Mais d'autres interpellations ont pour but de s'appuyer ou d'utiliser l'AP (association de parents) ou l'UFAPEC pour faire entendre un point de vue, radical et fermé, auquel l'école devrait s'adapter.

Notre étude repose, pour une autre part, sur une enquête réalisée auprès des écoles de l'enseignement catholique. Cette enquête a permis de mieux cerner la question, l'ampleur du phénomène, les cas concrets auxquels les directions sont confrontées ainsi que les freins et les leviers existants.

En parallèle, nous avons rencontré des acteurs de terrain : des directions, mais aussi des parents et des membres d'associations de parents. Ils nous ont partagé leur vécu, donné leur point de vue et expliqué ce qu'ils essaient de mettre en place dans leur école pour minimiser l'impact négatif des comportements radicaux de parents sur la vie de l'école.

Nous avons enfin rencontré des spécialistes de la relation école-familles et des acteurs institutionnels de l'enseignement qui ont eux aussi apporté leur expertise et leur éclairage.

Bien entendu, les choses sont rarement noires ou blanches. Il est parfois malaisé de savoir s'il s'agit d'attitudes radicales de parents ou de l'école. En d'autres termes : est-ce aux parents ou à l'école de s'adapter ? L'objectif de l'étude n'est pas de savoir qui a tort ou raison, mais, dans une démarche d'éducation permanente, d'entendre les différents points de vue, d'informer, d'interpeller et enfin de permettre à chacun de s'emparer de la question pour mieux comprendre le problème et l'enrayer. Dans ce sens, nous analyserons aussi ce qui amplifie ou, au contraire, ce qui réduit les tensions dues à des attitudes radicales de parents. L'objectif reste, rappelons-le, de tendre vers un meilleur climat scolaire dans l'intérêt supérieur de l'élève et de celles et ceux qui accompagnent son parcours.

« Comportements radicaux », qu'est ce qui se cache derrière cette notion ?

Un des préalables de cette étude est de pouvoir nommer clairement les choses et de bien définir ce dont on parle. Le terme « radical » renvoie à un champ très vaste et nous allons donc préciser ce que nous entendons dans le cas présent.

Dans le cadre de cette étude, nous entendons par **comportements radicaux de parents** divers comportements, attitudes et positionnements qui peuvent être considérés comme extrêmes et inappropriés au cadre scolaire et où l'intérêt individuel prime sur l'intérêt collectif.

Que ce soit au niveau pédagogique, social, alimentaire, sanitaire, politique, philosophique ou religieux, des parents peuvent défendre des positions excessives et agir de façon radicale.

Pour donner une définition à ce terme, nous allons utiliser celle proposée par Olivier Galland et Anne Muxel dans *La tentation radicale. Ce qui est radical est ce qui est premier, sans compromis possible, sans l'interférence de médiations ou d'intermédiations. La radicalité suppose une matière d'expression brute, mâtinée [mêlée] d'intransigeance, et peut en ce sens déboucher sur la violence que comporte souvent, mais pas nécessairement, tout acte de refus ou de rébellion. (...) Le mot même renvoie à une posture, à une disposition.*²

Loin de nous l'idée que les parents sont les seuls acteurs de l'école pouvant avoir des comportements radicaux, nous nous concentrerons pourtant sur ceux-ci. Tout comme les différents acteurs que nous avons interviewés, nous reconnaissons que l'école et les équipes éducatives peuvent aussi avoir des positionnements radicaux (mais, rappelons-le, cela n'est pas l'objet de cette étude).

• Distinction avec l'extrémisme, la radicalisation et la radicalité

Un parent ayant un comportement radical n'est pas pour autant extrémiste, fondamentaliste, radicaliste ou radicalisé. Il faut pouvoir faire la distinction entre ces différentes notions. Derrière ces notions, nous plaçons souvent une connotation politique ou religieuse, des préjugés et des supposés qui ne correspondent pas toujours à la réalité.

- Une personne radicaliste veut changer le monde tout en restant encline au compromis et ouverte à la nuance. Tous les radicaux ne sont pas des extrémistes.
- Une personne extrémiste veut changer le monde en étant fermé au compromis et à la nuance.
- La radicalisation est un processus poussant à l'extrémisme, voire à la violence. Elle n'est pas exclusivement religieuse. On peut se radicaliser dans la défense du climat ou des droits des animaux par exemple.

² GALLAND O. et MUXEL A., « La radicalité en questions », chapitre 1 de *La tentation radicale*, 2018, pp.35-36.



Dans cette démarche, précisons encore que tout le monde ne s'accorde pas sur le terme « radical ». Même si le terme est fort et lourd de sens, comme cela ressort des discussions lors d'une rencontre avec des membres de notre assemblée générale portant sur la question, nous avons décidé de l'utiliser, car il est parlant et peut englober différentes situations et réalités.³

Avoir des positionnements ou des comportements radicaux ne signifie pas être extrémiste. La nuance est importante. Les comportements radicaux ne peuvent être réduits à de l'extrémisme. Ils sont ancrés dans les positionnements et les valeurs de chacun.

- **Centrage sur les comportements et non sur les individus**

Tout le monde, à un degré ou un moment différent, sur un sujet ou un autre, en fonction du lieu et des circonstances, peut avoir un positionnement ou agir de manière radicale. Mettons-nous dans cette posture et disons-nous que c'est un comportement ou une position prise à un certain moment, dans un certain contexte. Par exemple, un parent pourra être radical sur l'alimentation tout en restant ouvert et collaborant pour tout le reste (pédagogie, discipline, religion, etc.).

Comme évoqué lors de notre rencontre avec des membres de notre assemblée générale, il y a aussi un parallèle à faire avec la façon dont on communique pour éviter de stigmatiser et juger l'autre, on évoque son comportement et non sa personne. Par exemple, on dira à un enfant qui a fait quelque chose de méchant envers un autre enfant ou envers un adulte, « ce que tu as fait est méchant » et non pas « tu es méchant ».

Tout comportement radical, pourra avoir des conséquences pour l'enfant, pour la classe ou pour l'école, à court, moyen ou long terme. Cela dépend de ce qui est défendu par le parent et avec quelle force.

Les comportements dont il est question dans cette étude peuvent toucher différents aspects de la vie et avoir un impact en milieu scolaire. Qu'il s'agisse de santé, d'alimentation, de pédagogie, etc., le commun dénominateur de ces comportements est que le parent fait passer son intérêt individuel, celui de son enfant ou de sa famille avant l'intérêt collectif, articulé autour de la notion du vivre ensemble à l'école.

- **Parallèle avec l'individualisme**

Les comportements radicaux de parents auxquels nous nous intéressons peuvent être des positionnements de personnes centrées sur la singularité de leur enfant et de leur famille, sur l'individualisme. Dans une société où prime l'épanouissement de chaque individu, cela n'est pas surprenant.

Dans ce sens, les parents rois ont leur place dans ce questionnement. Il y a quelques années, on parlait d'enfants-rois, mais le curseur s'est déplacé et l'on parle aujourd'hui davantage de parents-rois ou encore d'hyperparents. Un parent ayant ce profil se projette dans son enfant et est incapable de prendre en compte le point de vue des

³ Rencontre en visioconférence avec des membres de notre assemblée générale, le 2 décembre 2021.

autres acteurs. Il pense avant tout à l'épanouissement de son enfant, selon ce qu'il souhaite et considère bon pour lui. Dans ce sens, il défend des revendications individuelles pouvant mettre à mal le projet collectif de l'école.

- **Prise en compte du vécu de l'enfant**

Comme l'explique Laurent, directeur de centre PMS, *ces prises de position extrêmes et inappropriées au cadre scolaire, voire parfois opposées au projet pédagogique de l'école peuvent mettre l'élève en difficulté au niveau pédagogique et de son intégration sociale.*⁴ Il est donc essentiel de prendre en compte le vécu du jeune, pris en étau entre l'école et ses parents.

Le conflit de loyauté dans lequel l'enfant peut se retrouver, entre les positionnements de ses parents et la collectivité de l'établissement scolaire, risque d'être source de stress et de tensions.

L'enfant est parfois lui-même victime du comportement de ses parents. Quand il ne défend pas les mêmes positions que ses parents, quand l'enseignant ou les camarades de classe se retournent vers lui, quand il affirme « c'est pas moi, c'est ma mère, mon père »... L'enfant est au cœur de la situation et peut éprouver des difficultés à défendre sa place.

Cela peut aussi être source de tensions entre enfants. Comme l'expliquent Caroline et Bruno, respectivement présidente d'association de parents et directeur d'une école fondamentale, *les plus grands reproduisent les positions radicales de leurs parents, répètent les discours familiaux et peuvent être très durs entre eux : « toi t'es pas un bon, t'es pas de la bonne religion, t'as pas le droit de nommer le nom de Dieu » ; il y a des moqueries entre eux comme « le bonbon que tu viens d'avaler c'était avec de la gélatine et la gélatine c'est du porc ! »*⁵



@ Pixabay

⁴ Entretien téléphonique réalisé par Alice Pierard, le 24 novembre 2011.

⁵ L'entretien complet se trouve en annexe 2, p. 62.

La place des parents à l'école

Si aujourd'hui la notion de collaboration école-familles est acquise, historiquement, elle n'a pas toujours existé. La place des parents était hors de l'école. L'enseignant était le « maître » incontesté face à des parents, en moyenne, peu diplômés. Il y avait même une forme d'autorité de l'enseignant sur les parents, une relation hiérarchique. L'enseignant, perçu comme un des rares détenteurs du savoir, était un notable respecté. Le rôle de chacun était bien distinct : les parents éduquaient, l'enseignant instruisait.

Jusqu'en 1997, les parents n'avaient pas de reconnaissance légale dans la communauté éducative. Nombre d'entre eux étaient impliqués, notamment via une association de parents, mais avec des réalités très différentes d'une école à l'autre selon que la direction était favorable ou pas au partenariat école-familles. Peu à peu, les mentalités ont changé. Le partenariat école-familles apparaît maintenant comme un levier dans la scolarité de l'élève. A partir de 1997, avec le décret Missions⁶, les parents obtiennent une première reconnaissance légale au sein de l'école par l'obligation de la constitution d'un conseil de participation (CoPa) dans chaque établissement scolaire. Le CoPa réunit des représentants de tous les acteurs scolaires, dont les parents. Le CoPa se veut un espace de démocratie et de débat. Il donne à ses membres la possibilité d'exprimer leur avis, de dialoguer et de faire des propositions concrètes dans le but d'améliorer la qualité de vie et d'apprentissage de tous les élèves dans l'école.⁷ Plus qu'un simple organe, prescrit par décret et ressenti par certains comme une obligation, le conseil de participation peut devenir, ou est déjà dans certaines écoles, un élément « vivant » de la communauté scolaire.

En 2005, sous la législature de la ministre Marie Aréna, le Contrat pour l'école fixe les objectifs de l'enseignement et met le renforcement du dialogue école-familles comme une des dix priorités de l'école, la qualité de ce dialogue étant reconnue comme influant sur la réussite de l'élève.⁸

Le 30 avril 2009, le Parlement de la Communauté française va encore plus loin en votant un décret fixant un cadre légal pour les associations de parents (AP) et leurs organisations représentatives : les parents ont désormais une place à part entière dans l'école de leur enfant. Parents et enseignants sont reconnus officiellement comme partenaires et acteurs de l'école, chacun avec ses spécificités.⁹ *La participation parentale est indéniablement un avantage, un atout pour donner aux élèves le maximum de chance dans la réussite de leur cursus scolaire. Une véritable « alliance éducative » entre les parents, l'équipe pédagogique et les jeunes contribue à une meilleure compréhension réciproque, favorisant ainsi les apprentissages et l'épanouissement des élèves.*¹⁰

⁶ Décret Missions, 1997 (mise à jour octobre 2018).

⁷ Source : [Ufapec - Conseil de participation](#)

⁸ Contrat pour l'école, 2005.

⁹ Décret portant sur les Associations de parents d'élèves et les Organisations représentatives d'Associations de parents d'élèves en Communauté française D. 30-04-2009 - https://www.galilex.cfwb.be/document/pdf/34365_000.pdf

¹⁰ Circulaire n° 4182 du 11 octobre 2012 portant sur le Décret du 30 avril 2009 portant sur les Associations de parents d'élèves et les Organisations représentatives d'Associations de parents d'élèves en Communauté française, p. 1.

Enfin, depuis 2019, le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles prévoit, en vue de l'élaboration des plans de pilotage¹¹, que les établissements poursuivent les objectifs d'amélioration permettant au système éducatif d'accroître les indices du bien-être à l'école et de l'amélioration du climat scolaire.¹² Dans le cadre de ces plans de pilotage, chaque école doit identifier, parmi quinze thématiques, celles qui nécessitent des actions nouvelles à mettre en œuvre prioritairement, dont le partenariat et la collaboration avec les parents d'élèves de l'établissement, en concertation avec le CoPa.¹³

Pour résumer et comme nous l'abordions dans une analyse précédente, aujourd'hui, les parents sont reconnus officiellement comme des partenaires de l'école. On attend qu'ils s'investissent. Il est prévu également de les consulter sur certains points. Leur implication peut aller de l'accompagnement des enfants dans les devoirs, des rencontres avec les enseignants, jusqu'à l'investissement dans des actions ponctuelles ou dans les instances internes à l'école que sont l'association de parents et le conseil de participation.¹⁴



@ UFAPEC asbl

¹¹ Le plan de pilotage définit les différentes stratégies de l'école concernant, par exemple, la réussite des élèves, la lutte contre l'échec et le décrochage, les outils numériques, l'accès à la culture et aux sports, la promotion à la citoyenneté, l'orientation, les discriminations, l'intégration des élèves à besoins spécifiques, le travail en équipe, la formation du personnel, la collaboration avec les parents. [Ufapec - plan de pilotage](#)

¹² Article 67 §3 du Décret du 13 septembre 2018, modifiant le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre afin de déployer un nouveau cadre de pilotage, contractualisant les relations entre la Communauté française et les établissements scolaires, modifié le 27 mars 2019.

¹³ Code de l'enseignement, 2019.

¹⁴ LORIERIS B., *L'implication des parents à l'école permet-elle d'agir sur le climat scolaire ?*, analyse UFAPEC n°10.20, 2020, p. 3.

Des interpellations de parents

Au quotidien, l'UFAPEC est sollicitée. Des parents nous interpellent pour connaître leurs droits en tant que parents d'élève, affirmer un point de vue qui va à l'encontre du fonctionnement d'un établissement ou du système scolaire, dénoncer des faits qu'ils jugent inopportuns et inacceptables. Parfois, il y a un malentendu entre l'école et la famille et le fait d'informer, de dialoguer et de trianguler permet d'aplanir les dissensions. Mais, il arrive aussi que des parents campent sur des positions radicales et fermées. Dans les situations extrêmes, cela les mènera à changer leur enfant d'école, à déposer plainte ou à interpellier le monde politique ou la presse.

Sur quoi portent ces interpellations de parents ?

- En termes d'alimentation, des parents demandent à ce que leur enfant puisse manger des choses conformes à leur régime alimentaire (équilibré, sans gluten, sans lactose, végétarien, végétalien, halal) à la cantine, lors des collations collectives, lors de fêtes d'anniversaire en classe (où la famille de l'enfant fête prépare souvent quelque chose) et les fêtes de l'école. Ils demandent aussi à pouvoir, eux parents, manger des choses qui correspondent à leur régime alimentaire lors des fêtes d'école. Pour certains, cela ira jusqu'à investir la cuisine de l'école pour veiller à ce que les aliments soient conformes à leurs désirs.
- En termes de locaux, des parents interpellent sur la vétusté de certains bâtiments n'apportant pas le confort ou la sécurité nécessaires à leur enfant. Ces parents souhaitent par exemple que l'école soit contrainte à effectuer les travaux, alors que ladite école a renoncé à ce sujet et est en attente des subsides correspondants.
- En termes de pédagogie, des parents remettent en question :
 - les méthodes et le type de pédagogie pratiqués ;
 - les compétences et la qualité de la formation des enseignants ;
 - la répartition des « congés », comme les journées pédagogiques ;
 - la méthode d'évaluation pratiquée dans l'école ;
 - le niveau moyen (jugé trop bas ou trop élevé) des élèves ;
 - des voyages scolaires inscrits dans le projet pédagogique de l'école. Ces parents évoquent un manque de motivation de l'enfant ou une inquiétude par rapport aux risques de laisser partir leur enfant sans eux ;
 - l'enseignement hybride lié à la crise sanitaire (en partie en présentiel à l'école, en partie à la maison).
- En termes de valeurs éducatives, des parents remettent en question le projet de l'école jugé trop ouvert ou trop fermé, trop strict ou trop laxiste, trop traditionnel ou trop progressiste...
- En termes de santé, des parents s'opposent à la visite médicale obligatoire, aux animations EVRAS (éducation à la vie relationnelle affective et sexuelle).



La crise sanitaire a aussi fait des dégâts dans les écoles et mis à mal le partenariat entre l'école et les familles.

Depuis le début de la pandémie, en tant qu'organisation représentative des parents et des associations de parents, l'UFAPEC constate que l'intérêt des jeunes et de leur famille pèse peu dans la balance du CODECO. L'UFAPEC s'est mise en alerte, participe aux réunions de crise en compagnie des autres acteurs de l'enseignement. Elle a toujours demandé à la ministre Caroline Désir de tenir compte des effets des mesures appliquées aux élèves sur leur bien-être et sur leurs apprentissages, la fermeture des écoles apparaissant comme la dernière mesure à appliquer. L'UFAPEC a relayé les nombreuses interpellations de parents et d'associations de parents qu'elle reçoit depuis mars 2020. Cela a contribué à faire bouger les lignes à certains moments et cela conditionne encore les mesures prises aujourd'hui (garderies, congé Covid, entretien des toilettes, réunions avec les parents, âge des élèves soumis à l'hybridation, suivi des élèves en quarantaine, conditions du port du masque en primaire, non-discrimination envers les élèves non-vaccinés, etc.).

Mais la crise sanitaire a été aussi le révélateur de positions radicales parentales jusque-là insoupçonnées. Quelles que soient les mesures, certains parents ont exprimé systématiquement leur mécontentement et se sont montrés virulents envers les écoles, directement auprès des équipes éducatives, dans la presse ou sur les réseaux sociaux. Les points de friction les plus importants ont touché la réouverture ou la fermeture des écoles, l'enseignement hybride en secondaire, le port du masque en secondaire, et tout récemment en primaire. Cela se lit clairement dans les résultats de notre enquête à destination des directions.

À ce titre, nous constatons que des parents, même s'ils sont minoritaires, au nom du bien-être de leur enfant, mais aussi de leur liberté, de leurs convictions, de leurs intérêts, etc., n'acceptent pas certaines règles collectives imposées aux écoles pour qu'elles puissent continuer à fonctionner alors qu'elles sont pointées régulièrement comme vecteur important de la propagation du covid. Face à des équipes éducatives épuisées, déforcées et parant au plus pressé, des parents interpellent, condamnent et ne respectent pas les règles sanitaires imposées dans le cadre de la pandémie. Comment maintenir les conditions nécessaires au vivre ensemble scolaire dans ces conditions ? Comment faire en sorte que l'enfant se sente bien alors qu'il est pris en tenaille entre son école et sa famille ?



Le vécu des écoles d'après une enquête menée auprès des directions

Dans le cadre de cette étude, nous avons réalisé une enquête auprès des directions de l'enseignement catholique afin d'avoir leur regard sur cette problématique. Nous estimons important de donner la parole aux directions d'écoles qui gèrent en première ligne ces difficultés.

L'objectif de cette enquête, à destination des écoles du fondamental et du secondaire, était de :

- ✓ savoir quels sont les comportements radicaux de parents auxquels sont confrontées les écoles ;
- ✓ définir les pistes pour y remédier, notamment au niveau de la relation école-familles.

Un questionnaire en ligne a été relayé via les directeurs diocésains. Il était accessible du 8 au 19 novembre 2021.

Nous avons obtenu 212 réponses. Sur un ensemble d'un peu plus de 1200 écoles pour le réseau libre catholique, nous avons donc touché environ 1 école sur 6 via cette enquête. C'est une belle représentativité, en connaissant les circonstances dans lesquelles se trouvent les directions aujourd'hui (gestion de tous ordres liée à la pandémie, plans de pilotage...). Ce n'était pas forcément la meilleure période pour les directions avec la nouvelle vague Covid, le tracing des élèves, les règles sanitaires à mettre en application.

Parmi ces réponses, tous les niveaux d'enseignement sont représentés.

- Ecoles maternelles : 1 %
- Ecoles primaires : 8 %
- Ecoles fondamentales (maternel et primaire) : 49 %
- Ecoles secondaires : 42 %

Nous avons pu toucher des profils d'école variés. 29 % des directions ayant répondu sont responsables d'un établissement intégré dans les dispositifs de l'encadrement différencié.

Le nombre de nationalités présentes au sein de ces écoles fait aussi part d'une diversité de situations.

- Écoles accueillant de 1 à 5 nationalités différentes : 26 %
- Écoles accueillant de 6 à 10 nationalités différentes : 31 %
- Écoles accueillant de 11 à 15 nationalités différentes : 17 %
- Écoles accueillant plus de 15 nationalités différentes : 26 %

L'enquête touchait différents aspects en lien avec les comportements radicaux de parents : types de situations rencontrées, gestion de la situation, tensions au sein de la communauté éducative, rôle de l'association de parents.¹⁵

- **Types de situations rencontrées**

Les directions ayant répondu à l'enquête ont surtout rencontré certains types de situations parmi la liste proposée. Les cas les plus fréquents, en rassemblant les réponses « parfois » et « souvent » de la liste des situations évoquées dans la première question, sont les suivants. Les directions sont confrontées à :

- Des parents qui légitiment tout comportement de leur enfant dans le cadre de l'école (78 %)
- Des parents qui veulent se mêler des sanctions (65 %)
- Des parents qui veulent se mêler de la pédagogie (63 %)
- Des parents qui ne veulent pas que leur enfant participe aux séjours scolaires (56 %)
- Des parents qui légitiment une forme de décrochage scolaire (50 %)
- Des parents qui ne respectent pas le règlement de l'école (46 %)

Pour compléter cet aspect de l'enquête, il faut ajouter que, tout comme nous le sommes par les parents, il nous arrive aussi d'être interpellés par des directions d'écoles. Celles-ci nous font part de situations qui ne sont pas toujours facilement gérables.

- Cela peut toucher à l'alimentation et à la santé : des parents très écolo-bobos qui refusent que leur enfant mange certains aliments, par exemple lors des collations collectives (fruits bio seulement, œufs uniquement de la ferme), des parents qui refusent catégoriquement les collations collectives, des parents qui exigent que le repas qu'ils ont préparé soit stocké au frigo et chauffé au micro-ondes pour leur enfant, des parents en colère parce que leurs enfants sont allés à la visite médicale, des parents qui refusent de traiter les poux de leur enfant, etc.
- Parfois cela concerne la religion ou la politique : des parents qui ne veulent pas que leur enfant aille en voyage scolaire, à la piscine ou aient des cours d'EVRAS, des parents qui ne souhaitent pas une femme enseignante pour leurs enfants. Le religieux et le politique se rencontrent aussi parfois dans certaines réactions, comme dans ce cas rapporté par une direction du maternel : un papa (récemment converti à l'islam) a exigé qu'un drapeau des États-Unis placé dans la classe dans le cadre d'une activité pédagogique soit retiré.
- Cela peut aussi concerner l'intégration d'élèves à besoins spécifiques. Nous avons eu un appel d'une direction du fondamental qui ne savait que faire face à une pétition des parents contre l'accueil d'un enfant porteur de trisomie dans son école.

¹⁵ L'intégralité des résultats de l'enquête se trouve en annexe 7, p. 99.

Nous n'avons ici que le regard des directions, mais, derrière ces comportements, on peut deviner une place importante de l'individualisme actuel. Les parents cherchent le bien-être de leur enfant et voudraient, dans ce sens, faire entendre leur point de vue à l'école afin que leur enfant soit considéré dans sa singularité. Mais est-ce possible de penser l'individuel dans un lieu où c'est le collectif qui prime ?

On peut aussi imaginer une part du consumérisme caractéristique de notre société contemporaine. L'élève et les parents se considèrent comme des clients de l'école et, dans ce sens, ils ont le droit de lui demander des comptes. Si l'école est avant tout un service public, doit-elle rendre des comptes à ses usagers ? Et, si oui, comment s'y prendre pour faire entendre sa voix de parent d'élève dans le respect du cadre de l'école, mais aussi dans le respect de chacun ?

Georges Fotinos, ancien inspecteur de l'éducation nationale française et spécialiste du climat scolaire, a réalisé une enquête auprès des directions des établissements scolaires français. Il abonde dans ce sens. *On peut considérer que 30 à 40 % des parents se comportent en « consommateurs » revendicateurs. Ce n'est pas la majorité, mais c'est un chiffre inquiétant. Il y a deux mondes qui s'opposent. La preuve, c'est que la plupart des conflits sont centrés sur les punitions et les sanctions données par le corps enseignant aux élèves. Cela signifie que certains parents ne reconnaissent plus l'autorité de l'école sur leurs enfants.*¹⁶

Les directions appuient leurs réponses en parlant effectivement de manque de respect, de demandes individualistes mais aussi des impacts que peuvent avoir les technologies et les réseaux sociaux dans la relation école-familles et la gestion de ces comportements.

- *Des parents fâchés qui insultent les enseignants, la direction, d'autres parents... Situations encore rares, mais qui, lorsqu'elles arrivent, sont compliquées à digérer.*
- *Certains parents n'acceptent pas la légitimité d'une direction ou d'une équipe éducative dans la gestion de leurs enfants dans l'école. Les menaces de faire venir un avocat sont de plus en plus régulières. L'impression est le besoin de devoir sans cesse se justifier. Les élèves ont donc un sentiment de surpuissance.*
- *Les désaccords par rapport aux sanctions sont les plus fréquents. Des demandes d'aménagement de celles-ci (par exemple déplacer un moment de sanction) sont également croissantes.*
- *Soutien des enfants face à des professeurs jugés "durs", "injustes", "discriminants" et menace de porter plainte ou de retirer leur enfant avec prise en compte exclusive du point de vue de l'enfant > difficulté à prendre du recul, à entamer le dialogue > point de non-retour vite atteint.*
- *De manière générale, nous ne sommes plus confrontés à certains enfants rois mais à certains enfants "DIEU"...*
- *Certains parents utilisent mal les réseaux sociaux, notamment en calomniant les enseignants ou l'institution. Des propos orduriers ou violents nous sont*

¹⁶ « Sondage : les instits ont peur des parents », in *Le Parisien*, 29 avril 2014.

rapportés. Il serait pourtant préférable de s'exprimer lors d'un face à face constructif et respectueux.

- *Les réseaux sociaux ne nous aident pas comme si tout devait se régler immédiatement sur la place publique.*
- *Depuis la crise sanitaire, les parents attendent que l'école s'adapte à leurs conditions de vie et que l'enseignement se focalise sur leur enfant comme s'il était seul dans une classe.*

Selon 65 % des répondants, la crise sanitaire est la source de comportements radicaux de parents, plus ou moins présents selon les écoles.

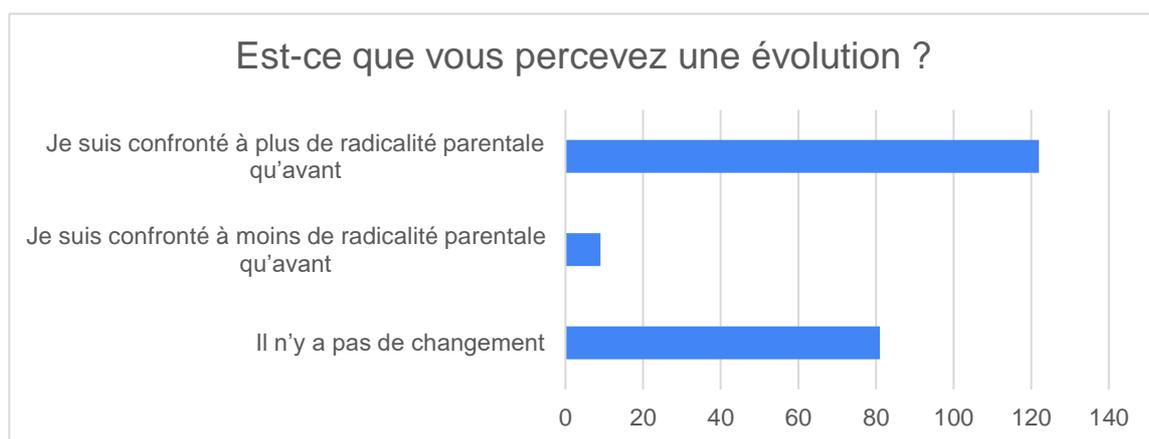
- *Très souvent, la relation école-famille a été rudement mise à l'épreuve.*
- *De manière générale, les comportements parentaux radicaux sont beaucoup plus nombreux depuis la rentrée 2021 et beaucoup plus agressifs.*
- *Ce n'est pas une majorité mais certains parents se sont montrés très revendicatifs et se sont opposés aux règles mises en place.*
- *Pas vraiment de comportements radicaux mais l'expression de leur désapprobation par rapport à certaines décisions prises.*

Les points de friction les plus importants sont le port du masque, la reprise de l'école et le souhait ou non d'y mettre son enfant au risque d'attraper le virus, le respect des quarantaines, l'enseignement hybride, la vaccination et les mesures sanitaires dans leur globalité.

- *Des parents qui étaient très agressifs par rapport au port du masque.*
- *Parents qui soit exigent le port du masque par tous partout, soit qui interdisent à leur enfant de porter le masque.*
- *Port du masque (refus des sanctions données à des jeunes qui réitèrent des comportements inacceptables à ce propos).*
- *Certains ont retiré l'enfant de l'école à cause du port du masque obligatoire en septembre 2020.*
- *Après le 1^{er} confinement, lorsque l'obligation scolaire n'était pas rétablie, nous n'avons finalement revu qu'une moitié de nos élèves.*
- *Oui, surtout qui ne voulaient pas remettre les enfants à l'école malgré l'obligation scolaire rétablie...*
- *Oui, notamment des parents qui refusaient de remettre les enfants à l'école et avaient obtenus un certificat médical non justifié. Les enfants souhaitaient venir en classe, mais les parents refusaient.*
- *Plusieurs parents ont refusé de remettre les enfants à l'école (maternelle) et à l'opposé plusieurs sont furieux devant les fermetures (confinement ou quarantaine).*
- *Certains parents n'acceptaient pas de récupérer leur enfant mis en quarantaine par le PSE ou pire, positif au Covid.*
- *Les parents ne respectent pas toutes les quarantaines imposées pour leur enfant. Ils souhaitent que leur enfant revienne à l'école quand ils l'ont décidé.*

- *Quelques difficultés au niveau de la légitimité de l'enseignement à distance. Facilement compréhensible : certains professeurs ont largement collaboré à ce dispositif ; d'autres n'ont pratiquement rien mis en place pour poursuivre leur enseignement. Difficile à justifier auprès des parents !*
- *Refus des parents de faire travailler les enfants, avec pour conséquence des écarts énormes entre enfants au niveau des apprentissages.*
- *De nombreux parents ont manifesté leur désappointement vis-à-vis des difficultés liées aux nécessités de l'enseignement à distance, mais dans ce dernier cas, je pense que les principales raisons étaient d'ordre économique.*
- *Courrier sur positionnement du vaccin et interdiction de vacciner son enfant.*
- *Refus de vaccination et plaidoyer pour ne pas accepter la vaccination. Des élèves qui veulent se faire vacciner ne le peuvent suite à la pression familiale.*

Selon certaines directions, la crise a exacerbé et rendu visibles les comportements radicaux de parents. 58 % des répondants estiment être confrontés à plus de radicalité parentale qu'avant. Est-ce effectivement lié à la crise sanitaire que nous connaissons ?



Face à ces situations, les directions soulèvent l'importance de la compréhension mutuelle, de la reconnaissance interculturelle et du partage de valeurs communes.

- *L'acceptation des différences sociales, culturelles et religieuses fait partie intégrante de notre d'école.*
- *J'ai parfois dû gérer des soucis de racisme entre parents.*
- *L'état émotionnel (peur, colère...) des familles ayant été atteint, nous ne reconnaissons plus certains parents qui se permettent des communications écrites ou orales "agressives" envers les enseignants ou la direction. Nous mettons pourtant tout en œuvre pour que la communication soit la meilleure possible en multipliant les canaux de communication.*
- *À mes yeux, il est préférable de garder le cap sur les valeurs de l'établissement au risque, pendant un court temps, de perdre une, voire deux classes. Cela aura à terme assez court l'effet inverse tant les parents sauront que les priorités resteront dans le respect de chacun et le bouche à oreille fera que cette prise de position ferme viendra déclencher un accroissement certain des parents leur faisant confiance. Le seul souci persiste dans la patience à avoir et surtout dans la confiance des valeurs véhiculées.*

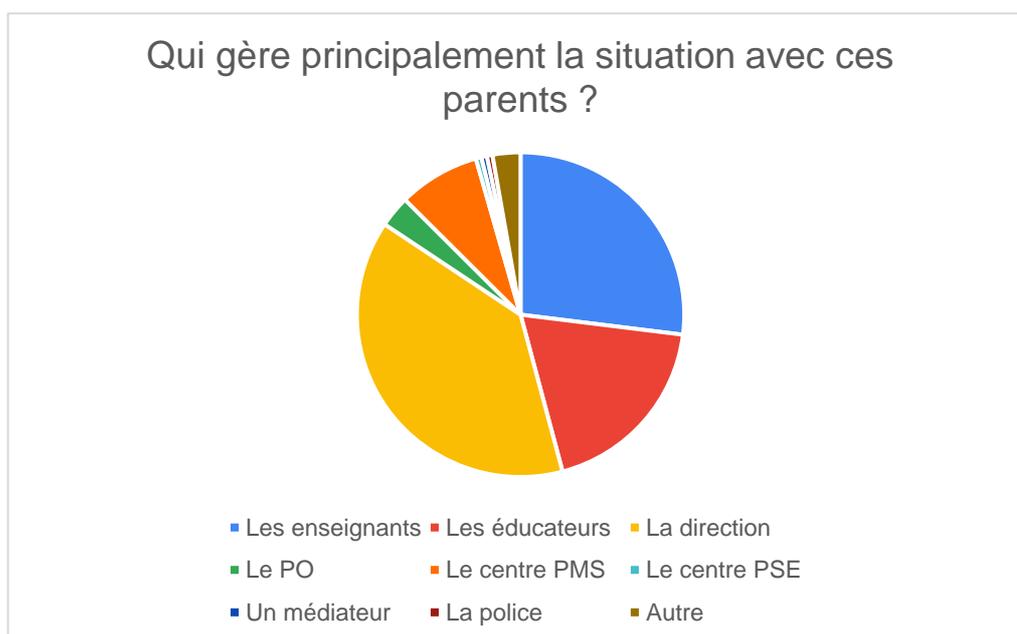
• **Gestion de la situation**

La gestion de ces situations mobilise de l'énergie pour les directions : une certaine énergie dans 50 % des cas et énormément d'énergie pour 44 % des répondants.

- *Ces quelques cas nous prennent une énergie folle au détriment de la grande majorité qui fonctionne bien. Il est malheureux de ne voir que ces parents ou élèves, la fatigue accumulée nous rend sans doute plus sensibles à ces comportements.*
- *Depuis la crise sanitaire, les parents ont plus qu'avant besoin d'être rassurés. La communication parents-école est donc beaucoup plus fréquente et demande une énergie supplémentaire aux directions.*
- *Je perds beaucoup de temps à désamorcer, à calmer, à remettre mon cadre. Énergivore ! Je ne devrais pas avoir à perdre mon temps à ça ! Et pourtant, il faut que je le fasse car je parviens à éviter les mises en action.*



Les directions sont en première ligne pour la gestion des comportements radicaux de parents. A la question « qui gère la situation avec ces parents ? », 99 % disent gérer elles-mêmes ces situations. Les directions pouvaient cocher trois réponses, on voit que les autres acteurs de première ligne sont les enseignants (69 %) et les éducateurs (48 %).





Le centre PMS, acteur ayant une mission dans le cadre du partenariat école-familles, est aussi sollicité pour gérer ces situations dans 21 % des cas. Comment peut-il aider l'école dans la gestion de comportements radicaux ? En faisant une médiation ? En permettant le dialogue ?

Comme le dit une direction, *Il faut analyser, laisser la place à la parole de chacun.e séparément, et agir en conscience pour conserver le lien et préserver l'enfant.*

Pour cela, que mettent en place les directions ?

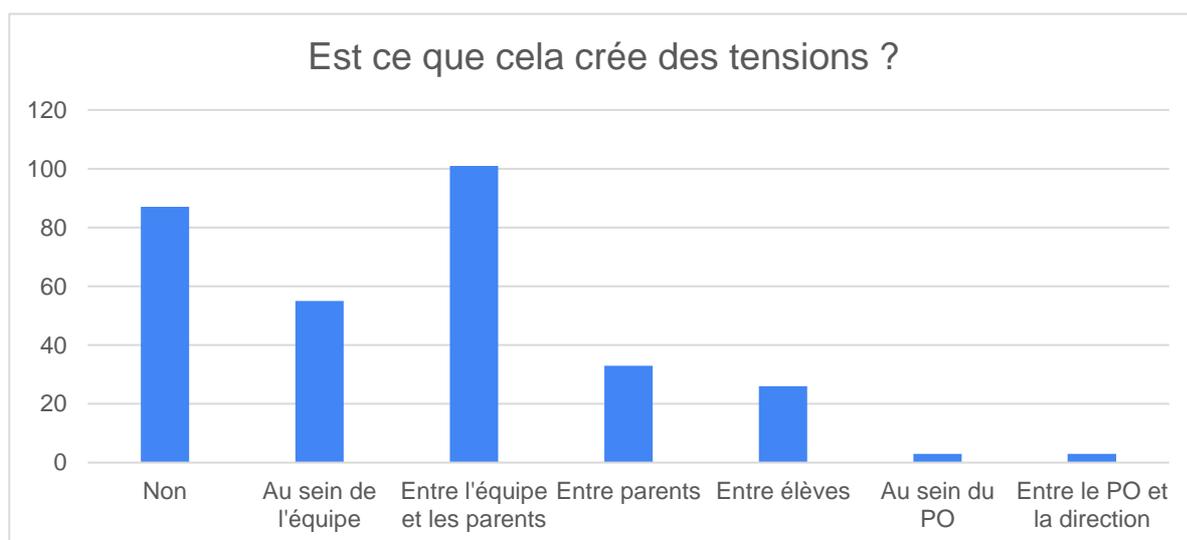
- Rencontres individuelles avec les parents (96 %)
- Information et sensibilisation (68 %)
- Espaces de parole : 56 réponses (26 %)
- Appel à des tiers : 50 réponses (24 %)

L'association de parents (9 %) et le conseil de participation (3 %) sont sollicités, à un faible niveau. Ne faudrait-il pas donner plus de place à ces deux structures officielles de l'école pour soutenir les établissements scolaires dans la gestion des situations ?

Selon une direction d'école, l'essentiel est de *mettre chaque partie face à ses responsabilités, faire une médiation... Surtout offrir un sas pour échanger dans le respect de tous.*

• Tensions au sein de la communauté éducative

A la question de savoir si cela divise la communauté éducative, les directions font surtout part de tensions entre l'équipe et les parents (48 %), l'absence de tensions (41 %) ou des tensions au sein de l'équipe éducative (26 %).



Vu que de nombreuses directions nous expliquent régler les situations dans le dialogue avec les parents concernés, cela pourrait expliquer qu'elles arrivent à désamorcer la situation avant que les tensions ne puissent se développer ou tant que ces tensions ne sont présentes qu'entre l'équipe et les parents concernés.



- *Écoute active de toutes les parties, réaffirmation du cadre et des règlements, projets auxquels ont adhéré les parents.*
- *Nous avons opté pour une communication précise et bienveillante.*
- *Les parents ont été très collaborants.*
- *Bonne compréhension des règles en général.*

Georges Fotinos constate *une dégradation très nette des relations entre l'école et les parents. Quand je compare mes résultats à une autre étude que j'ai menée en 2005 sur le même sujet, le résultat est sans appel ! Les continents « école » et « famille » s'éloignent l'un de l'autre. Je suis aussi surpris par la violence des échanges. Le parent estime qu'il a droit à un certain service, et s'il n'est pas rendu, il manifeste sa réprobation. De son point de vue, il a forcément raison.*¹⁷

Si le fossé se creuse entre certaines familles et l'école, il semble y avoir urgence pour rétablir de bonnes relations. Il n'y a pas qu'un responsable, parents et écoles doivent tous les deux faire un pas vers l'autre dans cette optique. Qui doit faire le premier pas ? Comment s'y prendre ?

• Rôle de l'association de parents

Pour un grand nombre de directions ayant répondu à l'enquête, l'association de parents a un rôle à jouer face à ce genre de situations.

L'association de parents peut mettre différentes choses en place :

- Créer des liens avec les parents (49 %)
- Créer plus de liens entre l'école et les parents pour mieux se connaître (46 %)
- Relayer sans prendre position (37 %)
- Organiser des soirées d'information et de sensibilisation (33 %)
- Discuter avec ces parents (20 %)
- Organiser des moments de débats (15 %)

Même si elles n'ont pas d'association de parents dans leur école, les directions pensent vraiment que l'association de parents peut jouer un rôle important dans l'amélioration du partenariat avec ces parents.

- *RASSEMBLER ! Nous sommes, famille et école, la base du triangle pédagogique et éducatif qui soutenons l'enfant ! C'est lui qui est notre "boussole" !*
- *Le comité des parents est très actif et efficace.*
- *Contacts avec la direction et le corps enseignant (mais c'est déjà le cas et je remercie nos deux co-présidents de l'AP).*

¹⁷ « Sondage : les instits ont peur des parents », op. cit.



Le nombre est très faible, mais certaines directions (1 %), au contraire, trouvent que ce n'est pas le rôle de l'association de parents de gérer ces situations.

- *Cela ne regarde pas l'AP.*
- *Nous estimons que des parents ne doivent pas être au courant du comportement négatif d'autres parents. Ils participent avec nous à des projets pédagogiques.*
- *Je reste perplexe quant à l'efficacité de l'AP.*

Comportements radicaux ou légitimes ?

Ce qui peut sembler radical pour certains dans le positionnement de parents au sens où nous l'avons défini dans cette étude est perçu comme légitime par d'autres et, entre les deux, il y a toute une série de nuances. Voici différents points de vue et éclairages pour nous permettre de mieux comprendre la question et nous faire une opinion.

- Les écoles interrogées via notre enquête

Les comportements perçus comme radicaux par les directions, comme nous l'avons déjà signalé plus haut, sont principalement le fait des parents qui légitiment tout comportement de leur enfant dans le cadre de l'école (78 %), des parents qui veulent se mêler des sanctions (65 %), des parents qui veulent se mêler de la pédagogie (63 %), des parents qui ne veulent pas que leur enfant participe aux séjours scolaires (56 %), des parents qui légitiment une forme de décrochage scolaire (50 %) et enfin des parents qui ne respectent pas le règlement de l'école (46 %).

On le voit, les tensions entre l'école et les familles touchent surtout les champs pédagogique et éducatif.

Comme nous l'avons évoqué dans la partie consacrée à l'enquête, les écoles nous renvoient le fait qu'elles sont confrontées directement à l'individualisme, au consumérisme, mais aussi à l'hyperparentalité de ces parents-là (*ne parlons plus d'enfant-roi mais d'enfant dieu !*). Ces parents se montrent insultants et agressifs envers l'école et exposent leurs griefs au nouveau tribunal populaire que sont devenus les réseaux sociaux.

La crise sanitaire a exacerbé le phénomène et l'énergie « folle » déployée pour rassurer et dialoguer avec ces parents empêche les directions de se consacrer à d'autres choses essentielles.

- Vincent, directeur d'une école primaire spécialisée en région liégeoise¹⁸

Pour Vincent, les parents radicaux font *passer l'intérêt individuel avant le collectif. C'est l'inverse de ce que l'on essaie de faire à l'école. Au niveau de l'association de parents, c'est pareil, on insiste sur le fait que les parents sont là pour défendre l'intérêt collectif et pas pour y discuter de situations personnelles.*

Dans cette école, Vincent et son équipe éducative ne voient pas vraiment d'évolution par rapport au nombre de parents radicaux ou revendicateurs et, dans l'école, cela représente environ seulement deux familles par an.

Vincent distingue le comportement radical lié à la difficulté d'accepter les limites de l'enfant vu son handicap, qui peut-être compréhensible selon lui, des autres comportements radicaux. On veut toujours le meilleur pour son enfant et c'est une souffrance pour les parents de se dire que son enfant ne pourra pas bénéficier des mêmes chances d'avenir qu'un autre. *Par exemple, des parents se sont plaints que leur*

¹⁸ L'entretien complet se trouve en annexe 1, p. 57.

fille avait un devoir beaucoup trop facile. On leur a montré qu'elle avait du mal à faire des tâches équivalentes et que l'objectif était de la rassurer pour qu'elle garde confiance en elle. Les parents ont compris puis, avant de nous quitter, ont demandé si l'école organisait des cours d'anglais et néerlandais... Là, on se dit que le travail n'est pas fini !

Toujours lié au handicap, ce directeur distingue aussi les comportements des parents en réaction à la souffrance de l'enfant. *Pour les familles, parfois, c'est très compliqué et c'est ce que j'essaie de rappeler à l'équipe : nous on ne vit pas 24h sur 24h avec l'enfant. Ce n'est pas nous qui subissons les cris, ce sont les parents.*

Vincent constate beaucoup moins de radicalités dans les milieux défavorisés qui font confiance à l'école au niveau du projet pédagogique et éducatif ou s'impliquent moins dans la scolarité de leur enfant. Il a été confronté à des comportements radicaux chez quelques parents au niveau pédagogique et notamment un parent de l'ancienne AP. Ces parents sont issus de milieux socio-culturels plus favorisés et prétendent mieux savoir que l'école. *Nous avons aussi des parents forts investis dans la scolarité de leur enfant dont certains sont revendicateurs. Ils veulent le meilleur pour leur enfant, même si ce n'est pas toujours réaliste. Cela les amène à changer leur enfant d'école si ce que nous leur disons n'est pas ce qu'ils espèrent pour leur enfant.*

Dans cette école spécialisée, les positionnements radicaux se manifestent plutôt par rapport aux aménagements raisonnables, parfois perçus comme aménagements « no limit ». *En effet, dans l'enseignement spécialisé, ces aménagements raisonnables vont être mis en œuvre, cela va de soi, mais il y a des parents qui ont des revendications parfois très fortes. Une famille demandait un programme individuel pour son enfant, pour qu'il ne soit pas brusqué, mais libre de faire ce qu'il veut : manger quand il en a envie et ce qu'il a envie, aller aux activités comme la gym lorsqu'il en a envie. Cela devenait compliqué à gérer pour l'école.*

Au niveau des familles issues de milieux plus défavorisés, il peut aussi y avoir des comportements épidermiques liés à leur fonctionnement et leur mode de communication. *A contrario, ces parents démarrent au quart de tour et vont plus vite débarquer, notamment pour des problèmes de violence dont leur enfant est victime. Quand je travaille après 16 h, j'évite de décrocher le téléphone. Il y a des fonctionnements de familles où on va demander à l'enfant « Qu'est-ce qui s'est encore passé à l'école ? » et l'enfant est obligé de raconter quelque chose de négatif sinon la famille peut être déçue. Alors le téléphone sonne, une fois, deux fois et j'ai compris. Une fois sur deux, quand je rappelle le lendemain, les parents sont apaisés et ils comprennent ce qu'on fait pour leur enfant. On essaie de leur apprendre à communiquer avec l'école autrement qu'en étant fâchés ou pour se plaindre. On leur propose de se rencontrer et de parler positivement de l'enfant. Des fois c'est lourd quand on se fait engueuler par des parents, mais il ne faut pas rentrer dans le conflit en disant « votre enfant fait ça, ça, ça ». Sinon c'est l'escalade. Parfois aussi, ça peut être violent. Vincent évoque aussi le problème du manque de limites qu'on donne à l'enfant dans certaines familles, y compris le droit d'aller à l'école ou pas. Des familles ne voient pas l'utilité de l'école et vivent dans l'entre-soi. Eux, comme beaucoup d'autres parents de l'école, ne voient pas l'utilité de l'école : Le gros travail c'est de l'expliquer aux familles. Notre chance c'est que 90 % de nos élèves sont heureux de venir à l'école. Ils sont contents de voir la rentrée scolaire arriver. Mon rôle est aussi de leur signifier les excès de leur enfant, comme taguer une classe à la bombe, et de faire le recadrage nécessaire grâce à un suivi tout au long de l'année.*

Les attitudes radicales ont un effet néfaste sur le climat de l'école, d'une classe, et parfois cela devient invivable. Elles peuvent être vécues comme du harcèlement par l'équipe éducative et mener au dépôt de plainte : *Quand la radicalité devient du harcèlement ou est vécue comme telle par l'équipe, là il y a une forme de braquage de part et d'autre et cela devient vraiment compliqué de dénouer les choses. Quand on se braque, ça crée aussi un malaise et de l'incompréhension dans l'équipe... Et les émotions se répercutent sur le suivi de l'élève. Parfois, malgré un travail colossal et un contrat avec les parents, tout de suite après ils peuvent dire « niet ». J'ai dû aller jusqu'à interdire l'enceinte de l'école aux parents. C'était très dur à vivre pour l'enseignante qui m'a dit « c'est eux ou c'est moi ». J'ai été à la limite de déposer plainte, c'était un enfer. Cela génère beaucoup de stress et d'énergie pour l'équipe aussi et ça a été un gros soulagement quand les parents ont changé l'enfant d'école. C'était déjà leur cinquième école, avec dépôt de plainte de presque toutes les écoles.*

- **Bruno, directeur, et Caroline, présidente de l'association de parents d'une école fondamentale à encadrement différencié en région liégeoise¹⁹**

Pour Caroline et Bruno, on peut parler de parents revendicateurs. *Pour nous, « radicalité » est très connoté religieux ou extrémisme. Dans l'école, on parlerait plutôt de parents revendicateurs. Nous préférons parler de « positions radicales ».* Dans leur école, les deux points de tension se situent au niveau de l'alimentation et des voyages scolaires pour des raisons religieuses, éducatives ou de valeurs. *Au niveau religieux, les deux pierres d'achoppement c'est au niveau de l'alimentation et c'est vite réglé en proposant aussi une nourriture végété ou halal. Au niveau des voyages scolaires pour les filles, les parents sont plus fermés : les garçons peuvent partir, mais surtout pas les filles. Là, ce sont des positions radicales ou fermées malgré toute l'énergie que cela nous demande. D'autres familles ne veulent pas laisser partir l'enfant pour des raisons non-religieuses ; elles sont inquiètes, ne se sont jamais séparées de lui et ça leur fait peur. Cela peut aussi créer des tensions si le quota d'enfants inscrits dans la classe ne permet pas d'organiser le voyage.²⁰*

Concernant l'alimentation, les radicalités peuvent se marquer face aux projets mis en place dans l'école ou entre familles. *Par exemple l'école développe son projet « Eau » : on ne boit que de l'eau en classe à l'école. Des familles ne sont pas d'accord avec ça et essaient de court-circuiter le choix de l'école. Elles remplissent, par exemple, les gourdes de sodas ou de grenadine. Par contre, on a aussi des réactions radicales de familles belges par rapport à l'école qui s'adapte en proposant de la nourriture halal. L'école vendait des pâtes de plusieurs goûts et a ajouté des pâtes végétariennes pour des élèves musulmans*

¹⁹ L'entretien complet se trouve en annexe 2, p. 62.

²⁰ Si vous souhaitez approfondir ce sujet, l'UFAPEC a abordé la question des voyages scolaires dans plusieurs analyses.

HOUSSEY D, *Les voyages scolaires, 1^{ère} partie : organisation et législation*, analyse UFAPEC n°26.12, septembre 2012, [Ufapec - 26.12/ Les voyages scolaires, 1ère partie : organisation et législation](#)

HOUSSEY D, *Les voyages scolaires, 2^{ème} partie : avantages et inconvénients*, analyse UFAPEC n°27.12, octobre 2012, [Ufapec - 27.12/ Les voyages scolaires, 2e partie : avantages et inconvénients](#)

HOUSSEY D, *Les voyages scolaires, 3^{ème} partie : trop chers ?*, analyse UFAPEC n°02.13, février 2013, [Ufapec - 02.13/ Les voyages scolaires, 3e partie : trop chers?](#)

ou a cuit des merguez sur un autre barbecue pour les familles musulmanes. D'autres parents, sans pour autant être catholiques, s'en sont offusqués ; c'était juste une façon de manifester leur racisme : « une école catholique n'a pas à tenir compte de parents d'une autre religion. S'ils ne sont pas contents, qu'ils aillent ailleurs, ils ne sont pas chez eux ici. » Il y a déjà eu des départs de familles pour ces raisons. Tout cela peut créer des tensions entre familles et entre enfants. C'est un gros travail pour l'école. Il faut élever le débat avec les familles pour sortir du bon/mauvais.

En termes d'évolution, Bruno identifie en vingt ans de carrière une réalité de vie plus dure qui génère des tensions et rend le métier d'enseignant plus pénible. *Je vois peut-être plus de tensions entre les êtres humains, on laisse passer moins de choses. La vie est plus difficile. Je vois que le niveau scolaire baisse. On sent une évolution et les enseignants doivent encore plus s'adapter, encore plus être assistants sociaux.*

Au niveau de l'impact sur la vie scolaire, Bruno reconnaît que ces positions radicales mobilisent beaucoup d'énergie, mais génèrent aussi des tensions entre élèves, entre parents, entre parents et enseignants usés de devoir toujours composer et s'adapter plus, sans que leur propre identité soit reconnue.

Caroline explique que les tensions peuvent aussi revenir jusqu'à l'AP qui tente de rester neutre et d'encourager le vivre ensemble en dialoguant avec les parents. *Sur les questions d'alimentation par exemple. L'AP ressent aussi que certains parents essaient de l'influencer et de l'utiliser pour porter des messages racistes ou intolérants : « on les remballe et on leur dit que ce n'est pas notre rôle ». Pour la question des voyages scolaires, on essaie aussi de « repapoter » avec les parents pour leur expliquer l'intérêt du voyage pour leur enfant, sa classe. On vient avec un discours de parent à parent pour leur expliquer que nous partageons leurs craintes face aux risques possibles. On a encore tous en tête les accidents de car de ces dernières années et que c'est normal d'avoir des appréhensions. Mais on leur dit aussi qu'à un moment il faut faire confiance et qu'il y a dans l'école une équipe expérimentée et hyper-attentive pour les voyages, qu'il y a un encadrement sérieux. On essaie vraiment de rassurer les parents.*

Par rapport à la question de la norme, la direction estime que pour pouvoir fonctionner toute école doit fixer un minimum de règles qui ne sont pas négociables, mais qu'à côté de cela son école s'adapte énormément aux modes de vie, aux valeurs, aux réalités et à la précarité des familles. *On ne peut pas dire qu'on n'impose rien parce qu'il faut pouvoir fonctionner, mais des mamans viennent à l'école voilées parfois en burka. D'autres parents viennent conduire leur enfant en pyjama, en « slaches » ; personnellement, je n'oserais pas sortir en pyjama, mais, à l'école, on l'accepte. À côté de cela, il faut aussi prendre en compte le système scolaire qui est là. Par rapport à la ponctualité le matin, l'être humain a besoin de reconnaissance, que ce soit les parents ou les enseignants. Pour les arrivées tardives, par exemple, l'enseignant peut être compréhensif si c'est occasionnel. Mais si c'est quotidien, il y a un ras-le-bol. « Je reconnais tes valeurs mais reconnais aussi mon travail ». C'est du win-win.*

• **Evelyne, directrice d'une école secondaire dans le Hainaut²¹**

Cette directrice est surtout confrontée à des comportements radicaux de parents concernant la pédagogie et la participation aux projets de l'école, mais cela reste une minorité de parents. Elle estime que c'est tout à fait normal de donner des explications aux parents et d'être dans la transparence concernant les coûts scolaires. Par contre, elle et son équipe ont plus de mal à vivre le fait que les parents s'immiscent dans la pédagogie : *Ça, c'est un peu plus ennuyeux et c'est parfois vexatoire pour les enseignants de recevoir des leçons de la part des parents. Cela arrive de plus en plus souvent. Au niveau pédagogique, les revendications des parents s'expriment aussi par rapport aux aménagements raisonnables : pour certains parents, quand leur enfant a un trouble, d'office il aura tous les aménagements dont ils ont rêvé. On a aussi des parents qui demandent un changement d'option, la suppression d'un cours. Je leur dis que ce n'est pas à la carte. On ne retire pas un cours tout d'un coup parce qu'il y a une difficulté ou un problème.*

Evelyne est consciente que l'école, et notamment le secondaire, doit changer. Parce que les jeunes ont changé. Ils ont besoin de sens, d'action et d'engagement. Les parents revendiquent des pédagogies actives et une autre manière d'enseigner. Elle estime aussi que la posture des enseignants doit changer : *les jeunes ne sont pas les mêmes qu'avant, mais tant mieux, c'est bien. Dans l'école primaire aussi il y a une évolution. On est davantage avec des enfants qui participent à la vie de l'école, qui ont leur mot à dire (à la maison, on sent que c'est le cas). On n'est plus dans un schéma parental ou sociétal où on dit à l'enfant ce qu'il doit faire et il le fait. Or, dans l'école secondaire, on a encore une partie des enseignants de ma génération qui ne voient pas les choses de cette manière-là et continuent à agir en classe avec une certaine autorité : « il faut mettre les mains sur les bancs », « il faut se taire quand je parle », « il faut écouter, faire les choses comme je l'ai demandé ». Ce modèle d'enseignement frontal doit évoluer rapidement parce que les parents et les élèves changent. J'irais même plus loin en disant que l'enseignant doit aussi trouver du sens dans son boulot. Beaucoup de profs disent que cela ne va pas parce que les parents et les élèves ne font pas certaines choses. Les enseignants doivent aussi pouvoir se remettre en question.*

À côté de cela, les parents sont peu conscients de la réalité et des contraintes de l'école et la directrice consacre beaucoup de temps à leur expliquer qu'une école qui accueille mille élèves ne peut pas être une école à la carte en fonction des demandes de chacun : *il faudrait une meilleure compréhension réciproque entre ce que les parents souhaitent pour leur enfant et ce que l'école peut lui apporter. C'est souvent là qu'on a des parents qui sont dans le besoin d'écoute, avec des attentes, le besoin d'être compris et que leur enfant soit respecté tel qu'il est. On doit donc trouver un modus operandi, un modus vivendi où l'on trouve un commun dénominateur.*

Evelyne évoque aussi des parents qui font obstruction à certaines mises en œuvre du projet pédagogique dans le cadre des stages par exemple. Elle constate aussi que des élèves sont hyperprotégés et hypersécurisés par leurs parents : *il y a parfois des parents qui mettent des barrières. On a parfois des résistances par rapport au fait qu'un enfant de 16 ans doit se retrouver à travailler en maison de repos ou en crèche. C'est parfois très*

²¹ L'entretien complet se trouve en annexe 3, p. 70.

compliqué. On précise aux parents que les cours de pratique professionnelle qu'on leur donne les préparent à ces situations et, qu'effectivement, on ne va pas leur demander pendant le stage de 5^e les mêmes choses qu'en 7^e. Beaucoup de parents demandent un lieu de stage plus près, une prise en compte des trajets, l'absence de coûts liés au stage, une totale bienveillance... Enfin la directrice est confrontée à des parents qui ont des attentes démesurées par rapport à l'école : qu'on rende leur enfant autonome, qu'on rende leur enfant heureux, qu'on balise et qu'on aplatisse toute difficulté.

Evelyne insiste sur la nécessité pour l'école d'être pro-active et de dialoguer en amont des problèmes face à des parents qui sont dans une grande émotion et réactivité dès que leur enfant vit des choses qu'ils considèrent dures pour lui : *ces parents montent tout de suite au créneau sans forcément prendre le temps de débriefer les choses, d'envisager tous les points de vue et comprendre le contexte de la situation. C'est accentué par les réseaux sociaux, le téléphone qui vibre quasi à l'instant où l'enfant rencontre un souci à l'école. Là où il y a l'harmonie, où les parents sont en adhésion avec l'école, ils sont heureux.*

- **Etienne Michel, directeur général du SeGEC (Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique)²²**

Nous avons également interrogé Etienne Michel qui, en tant que directeur général du SeGEC, a une vision globale de la situation dans les écoles et à qui nous avons présenté les résultats de notre enquête. Pour lui, la définition des radicalités parentales que nous lui avons soumise en introduction constitue un élément de définition intéressant. Il apporte une précision à cette définition liée à l'individualisme. *Vous définissez comme radicalisme parental ce qu'on pourrait qualifier d'individualisme radical et l'individualisme radical de certains parents est susceptible de poser problème à l'école.*

Par rapport à la question d'une éventuelle évolution du phénomène, Etienne Michel perçoit dans les radicalités parentales le reflet de l'évolution de notre société et d'un trait de notre culture contemporaine, l'individualisme : *On est confronté à un mouvement culturel et social assez lourd d'individuation, d'individualisme, qui peut parfois prendre des formes relativement radicales. Toutefois, si Etienne Michel perçoit cette évolution sociétale aussi dans les écoles, il précise que cela reste un phénomène minoritaire. Cela ne pose de problèmes aigus que dans un nombre relativement limité de situations.*

En termes d'impact sur la vie scolaire, il rejoint notre définition dans le sens où cet individualisme radical peut s'exprimer par rapport à de multiples objets différents.

Par rapport à la question de la norme à l'école, il estime que la norme qui doit s'imposer, c'est le vivre ensemble dans un collectif avec un certain nombre de règles à respecter : *L'école c'est un collectif et l'illusion de certains parents c'est de croire que l'école peut fonctionner autrement que comme un collectif. C'est parfois l'aspiration évidemment vaine de revenir à une sorte de préceptorat avec l'idée que chaque enseignant va s'occuper exclusivement de chacun des enfants de manière séparée.*

²² L'entretien complet se trouve en annexe 4, p. 81.

Cependant, pour Etienne Michel, l'école doit aussi expliquer ses règles pour les faire accepter des parents et pourquoi pas sur certains sujets les coconstruire, notamment au conseil de participation : *il y a des choses que les parents peuvent mieux accepter s'ils ont bien compris le pourquoi et même s'ils ont participé à la construction de la règle elle-même. Évidemment, il faut voir jusqu'où on peut aller de manière raisonnable dans ce mouvement, certaines choses peuvent très bien fonctionner avec le parent lambda et pas avec le parent radicalisé dans le sens que nous avons évoqué.*

Etienne Michel précise encore que si l'école actuelle est ouverte au dialogue avec les familles, il y a des sujets où l'on ne peut négocier : *Il y a des sujets comme la ponctualité, le fait d'être en retard au cours, où la marge de manœuvre pour négocier est assez faible. Cinq minutes de retard sur un cours de cinquante minutes c'est déjà perdre 10 % du cours. J'apprends aussi que le taux d'absentéisme est élevé d'autant plus dans les écoles à faible indice socio-économique : ce n'est pas l'école qui est capable de changer la société, mais on doit s'interroger sur ces questions-là. Si tout doit pouvoir être expliqué à l'élève, à la famille, tout ne doit pas nécessairement être remis en question.*

- **Laurent, directeur d'un centre PMS²³**

Il était intéressant également d'avoir l'éclairage d'un agent PMS, acteur scolaire qui se situe entre l'école et les familles au service de l'élève. Laurent, directeur d'un centre PMS, définit les comportements radicaux *comme une prise de position extrême et inappropriée au cadre scolaire, voire, parfois opposée au projet pédagogique de l'école, ce qui peut mettre l'élève en difficulté au niveau pédagogique et de son intégration sociale.*

Dans sa définition, Laurent met le focus sur les problèmes que cela peut occasionner à l'enfant dans tous les aspects de sa scolarité : apprentissages, intégration. Il s'agit là d'un enjeu majeur de notre étude sur lequel nous reviendrons plus longuement.

Laurent n'évoque pas d'évolution du phénomène, peut-être parce qu'il le juge difficilement identifiable, mais constate qu'il se manifeste dans toutes les écoles. Pour lui, cela représente une minorité de parents. *Le phénomène n'est pas toujours très visible, de l'ordre de l'implicite, difficilement quantifiable à mes yeux, mais présent quel que soit le type d'école.*

- **Christian Maroy, sociologue²⁴**

Pour Christian Maroy, sociologue de l'éducation à l'UCL (Université Catholique de Louvain) que nous avons interrogé, il n'est pas approprié de parler de radicalités parentales. Il juge l'usage de ce terme trop connotant et risquant de stigmatiser ou de dévaloriser les familles concernées : *quand on utilise les termes « radicalité » ou « extrême », cela connote des comportements inappropriés qui sont moralement ou normativement critiquables. D'autant plus que dans les exemples que vous donnez, il y a des choses différentes.*

²³ Entretien téléphonique réalisé par Alice Pierard, le 24 novembre 2011.

²⁴ L'entretien complet se trouve en annexe 5, p. 84.

Le chercheur fait état de travaux sur les relations école-familles, et tout spécialement concernant les familles de niveau socio-économique faible. Ces familles n'ont pas un rapport familial à l'école et leurs enfants risquent de connaître l'échec assez rapidement, vu la reproduction des inégalités scolaires à l'école. Ces recherches montrent que le malentendu entre parents et enseignants vient du fait que l'école demande aux parents de s'aligner sur l'ensemble des règles et du fonctionnement de l'école. Ces recherches montrent encore que des écoles peuvent mal interpréter le manque d'investissement des parents dans la scolarité de l'enfant - en étant notamment absents aux réunions de parents - et conclure que ces familles sont, comme on l'a souvent entendu, « démissionnaires », alors que ce n'est pas forcément le cas.

Ces recherches recommandent un travail actif des écoles pour se rapprocher des familles afin de lever les malentendus. Bien qu'il reconnaisse que les choses sont en train de changer, le sociologue pointe un manque d'information ou de formation des équipes scolaires à ce sujet.

Christian Maroy n'a pas fait de recherche sur l'objet de notre étude, mais estime que s'il n'y a pas de parents radicaux, il y a des demandes plus singulières de parents concernant leur enfant. Il peut s'agir de demander des comptes aux enseignants concernant les évaluations, mécanisme que l'on retrouve prioritairement dans les milieux favorisés et moyens.

Par ailleurs, Christian Maroy évoque le mouvement qui s'amorce dans les écoles pour prendre en compte la singularité des élèves et tendre vers une école inclusive, au-delà de l'inclusion des élèves porteurs d'un handicap, avec une ouverture des écoles à la diversité à la fois culturelle, mais aussi la diversité des personnalités des élèves. *C'est un discours international qui est lié à la déclaration de Salamanque, qui insiste sur le fait que l'école est une institution lourde, bureaucratique, parce qu'il y a des règles, mais qu'elle doit prendre les individualités en compte. On va parler d'aménagements raisonnables, de différenciation des apprentissages. C'est un développement d'une forme d'individualisation de la société et aussi de prise en compte des individus et des sujets par l'école qu'elle met d'ailleurs dans un de ses objectifs : le développement du bien-être de chaque élève. C'est une des missions du décret Missions²⁵.*

À ce titre, Christian Maroy comprend certaines demandes de familles qu'il considère comme légitimes, mais d'un autre côté, ces familles doivent être collaborantes et conscientes des contraintes de l'école. *Il faut aussi que les parents acceptent les enseignants, comme partenaires de l'éducation, qu'ils reconnaissent que ces enseignants ne sont pas dans un monde scolaire idéal et qu'ils ont une série de contraintes bureaucratiques, matérielles, de temps et d'investissement.*

Par rapport à la question de la norme, le sociologue insiste encore sur le fait qu'aujourd'hui, même à l'école, la norme est plurielle : *la norme ne peut pas s'imposer de façon verticale. Certains principes peuvent être rappelés, mais il y a une pluralité normative qui ne peut être niée dans les pratiques de tous les jours des écoles, tant au niveau des parents et élèves que des équipes d'enseignants et éducateurs.* Par rapport aux

²⁵ Missions intégrées au Titre IV, chapitre 1^{er} du Code de l'enseignement, pp. 8-10.

règles organisationnelles que les écoles doivent suivre²⁶, Christian Maroy soulève le fait que ces règles peuvent poser problème parce qu'il y a des différences normatives entre les parents et l'école.

- [Danielle Mouraux, sociologue](#)²⁷

Danielle Mouraux est également sociologue et se consacre depuis de longues années à la relation école-familles. Elle est notamment l'auteur d'*Entre rondes familles et école carrée, l'enfant devient élève* (De Boeck, 1^{ère} édition en 2012).

Pour Danielle Mouraux, la radicalité c'est justement ce qui caractérise les familles. *C'est être dans ses racines, retourner à ses fondamentaux, à ce que l'on est vraiment et donc pour les familles, c'est du communautaire.*



@ Dominique Houssonloge

Pour comprendre la relation particulière qu'entretiennent l'école et la famille, la sociologue utilise l'image de *la famille ronde* et de *l'école carrée*. Cette théorie nous paraît particulièrement intéressante dans le sens où elle permet de comprendre les enjeux, les freins et les leviers de la collaboration école-familles. Aussi prendrons-nous le temps de l'exposer.

La famille est un groupe social qui n'est pas créé par la société, il se crée spontanément et fonctionne sur quatre grands principes : l'affectif, l'individuel ou le personnel, le particulier et l'appréciatif.

Toujours selon Danielle Mouraux, le fait que des parents réclament le droit d'être ronds à des degrés divers selon les familles est peut-être dû à l'école, qui a voulu effacer ce rond.

L'école, elle, va fonctionner d'une toute autre manière, dite carrée. L'école est une institution qui fonctionne sur 4 principes : le cognitif, le professionnel, l'universel et l'évaluatif.

²⁶ Avec entre autres, le ROI (Règlement d'Ordre Intérieur) de l'établissement, mais aussi des tas de réglementations imposées aux écoles au niveau du règlement sur la vie privée, de la pédagogie, de la sanction des études, de passage d'une année à l'autre

²⁷ L'entretien complet se trouve en annexe 6, p. 90.



Danielle Mouraux associe elle aussi la montée des radicalités parentales à l'individualisme de notre société : *On est plus intéressé par sa personne, par ceux qui nous ressemblent, qui partagent nos goûts. Le développement des réseaux sociaux l'illustre bien. Ils rassemblent virtuellement, par les algorithmes, les gens qui ont le même avis. Les gens sont cohérents et prévisibles et on reste dans l'entre soi. Cela renforce encore le côté individuel, particulier, rond de la société et des groupes. Au-delà de l'individualisme, la sociologue identifie un manque d'esprit scientifique et critique dans la société, y compris chez des enseignants : c'est ce qui manque le plus aujourd'hui, cet esprit scientifique, critique, cette prise de recul. Quand on entend aujourd'hui le procès des attentats de Paris, c'est affolant de penser que certains viennent faire exploser des personnes qu'ils ne connaissent même pas parce qu'elles ont des idées différentes. Donc oui, il y a une radicalisation et un retour aux racines inquiétants. Ce qui est inquiétant, c'est que les enseignants eux-mêmes n'ont pas toujours cet esprit scientifique. C'est pour cela que, dans le sens du Pacte, il faut absolument revoir leur formation initiale et continue.*

Concernant les comportements radicaux de parents, Danielle Mouraux estime qu'il y a peut-être non pas des mésententes, mais des malentendus : *Je ne comprends pas bien ce qui se passe. Ceux qu'on appelle les hyperparents veulent absolument se prouver qu'ils sont les meilleurs parents du monde et, donc, ils se mettent en combat contre tout ce qui n'est pas eux. Tout ce qui n'est pas leur propre fonctionnement, ça les dérange. Ils ne comprennent pas tous les avantages du carré.*

Par rapport à la question de la norme, Danielle Mouraux estime que l'école continue à vouloir scolariser les familles, par exemple, au travers du travail scolaire à domicile qui représente le dispositif le plus *colonisateur* des familles par l'école. Pour la sociologue, de cette façon, l'école impose son autorité aux parents et, dès lors, on peut comprendre que les parents soient parfois en colère, dans le désarroi et qu'il y ait conflit. *Les parents sont déresponsabilisés et mis face à leurs propres incompétences. Cette pratique montre tout l'impérialisme scolaire alors que rien que par le simple fait que l'école est obligatoire, les familles sont déjà dans une démarche d'adaptation à l'école, de transformation pour pouvoir produire tous les matins un enfant capable de devenir un élève.*

• Le malentendu école-familles

Pour expliquer les attitudes radicales de certains parents, nous avons à plusieurs reprises évoqué la méfiance de ces parents envers l'école, leur difficulté à lâcher-prise, la remise en question des compétences de l'école et des enseignants.

Comme nous l'expliquions déjà dans une précédente analyse²⁸, les difficultés de collaboration entre l'école et la famille trouvent leur source dans l'origine même de l'école, comme l'explique le psycho-pédagogue Jean-Pierre Pourtois. *Dès la fin du XIX^e siècle (en Belgique, c'est en 1914 que l'école est devenue obligatoire et effective en 1918), l'école a été créée contre le milieu parental. Avant, l'enfant était une main-d'œuvre utile pour la famille. Les congés d'été ont d'ailleurs été instaurés pour les travaux des champs.*²⁹ On peut dire que l'école obligatoire a « enlevé » l'enfant à sa famille qui doit déléguer une partie de sa tâche éducative, l'instruction, à l'école jugée comme seule compétente en la matière.

Pour le pédagogue français Philippe Meirieu, les tensions actuelles entre l'école et la famille ne sont que l'exacerbation d'un phénomène en germe depuis l'origine de l'école. Selon ce pédagogue, il y a dans le couple parents-école un « conflit consubstantiel ». Des intérêts divergents les opposent. *La fonction même de l'enseignant est d'être une sorte de « contre-parent », quelqu'un qui va « désaffectionner » le rapport au savoir pour permettre à l'enfant de rencontrer d'autres cultures, qui va formuler des exigences qui émanent de l'État et du collectif et non de la tradition locale et familiale dans laquelle il se trouve.*³⁰

S'il y a aujourd'hui des dissensions entre l'école et la famille c'est aussi, comme l'explique toujours Philippe Meirieu, parce que le contrat tacite entre l'institution scolaire et les familles – « Faites confiance à l'école, elle vous le rendra bien » – s'effrite.³¹ Aujourd'hui nombre de familles sont dans une relation de méfiance, voire de suspicion, envers l'école. Philippe Meirieu a travaillé sur les archives de l'inspection académique de l'Ain et constate que, jusqu'aux années soixante, il n'y avait aucune récrimination à caractère pédagogique des parents. Alors qu'auparavant l'école était dotée d'un pouvoir incontesté et incontestable, c'est la méthode globale d'apprentissage de la lecture qui va déclencher le doute chez les parents. *Pour la première fois, les parents découvrent qu'il n'y a pas une bonne méthode, mais des méthodes utilisables par l'école. Celle-ci n'est pas détentriche de la solution. (...) Cela veut dire que l'école est livrée aux débats, aux conflits entre des méthodes qui s'opposent.*³²

²⁸ HOUSSONLOGE D., *Le partenariat école-famille. Ses bienfaits et ses limites*, analyse UFAPEC n°13.08, 2008.

²⁹ Intervention de Jean-Pierre Pourtois lors de la Rencontre-débat *Construire une relation positive école-famille* organisée par l'UFAPEC le 25 avril 2006, au lycée Martin V à Louvain-la-Neuve.

³⁰ Entretien avec Philippe Meirieu, « De la rivalité au partage », in *Enfances et Psy.*, 2003, p. 25.

³¹ Idem, p. 25.

³² Idem, pp. 25-26.

Du fait que l'école ne garantisse plus la réussite socioprofessionnelle et l'augmentation du niveau d'études, des parents vont remettre en question la toute-puissance de l'école.³³ Outre des attitudes radicales de parents, l'accroissement du nombre de changements d'école et de recours contre les décisions des conseils de classe en témoignent.

- **L'école et les familles : une évolution dissonante**

Le décalage entre l'évolution de la famille et celle de l'école a creusé davantage le fossé. Autrefois, la famille était une institution forte où primait le collectif. Elle reposait sur le modèle patriarcal où le lien conjugal était la base et où les enfants étaient soumis à l'autorité du père. Depuis les années septante, en raison de grands changements de société que sont la montée massive des femmes sur le marché du travail et la libéralisation des mœurs (comme la contraception, le divorce par consentement mutuel, la baisse de la natalité), la famille va évoluer fondamentalement et intégrer pleinement les notions d'individualité et de singularité. Le nouveau modèle familial laisse place à la négociation, sensée respecter les aspirations de chacun. La famille devient le lieu où se construisent les identités. Cette évolution permet aussi l'émergence de différents modèles familiaux. Les enfants bénéficient de la démocratisation de la famille et occupent désormais une place centrale, d'autant plus que le lien parent-enfant est a priori indissoluble, à la différence du lien entre conjoints.³⁴

Si on peut se réjouir de l'avancée des droits de l'enfant, qui a découlé de la démocratisation des familles, il faut être attentifs à des risques de dérive. Aujourd'hui, face à la sacralisation de l'enfant, on assiste à un phénomène de société appelé hyperparentalité, qui est une forme de radicalité parentale. Les hyperparents, bien que minoritaires, surinvestis et surprotecteurs avec leur enfant, sont avant tout préoccupés de son épanouissement et de sa réussite, faisant fi de toute vision collective nécessaire à la vie scolaire. Au niveau pédagogique, l'hyperparent veut la réussite, voire l'excellence, pour son enfant et va utiliser de nombreuses stratégies pour y arriver. Y compris s'immiscer dans ce qui relève des compétences de l'enseignant. Au niveau affectif, l'hyperparent veut préserver son enfant de toute émotion négative. À ce titre, il n'hésite pas à intervenir auprès de l'école, de l'enseignant, d'autres parents, voire d'autres enfants, pour régler une dispute ou un chagrin. Or, c'est en permettant à l'enfant de vivre aussi des frustrations, des échecs et des chagrins qu'il pourra grandir et apprendre le vivre ensemble. Au niveau sécuritaire, l'hyperparent veut le risque zéro pour son enfant et s'opposera à des activités qu'il juge dangereuses.³⁵

L'évolution de l'école, elle, a été beaucoup plus lente. Elle a aussi été confrontée aux grands changements sociaux, mais continue à vivre sur son modèle initial. Cela en raison de sa taille, de sa nature, de son fonctionnement, des lourdeurs et des contraintes qui la caractérisent, du corporatisme d'une partie de ses enseignants peu enclins au changement et, ce n'est pas négligeable, du sous-financement qu'elle connaît depuis plus de trente ans en raison des difficultés budgétaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

³³ Entretien avec Philippe Meirieu, op cit., p. 26.

³⁴ DORTIER J.-F., *Le dictionnaire des sciences humaines*, Auxerre, 2008, pp. 232-234.

³⁵ HOUSSEY D., *Les risques de l'hyperparentalité : être parent, mais jusqu'où ?*, analyse UFAPEC n°19.15, 2015.



L'école reste donc une grande institution, qui ne sait fonctionner que par le collectif. De là la discordance pour l'enfant. À la maison, il est unique et au centre des préoccupations de sa famille. Dans le noyau familial, l'enfant est autorisé à négocier, s'affirmer et faire reconnaître son individualité. À l'école, l'enfant devient un élève parmi d'autres, il est soumis à des règles peu négociables et a encore rarement l'occasion d'exprimer son individualité.

- **Conclusion du débat**

Pour conclure, on peut dire que pour les acteurs scolaires interrogés, les comportements étudiés sont plutôt radicaux et perçus d'abord comme de l'individualisme, de la revendication, de la fermeture, de l'hyperparentalité avec un surinvestissement et une surprotection.

Pour le monde de la recherche, il s'agit plutôt de comportements légitimes en raison du fondement de la structure familiale (des demandes singulières pour Christian Maroy, des comportements de parents qui retournent à leurs racines et au communautarisme propre à la famille pour Danielle Mouraux) bien qu'exacerbés par l'individualisme de notre société. Ces comportements trouvent d'abord leur origine dans les malentendus entre l'école et la famille, tout spécialement pour les familles de milieu socio-culturel plus vulnérables lorsqu'elles ne maîtrisent pas les codes de la culture scolaire.

Tous sont d'accord pour dire que, si des règles sont nécessaires à l'institution scolaire, elles doivent être expliquées aux familles et peuvent être, le cas échéant, coconstruites.

Ces tensions se manifestent principalement dans les domaines pédagogiques et éducatifs : évaluations, aménagements *raisonnables*, souhait d'un enseignement personnalisé à son enfant, non-participation aux voyages scolaires, alimentation, remise en cause des sanctions...

Les revendications pédagogiques sont propres à la classe moyenne et favorisée qui maîtrise un certain capital socio-culturel, parfois plus élevé ou pointu que celui des enseignants. Des tensions dues à une plus grande précarité et des conditions de vie plus difficiles (absentéisme et retard par exemple) sont propres aux milieux plus défavorisés.

Il y a unanimité pour expliquer ces tensions, entre autres, par le fossé qui s'est creusé entre l'école et les familles depuis les grands changements sociétaux des années septante (l'école étant restée une institution forte et lourde où doit primer le collectif et la famille étant devenue un lieu où prime l'individualité et la négociation avec une place centrale occupée par l'enfant).

Tout le monde s'accorde aussi pour dire que ce phénomène reste minoritaire, mais mobilise beaucoup d'énergie pour les écoles, en particulier pour les directions. Ces tensions détériorent le climat scolaire et les relations au sein de la communauté éducative à commencer par la relation école-familles. Certains soulignent aussi les effets négatifs sur la scolarité du jeune pris dans un conflit de loyauté entre l'école et sa famille.

D'autre part, nous pouvons à présent distinguer les radicalités nées :

- d'incompréhension : les parents ne comprennent pas les attentes, réalités, fonctionnement et le registre de l'école ni le rôle qu'ils ont à y jouer
- d'inadéquation : les parents sont en décalage par rapport au monde scolaire et à sa culture ; parfois, ils ne comprennent pas l'utilité de l'école
- ou encore d'incompatibilité de valeurs : les valeurs universelles véhiculées à l'école et l'intérêt collectif se heurtent à des valeurs propres aux familles qui revendiquent que leur individualité soit prise en compte même si cela met à mal le projet de l'école.³⁶

Cette distinction va nous permettre d'envisager des pistes appropriées aux différents cas de figure.

Enfin, on peut raisonnablement émettre l'hypothèse qu'une bonne part des parents en désaccord avec l'enseignement subventionné et ayant des positionnements radicaux marqués se retrouvent dans des écoles privées ou font l'école à domicile, du moins les parents avec des moyens financiers suffisants ou un capital scolaire élevé.³⁷

Parmi ces parents, certains opteront pour ces systèmes d'enseignement dès le début de la scolarité de l'enfant. Ces parents ont donc très tôt un positionnement tranché en matière d'enseignement. Ils estiment qu'aucune école de la Fédération Wallonie-Bruxelles, quel que soit le projet d'établissement, le niveau ou le réseau, ne peut satisfaire leurs attentes en termes de pédagogie, d'éducation et de valeurs (ou peut-être qu'il existe l'une ou l'autre école, mais sans place disponible). Pour exemple, voici un témoignage lu sur un réseau social : *Je lis et j'entends beaucoup de parents qui cherchent des solutions pour que leurs enfants soient élevés calmement et respectueusement, différemment que ce qui est imposé dans les écoles de la communauté française. Je vous invite à vous unir pour trouver ensemble des solutions ! Certains d'entre vous sont bons pédagogues et partageraient certainement du temps avec leurs enfants et les vôtres. Laissez un message ci-dessous et prenez contact entre vous. Indiquez la région où vous êtes !*³⁸

Ces parents préfèrent investir beaucoup de temps (en donnant cours eux-mêmes) ou des moyens financiers importants (le minerval des écoles privées est souvent couteux et un parent qui fait l'école à domicile renonce à travailler) pour que leur enfant bénéficie de l'école personnalisée qu'ils souhaitent.

³⁶ Si vous souhaitez approfondir ce sujet, l'UFAPEC a abordé la question de l'enfant pris entre l'école et sa famille en matière de valeurs et d'autorité.

HUBIEN B., *Entre école et famille : les enfants dans le rapport d'autorité*, analyse UFAPEC n°17.11, 2011.

³⁷ Selon les chiffres au 29 septembre 2020 de la Direction Générale de l'Enseignement Obligatoire, le nombre d'enfants déclarés à l'enseignement à domicile a augmenté de plus d'un tiers entre l'année scolaire 2019-2020 et 2020-2021, passant d'un total de 1984 à 3 187 enfants. Parmi eux, il y a lieu de distinguer ceux qui sont effectivement instruits en famille (2 416) de ceux qui sont inscrits dans un établissement privé (771). En effet, c'est seulement dans la première catégorie que l'on constate une augmentation significative (+1 315). Si cette croissance s'explique partiellement par l'abaissement de l'obligation scolaire à 5 ans (394 inscrits) et s'inscrit dans un mouvement d'augmentation constant, elle résulte également de la crise sanitaire. Source : FWB, *Les indicateurs de l'enseignement 2021*, p. 14, [indicateurs de l'enseignement 2021](#)

³⁸ Pour respecter l'anonymat de l'auteure, nous n'indiquons pas ici la source.

Vincent, directeur d'une école primaire spécialisée nous fait part de son expérience. *On a aussi quelques parents qui ont des revendications pédagogiques pour leur enfant. Et je constate quand-même que, pour ces parents radicaux, il leur faudrait une école rien que pour leur enfant. Quand on voit l'essor des écoles privées, c'est que l'enseignement ne correspond plus aux attentes des parents. Mais un professeur pour quatre élèves, ce n'est pas possible dans l'enseignement subventionné. Ces parents ne veulent plus du collectif, mais une école qui répond aux besoins individuels de leur enfant.*³⁹ Lest écoles privées et l'école à domicile où l'on préfère rester dans l'entre-soi remet en question le rôle de l'école comme espace d'ouverture à l'altérité et à la différence qui permettra au jeune de devenir citoyen du monde mais c'est un autre débat.



@ France Baie

³⁹ L'entretien complet se trouve en annexe 1, p. 57.



Pistes d'action et de réflexion

Comme nous l'avons évoqué en début d'étude, l'idée que la collaboration entre l'école et la famille est nécessaire à la scolarité du jeune est reconnue par tous. Les parents ont une place officielle comme partenaires de l'école à titre individuel ou via les instances de participation que sont l'AP et le COPA. Pour enrayer le phénomène de tensions dans le cadre de radicalités parentales, les acteurs scolaires et chercheurs que nous avons interrogés vont également dans le sens du besoin d'une réelle alliance éducative basée sur une communication positive et renforcée ainsi qu'une démocratisation de l'école avec des espaces consacrés au dialogue. Si la notion d'alliance éducative est acquise, la mise en œuvre reste complexe sur le terrain. C'est principalement aux directions qu'il revient d'opérationnaliser ce partenariat. Or, elles sont souvent noyées par les nombreuses autres tâches inhérentes à leur fonction.

Comme soulevé lors de la rencontre avec des membres de notre assemblée générale, les pistes et actions à mettre en place sont différentes selon la nature des comportements radicaux. Il peut effectivement s'agir d'incompréhension, d'inadéquation ou d'incompatibilité de valeurs. Il faut avant tout trouver un équilibre commun.⁴⁰ Les pistes qui ressortent de cette étude sont à adapter et à contextualiser selon les réalités de terrain.

Pour une collaboration école-familles de qualité, il y a différentes étapes :

1. l'école développe un langage commun ;
2. l'école crée une relation de confiance avec les familles ;
3. l'école fait comprendre son projet, voire le coconstruit avec les familles en s'appuyant sur les structures officielles (CoPa et AP) ;
4. l'école et les familles coéduquent.

En pratique, quelles pistes les écoles et les familles peuvent-elles utiliser pour mettre en œuvre ce partenariat ?

- **L'école développe un langage commun**

Il s'agit de développer une communication explicite des protocoles et procédures concernant ce qui est attendu des parents pour un partenariat positif au bénéfice de l'enfant (langage commun, coéducation).

Plus particulièrement, il semble important de varier et d'adapter les supports de communication pour les parents qui ne maîtrisent pas la culture scolaire, l'écrit, le français. La compréhension du système scolaire n'est pas facile pour tous les parents, particulièrement pour ceux de milieux socio-économiquement plus faibles. Si certaines familles n'ont pas compris les codes de l'école, elles auront du mal à participer et à échanger avec celle-ci.

⁴⁰ Rencontre en visioconférence avec des membres de notre assemblée générale, le 2 décembre 2021.

Ce qui paraît aller de soi pour l'école et pour certains parents ne l'est pas pour d'autres. Il faut pouvoir expliciter tout l'implicite propre au monde scolaire sans tomber dans l'infantilisation des parents.⁴¹ Comme nous l'avons déjà proposé à plusieurs reprises, l'UFAPEC soutient que chaque parent devrait pouvoir être accompagné d'une personne de son choix pour tout contact individuel avec l'école.

Une piste essentielle abordée notamment par Danielle Mouraux, c'est la formation initiale et continue des enseignants. Parler davantage de la formation à la diversité socio-culturelle et au rôle social de l'enseignant est essentiel dans la formation initiale, *le futur enseignant va prendre conscience de son rôle et de ses conséquences sociales prépondérantes*. La formation continue *doit être beaucoup plus importante. Il faut promouvoir une formation continue obligatoire en dehors des heures de classe donc rémunérée. Cette formation continue plus large leur permettra de prendre du recul et de la hauteur par rapport à leurs pratiques et leur rôle. Être conscient et comprendre les missions de l'école est essentiel*.

Au niveau de la formation initiale et continue des enseignants, différents modules de formation peuvent toucher à l'ouverture à la diversité des familles, la communication non violente, la résolution de conflits.

- *L'équipe de direction est en formation pour s'outiller à réagir aux situations conflictuelles mettant en avant l'intimidation, la manipulation et les agressions verbales, écrites et physiques. (réponse à l'enquête)*
- *Pour nous aider à gérer ça, il y a de l'intervision entre directions et des formations propres à l'enseignement spécialisé organisées par le SeGEC comme du coaching, des formations sur la violence (entre enfants, avec les familles, dans l'équipe), sur comment mieux communiquer avec les familles. L'école va suivre aussi une formation à la communication non violente en année 4 de notre plan de pilotage. (Vincent)*
- *En tous les cas, les modules de formation à la communication non-violente font partie des modules qui ont le plus de succès donc c'est un sujet pour lequel il y a une demande relativement importante et à mon avis c'est fondé : on sait combien certaines situations peuvent être agaçantes pour les enseignants et donc arriver à communiquer au-delà de cet agacement a tout son sens. (Etienne Michel)*

Comme l'appuie Etienne Michel, *en ce qui concerne la formation initiale et continue des enseignants, toutes ces questions méritent d'être abordées dans ce cadre en expliquant bien aux enseignants que l'école n'est pas une île, que l'école est largement le reflet de la société dans laquelle l'école s'inscrit, que l'école ne produit pas toute seule la société, contrairement à ce qu'on peut lire chez certains sociologues de l'éducation. L'école est autant produite par la société qu'elle ne produit la société, si je puis m'exprimer ainsi. C'est important que l'enseignant regarde de face ces évolutions de société, comme cette affirmation croissante de l'individualisme qui peut prendre dans certains cas des formes radicales*.

⁴¹ BAIE F., *Comment faciliter le partenariat école-familles dans l'enseignement fondamental à encadrement différencié ?*, étude UFAPEC, août 2018.

- **L'école crée une relation de confiance avec les familles**

La base, comme on a pu le voir dans les différents témoignages, c'est la reconnaissance et le respect mutuel entre les parents et l'équipe éducative. Selon Danielle Mouraux, *l'école doit accepter la rondeur des familles et s'appuyer dessus pour construire autre chose de vital pour le bien-être de l'enfant comme de la société. D'abord en mettant l'accent non pas sur le vivre ensemble, mais sur l'apprendre-ensemble, c'est ça qui est important. L'école doit revendiquer sa nature carrée. Elle n'est pas une communauté éducative, mais une institution éducative qui fonctionne de façon opposée à une communauté. Des communautés, il y en a déjà assez ailleurs.* Dans ce sens, l'école et les équipes enseignantes ne doivent pas chercher à devenir rondes comme les familles. Le partenariat doit se construire en tenant compte des spécificités des deux structures, en permettant à chacun de rester dans son rôle.

Cette relation de confiance peut se créer en proposant des rencontres positives où chaque partenaire découvre et reconnaît l'autre partenaire dans sa spécificité et sa compétence. Chacun apprend à dépasser son point de vue pour être à même d'accepter la contribution de l'autre. Une chose qui fonctionne bien, ce sont les fêtes. Par exemple, dans l'école de Bruno et Caroline, *l'association de parents privilégie des buffets « saveurs du monde » où chaque famille est invitée à apporter un plat. Ces repas permettent plus de rencontres et d'accueillir toutes les familles dans leur diversité. Là, les familles sont preneuses parce que tout à coup, on les reconnaît dans leur différence et on reconnaît leur origine. On ne leur demande pas de rentrer dans le « carré » de l'école, mais on reconnaît leurs « rondeurs ». Elles sont très fières de pouvoir offrir quelque chose à l'école. On voit que des parents curieux et ouverts sur ça échangent entre eux. C'est une porte d'entrée pour ces parents de pouvoir être accueillis et reconnus dans leur différence.*

Mais cela ne suffit pas, des rencontres individuelles entre l'enseignant ou la direction et les parents sont nécessaires en amont des difficultés. Pour cela il faut sortir de la convocation-réunion et des réunions de rentrée où seuls les enseignants exposent leur projet et leur expertise. Une relation de confiance s'instaure en faisant une place aux familles, en sollicitant leur apport et leurs compétences. Instaurer une relation horizontale où chacun a son rôle permet de se sentir reconnu et en confiance. Pour que la famille s'intéresse à l'école, l'école doit aussi s'intéresser à la famille (plutôt que de vouloir la scolariser).

Il peut aussi s'agir, comme l'explique Evelyne, de savoir que l'école est disponible et à qui le parent peut s'adresser. *Quand on est dans une situation de crise comme on connaît, il faudrait téléphoner à tous les parents et ce n'est pas toujours possible. Par contre à un moment de la crise, tous les éducateurs ont téléphoné à toutes les familles pour maintenir le lien. Il y a vraiment ce besoin des parents d'être écoutés, d'être entendus et d'avoir des interlocuteurs. Ce qu'on a fait, par exemple, dans le journal de classe qu'on peut personnaliser : on a fait un arbre de communication pour que les parents sachent dans quels domaines ils peuvent nous contacter et qui ils peuvent contacter. C'est par le conseil de participation qu'on en a pris conscience et qu'on a mis cela en place. Cela les aide beaucoup.*



Dans cette optique, l'école peut s'appuyer sur le centre PMS et des acteurs extérieurs comme les écoles de devoirs, les AMO, les maisons de quartier, les organismes spécialisés dans les troubles de l'apprentissage, les associations représentatives des parents et associations de parents.

LE CENTRE PMS

Étant donné sa mission de soutien au partenariat école-familles, le centre PMS peut être l'interface entre les écoles et les « parents radicaux » en faisant de la sensibilisation, de la prévention mais aussi de la médiation.

Comme l'explique Vincent, le centre PMS est actif dans son école. *On fait régulièrement appel au centre PMS qui va trianguler, rencontrer les familles, nous expliquer la situation et pourquoi les familles sont dans cette douleur-là. Pour les familles, parfois, c'est très compliqué et c'est ce que j'essaie de rappeler à l'équipe : nous on ne vit pas 24h sur 24h avec l'enfant. Ce n'est pas nous qui subissons les cris, ce sont les parents. Nous ne sommes pas là pour qu'un enfant rentre malheureux à la maison, mais nous sommes là pour jouer un rôle éducatif et d'apprentissage. Donc il faut toujours essayer de trouver la bonne direction pour l'enfant pour qu'il soit le mieux possible.*

Pour Vincent, il est important de travailler en amont avec les familles et le centre PMS afin d'éviter les comportements radicaux. *Dans ces situations, il ne faut pas attendre qu'il y ait une crise pour rencontrer les familles. De plus en plus, on rencontre les familles avec la présence du PMS en fonction d'un calendrier : on se voit tous les mois ou toutes les 6 semaines et à l'issue de chaque réunion, il y a un rapport qui est fait et que les parents signent pour accord.*

Laurent rappelle que le centre PMS est là pour être à l'écoute des freins, rendre explicite l'implicite, rappeler le cadre légal par rapport à certaines interventions où l'avis du centre PMS est requis. *Le centre PMS, par la connaissance qu'il a de la famille, peut jouer un rôle de traducteur, être un « facilitateur ».*

Le centre PMS, ayant de multiples missions, doit avoir les moyens d'aider les écoles et les parents pour faire face aux situations de comportements radicaux. Ce n'est pas le tout d'avoir un acteur désigné en soutien, il faut qu'il puisse assumer cette mission.

DES STRUCTURES EXTERIEURES

Comme nous l'ont fait savoir Danielle Mouraux et Christian Maroy lors de nos entretiens, les ressources et le soutien peuvent se trouver à l'extérieur de l'école : c'est ce que l'on nomme le troisième milieu.

- *Pour aider à la communication école-familles, d'autres acteurs, comme les PMS, peuvent être des facilitateurs. Un 3^e milieu comme les écoles de devoirs, les mouvements de jeunesse ont un rôle très intéressant d'orchestration des savoirs scolaires et autres dans une activité souvent complexe comme un jeu de piste où on va mobiliser le savoir lire et écrire. C'est un milieu éducatif très intéressant pour aider l'école et la famille. (Danielle Mouraux)*

-
- *Peut-être qu'au-delà, dans la mesure des possibilités, c'est l'ouverture des écoles à des associations sociales ou représentatives de minorités culturelles qui peuvent aussi faire le lien avec les parents. Cela dans une optique d'élargissement du réseau autour de l'école. Qu'elle ne se limite pas aux rapports individuels entre l'établissement et les parents. Il y a quand même un certain nombre de cas où la médiation par des associations fluidifie et intensifie la relation aux parents. Ces associations peuvent être parfois de meilleurs porte-paroles de ce que les parents souhaitent. De plus, l'école entendra peut-être plus facilement les choses venant d'un acteur externe.*
(Christian Maroy)

L'école ne doit pas se renfermer, mais s'ouvrir à son entourage, au réseau présent autour des jeunes et de leurs familles.

- **L'école fait comprendre son projet**

Comme le dit une direction ayant répondu à l'enquête, *si les familles étaient davantage dans la communication constructive avec l'école, la soutenaient pour une éducation sereine, collaborative et positive de leur enfant, il y aurait moins de problèmes au sein même de l'école.* Le dialogue est donc essentiel ! Mais comment faire pour y amener les familles ?

Une mission fondamentale de l'école est de faire comprendre son projet et, au besoin, de le coconstruire. Ceci avec un langage adapté aux familles, une différenciation dans les contacts, une explicitation et une adaptation des outils de communication.

À l'inscription et à chaque début d'année scolaire, l'école peut prendre le temps d'expliquer aux parents son ROI, son projet d'établissement, le règlement des sanctions, etc. Les moments de rencontre sont à soigner : l'inscription, les rencontres de début d'année avec les parents, les rencontres pour le bulletin.

Les outils numériques représentent aussi une occasion pour les familles de comprendre le projet de l'école, ce que l'on fait en classe. Cela donne du sens et les familles adhèrent mieux, même celles qui ne maîtrisent pas l'écrit.

Comme l'expliquent Bruno et Caroline, les supports visuels peuvent avoir un réel intérêt pour les familles. *Depuis deux ans, avec la plate-forme numérique Klassly, une sorte de « Facebook pédagogique », je vois qu'on gagne en termes de visibilité (grâce à des petites vidéos réalisées par des enseignantes qui montrent certaines activités, certaines façons de faire et de travailler en classe où les parents peuvent liker, mettre un petit commentaire...) Grâce à l'image, puisque beaucoup de familles ne maîtrisent pas le français et l'écrit, elles découvrent tout ce qui est mis en œuvre à l'école, que ce n'est pas juste du gardiennage. On découvre que certains parents ne savaient pas certaines choses qui paraissent évidentes pour l'école et qu'ils essaient de le faire après en avoir pris connaissance par la vidéo.*

Vincent explique dépasser les problèmes *en discutant avec les familles, pas en se braquant et en restant sur ses positions. C'est la difficulté face à des parents radicaux, c'est que l'équipe se braque. L'avantage dans l'enseignement spécialisé, c'est qu'on peut travailler ça en équipe pluridisciplinaire, instits et équipe paramédicale.* Tant les parents

que l'école doivent être dans une recherche de dialogue, et ce n'est pas toujours facile. C'est pour cela que Vincent établit le dialogue avec les familles *en leur montrant que l'enfant est aussi impliqué dans la situation, qu'il vit peut-être des choses compliquées en dehors de l'école, que l'école gère la situation. Cela permet aux parents de s'apaiser. On essaie de leur apprendre à communiquer avec l'école autrement qu'en étant fâchés ou pour se plaindre. On leur propose de se rencontrer et de parler positivement de l'enfant.*

Laurent va dans le même sens en disant qu'il faut *communiquer, expliquer le pourquoi, faire valoir le "bien" de l'enfant aux parents.*

Même si l'on n'est pas d'accord, il faut pouvoir entendre le point de vue de l'autre, l'écouter et se montrer ouvert au dialogue.

- *Il faut sûrement entendre les demandes, sans forcément y répondre positivement. Je ne vois pas comment les écoles peuvent faire autrement vu cette individualisation des rapports à l'école. (Christian Maroy)*
- *Pour faire se rencontrer le rond et le carré, il faut pouvoir communiquer avec les familles en maîtrisant les bases de la CNV (Communication Non Violente) : observer sans juger, dire les faits, dire ses sentiments, dire quels besoins ne sont pas satisfaits, faire une demande pour que les besoins soient rencontrés et que la situation change. (Danielle Mouraux)*
- *On a des parents qui demandent des explications sur les points. Je trouve qu'ils sont en droit d'être écoutés. On doit leur répondre. C'est notre objectif aussi, la réussite de l'enfant. Si le parent veut aider son enfant et comprendre ses points, on doit pouvoir lui expliquer. Je suis très stricte par rapport à ça auprès de mon équipe parce que le bulletin doit être compris par les parents et l'élève. Je plaide pour une explicitation des points. (Evelyne)*

Le respect des règles de vie en société et d'un établissement scolaire passeront plus facilement s'il est possible d'en discuter. Comme l'explique Christian Maroy, *les dispositifs qui permettent le dialogue et la résolution de conflit sont importants. On ne peut pas simplement imposer par décret et par la force le respect de ces normes.*

Etienne Michel précise encore que les règles ne sont pas fixées indéfiniment : *S'il y a des règlements d'ordre intérieur qui fixent des règles qui datent d'il y a 30 ou 40 ans, cela peut avoir tout son sens de les réexaminer et éventuellement de les faire évoluer.*

• L'école coconstruit son projet via les structures officielles

Deux structures officielles sont prévues : le conseil de participation réunissant tous les acteurs de l'école et l'association de parents rassemblant les parents d'élèves autour de projets communs, en soutien à l'établissement scolaire. Qui dit dialogue, dit utilisation des structures présentes dans l'école pour permettre le dialogue. Le conseil de participation, lorsqu'il existe et lorsqu'il est en activité, joue ce rôle pour la discussion entre tous les acteurs. L'association de parents, lorsqu'elle existe et qu'elle est en activité, est là pour permettre les échanges entre parents et relayer vers l'école ce qui doit l'être.

Comment faire exister et démocratiser ces deux instances ?

LE CONSEIL DE PARTICIPATION

Le conseil de participation, c'est un lieu privilégié où il y a présence et parole de chacun ! Comme le soulève Christian Maroy, *le conseil de participation a le mérite d'être un lieu institué. C'est un lieu de dialogue où il y a officiellement des parents qui sont présents. Si dans une école des situations de ce type se présentent, plutôt que de simplement définir le problème du point de vue des enseignants ou de la direction, cela peut être le lieu où il y a aussi une médiation par d'autres parents qui pourraient aider à trouver des réponses plus adaptées.*

Le conseil de participation permet une participation des parents aux décisions. Selon Christian Maroy, *l'école ne doit pas justifier ses règles en interne et les imposer aux parents. Elle doit mobiliser les lieux de dialogue car, si l'on veut construire un partenariat, il faut enrôler les parents dans ce partenariat. Je ne vois pas comment les enrôler sinon en les écoutant et leur montrant qu'il y va aussi de leurs intérêts de participer à la vie de l'école.*

Comme l'explique un membre de notre assemblée générale, *le conseil de participation, c'est mettre tout le monde autour de la table et donc, plus qu'à l'AP, c'est l'endroit où traiter de positions radicales. C'est le lieu premier pour permettre le dialogue entre tous les acteurs.*⁴²

Evelyne souligne l'intérêt du conseil de participation. *Le conseil de participation est quand même un chouette lieu pour détecter les difficultés que les parents vivent et les faire confronter aux difficultés des élèves et des enseignants. Souvent, ce sont des petits malentendus qui créent les tensions. On n'est pas toujours sur la même longueur d'onde. L'important, c'est d'avoir des lieux de parole. Dans ce sens, utilisons l'association de parents et le conseil de participation qui sont là pour ça. L'essentiel, c'est le dialogue. Même quand les parents ont une demande à laquelle on ne peut pas répondre, il faut pouvoir le leur dire.*

L'ASSOCIATION DE PARENTS

Selon certaines directions ayant participé à l'enquête, ce n'est pas le rôle de l'AP de gérer les comportements radicaux des parents. Au contraire, d'autres directions et les différentes personnes interrogées dans le cadre de cette étude pensent, comme nous à l'UFAPEC, que l'AP peut aider le dialogue, relayer les positionnements, jouer le rôle de médiateur au besoin. Son existence ou non, l'implication des membres du comité, leurs relations avec l'école sont tous des éléments qui font que les réalités et les situations sont variables.

Selon les directions ayant répondu à l'enquête, les rôles de l'AP dans le contexte que nous traitons seraient de :

- créer des liens avec les parents ;
- créer plus de liens entre l'école et les parents pour mieux se connaître ;
- relayer sans prendre position ;

⁴² Rencontre en visioconférence avec des membres de notre assemblée générale, le 2 décembre 2021.

- organiser des soirées d'information et de sensibilisation.

Selon les personnes interrogées, il s'agit aussi de :

- Rassembler les parents : *favoriser des espaces de rencontre informel où les parents sont invités et pas uniquement en cas de difficultés, valoriser les cultures d'origine des élèves.* (Laurent)
- Représenter la diversité du public de l'école : *tendre vers de la mixité sociale à l'école cela passe aussi par les familles qui se mélangent. C'est ça aussi le rôle de l'AP, en étant présente le matin et le soir à la barrière, en soirée quand il y a des réunions, en créant des liens avec des familles... La direction ou les enseignants ne savent pas jouer ce rôle-là. Il faut aussi une mixité dans l'AP pour faire des ponts. Caroline nous explique : moi, je suis plus proche du monde enseignant, et je peux aussi paraître décalée et faire peur à certains parents et je n'ose pas toujours aller vers les parents, mais je suis proche d'autres membres de l'AP qui eux sont connus et proches de nombreuses familles. Certains membres sont moins à l'aise pour aller vers la direction, mais, par notre proximité, ils me relaient les choses et la communication se fait. C'est vraiment un double relais, ce sont des chainons...* (Caroline)
- Maintenir le lien entre l'équipe et les parents : *il a fallu aussi mettre l'équipe enseignante en confiance face à une AP dans l'école, lui faire comprendre que ce n'était pas un bureau des plaintes, mais que l'AP pouvait faire du bien à l'école. Caroline, en tant que présidente de l'AP, ne se sent pas toujours la bienvenue ou légitime face à des enseignants qui ont encore des appréhensions. Il y a quatre ans, l'équipe était favorable à la relance d'une AP pour autant que Caroline en prenne la présidence. En effet, l'équipe savait que Caroline irait dans le sens « enseignants » et éviterait que l'AP soit un bureau des plaintes qui ne ferait que mettre des bâtons dans les roues, bloquer les choses ou demander des comptes plutôt que d'apporter de l'aide à l'école. C'est à ça qu'il faut être attentif dans une AP.* (Bruno)
- Être une caisse de résonance pour les parents : *Je pense que le rôle de l'association de parents est d'être effectivement cette caisse de résonance, d'être un soutien à l'école dans les choix qu'elle fait et de permettre un retour vis-à-vis des parents aussi. Pouvoir apporter un éclairage à l'ensemble des parents, leur partager les réponses aux questions posées, créer un climat de confiance. C'est aussi de pouvoir être un pôle de référence pour les parents. Qu'ils aient cet espace, ces personnes qui peuvent être un relai. L'association de parents peut organiser des conférences à destination des parents dans l'école, faire de l'accompagnement à la parentalité, faire en sorte que les parents et les enseignants puissent se rencontrer. L'intérêt est aussi de bénéficier des ressources des parents dans les domaines qui sont les leurs. L'école ne doit pas être déconnectée de la vie des familles et, là, je pense que l'association de parents peut être une ressource pour présenter des métiers, partager des expériences, étoffer notre réseau.* (Evelyne)

Notre assemblée générale abonde dans ce sens en disant que l'AP peut désamorcer les problèmes qu'il peut y avoir entre parents ou avec l'école (*le débat entre pairs permet de désamorcer les conflits*), donner des pistes et des éléments pour améliorer la situation sans servir de levier pour des intérêts individuels. L'association de parents agit pour la

collectivité. *Parfois, on défend son enfant, mais il faut pouvoir élever le débat. La vision individuelle, les capacités et la motivation de chacun peuvent faire la fragilité des associations de parents. Mais elles peuvent faire aussi changer les choses, intégrer des parents, ouvrir à la diversité.*⁴³

Evelyne propose, pour renforcer le dialogue et la compréhension entre l'association de parents et l'école, une présence de la direction lors de moments de réunions, afin d'échanger et de répondre aux questions des parents. *Le modèle que je prône ici à l'école et que j'ai présenté, c'est qu'à chaque fois que l'association de parents se réunit, il y ait un temps pour eux, mais aussi un moment de la réunion où la direction soit présente. Cela permet d'avoir une discussion avec la direction, de soumettre les questionnements et d'avoir directement une réponse. Cette compréhension de l'envers du décor permet parfois de mieux comprendre les décisions qui sont prises.*

En tant qu'organisation représentative des parents et associations de parents d'élèves, l'UFAPEC ne peut qu'appuyer l'importance de la présence et du rôle des associations de parents pour contribuer au partenariat école-familles avec tous les parents de l'école et porter une parole cohérente et collective. On le voit à l'épreuve de la crise sanitaire : les AP mettent de côté les intérêts individuels pour soutenir au mieux l'école dans la gestion de la crise. Etienne Michel soulève comme nous l'intérêt de l'existence des associations de parents dans nos écoles. *En ce qui concerne l'association de parents, sa vertu c'est d'exister comme collectif. C'est intéressant pour une école d'avoir une sorte de partenariat organisé avec une association. Elle va faire émerger une parole cohérente, collective. Cela ne va pas de soi parce que l'association de parents est elle-même traversée par l'affirmation des individus. Donc, fondamentalement, c'est positif pour l'école de pouvoir avoir un dialogue avec un acteur qui soit organisé de manière collective ; d'autant plus que la plupart des parents y sont de bonne composition. Et je fais l'hypothèse que la plupart des associations de parents, tout en défendant un point de vue qui est le leur, et c'est normal, sont quand-même conscientes de la nécessité d'un vivre ensemble au sein d'un collectif. Ce qui me revient ce sont des problèmes avec certains parents, pas avec des associations de parents.*

En tant que membre de l'AP ou du conseil de participation, il faut pouvoir rester à sa place et reconnaître ses limites. Pour un membre de notre assemblée générale, *ce n'est pas au CoPa ni à l'AP de gérer les conflits. C'est à l'école, à la direction, sur base du règlement de l'école que revient cette tâche. Certains parents demandent des aménagements déraisonnables, campent sur des positions fermées, veulent contrôler et ne font pas confiance à l'école, ajoute-t-il.*⁴⁴ Il n'est pas toujours facile de savoir ce que l'on peut faire. Donner une vraie place à l'AP tout en mettant un cadre, c'est bénéfique pour tous.

⁴³ Rencontre en visioconférence avec des membres de notre assemblée générale, le 2 décembre 2021.

⁴⁴ Idem.

- **L'école et les familles coéduquent**

Afin de développer un partenariat profitable à tous, parents et écoles collaborent dans la confiance, le respect et la reconnaissance de chacun. Danielle Mouraux défend l'intérêt de la coéducation, en restant chacun à sa place et en respectant celle de l'autre. *La notion de coéducation est une piste pour autant que chacun reste ce qu'il est, accepte ce que l'autre est et trouve des moyens de collaborer, de travailler ensemble.* Coéduquer implique de collaborer en reconnaissant le rôle et les missions de chacun.

Les équipes enseignantes et les parents sont là pour l'enfant, pour le soutenir dans son développement personnel. Dans ce sens, il est important de se retrouver ensemble, dans ce triangle éducatif, en visant l'intérêt de l'enfant. Evelyne organise ce qu'elle appelle des entretiens triangulaires. *Souvent, ce que je fais dans mon bureau, et c'est un truc qui fonctionne bien, c'est ce que j'appelle un entretien triangulaire. Quand il y a un problème, il faut voir l'enfant, le parent et l'équipe pédagogique, souvent individuellement et puis ensemble, selon la situation, et essayer de mettre le curseur en rétablissant la place de chacun et en faisant comprendre à chacun quelle est la place de l'autre. Il faut conscientiser chacun aux difficultés, aux attentes et aux besoins de chacun. Il faut se dire qu'au cœur de cela, il y a l'enfant, et c'est lui qui doit mobiliser nos pratiques et nos choix.*

Christian Maroy suggère de penser cette reconnaissance en tenant compte du cadre et des règles qui s'imposent dans la communauté éducative. *Il faut reconnaître les demandes de l'autre, mais expliquer qu'il y a sans doute une diversité de points de vue à prendre en compte mais aussi un cadre légal ou pratique qui ne peut pas être négligé. Il y a aussi le projet éducatif de l'école, le projet d'établissement qui met l'accent sur une chose ou l'autre. Je pense que beaucoup d'écoles mettent justement l'accent sur une reconnaissance d'une diversité sociale et culturelle et le respect mutuel des convictions ou des choix de chacun. Les demandes de chacun ne peuvent pas toujours coexister ou avoir leur place dans l'espace scolaire.* Reconnaître ne veut pas dire tout accepter des différentes parties.

Dans ce sens, comme l'ont soulevé les membres de notre assemblée générale, l'essentiel c'est d'apprendre à vivre ensemble. À chacun d'y mettre du sien sans imposer son point de vue à l'autre, en tenant compte des enjeux pour l'enfant. *L'école c'est le vivre ensemble. L'école offre une école de la vie à chaque élève. Ceux qui ne veulent pas apprendre à vivre ensemble se mettent en marge. Avoir une attitude radicale, c'est vouloir imposer aux autres ce qu'on vit chez soi. L'école doit avoir un minimum de règles pour permettre le vivre ensemble. Apprendre à vivre ensemble n'est pas facile, mais c'est certainement la première compétence requise pour prendre sa place dans notre société plurielle ; l'entre-soi est plus confortable, mais n'aide pas à composer. Comment affronter les grands défis de demain si on ne sait faire bloc et s'appuyer sur les différentes forces de notre société ?*

Comme le partagent Bruno et Caroline, *le vivre ensemble c'est ce que nous avons envie de transmettre avant toutes les autres matières comme les maths ou le français. Si on n'a pas une école où le vivre ensemble est présent avec de la bienveillance, de la tolérance, on a beau faire les plus belles activités pédagogiques, ça n'ira pas. Mettre le vivre ensemble au centre de nos préoccupations est vraiment important, encore plus aujourd'hui avec toutes les tensions que l'on connaît et si les enfants pouvaient comprendre ça, on serait vraiment très heureux.*

Lors de rencontres collectives ou d'entretiens individuels, autour d'outils comme une forme du PIA de l'enseignement spécialisé⁴⁵ (à l'élaboration duquel les parents sont invités et au départ duquel plusieurs entrevues peuvent être prévues), les parents sont des partenaires de l'école, agissant dans leur champ d'action, chacun ayant ses propres limites. Evelyne rappelle parfois à son équipe *qu'ils ne peuvent pas dire aux parents ce qu'ils doivent faire. Ils doivent se rendre compte que les parents ont des limites et qu'ils ne savent pas tous faire ce dont les enseignants rêvent qu'ils fassent à la maison pour les apprentissages. C'est dans les deux sens et ce n'est pas toujours simple.* La place de chacun doit être reconnue dans cette coéducation.

- **Apports du pacte pour un enseignement d'excellence**

Le Pacte pour un enseignement d'excellence inscrit le renforcement de la démocratie scolaire comme ligne de force. Le Groupe central s'accorde sur la nécessité *d'élaborer le ROI de l'établissement et ses modifications dans le cadre d'une dynamique participative associant élèves, enseignants, parents, etc. Ceci signifie concrètement que le ROI devra être au minimum soumis à l'avis du conseil de participation.*⁴⁶

Le Parlement de la Communauté française confirme cette direction quand il renforce dans chaque établissement les missions du conseil de participation qui se voit chargé de remettre un avis sur le plan de pilotage, de débattre et de remettre un avis sur le règlement d'ordre intérieur de l'établissement et, le cas échéant, de l'amender et de le compléter.⁴⁷ Pour l'UFAPEC, il s'agit là d'une grande avancée pour les parents puisque ces derniers peuvent enfin débattre du ROI de l'école, en collaboration avec les autres partenaires.

De plus, le partenariat école-familles fait partie des quinze thématiques à développer dans les plans de pilotage des écoles. Il s'agit de la stratégie 10 : *La stratégie de partenariat et de collaboration avec les parents des élèves de l'établissement, en concertation avec le conseil de participation.*⁴⁸ Dans leur plan de pilotage, les écoles pourront définir et examiner les stratégies à mettre en œuvre pour attirer les parents à l'école et collaborer avec ceux-ci.

Le renforcement de la démocratie scolaire demande d'impliquer les familles dans une dynamique collective : informer, baliser, sensibiliser au principe de réalité qui régit la vie scolaire. Dans l'école idéale, on aimerait faire ça et ça, mais dans l'école subventionnée actuelle, pour permettre le vivre ensemble, il y a des normes à respecter, des moyens financiers (subsidés) et humaines (équipe pédagogique) sur lesquels l'école n'a pas de prise. Cela demande encore de coconstituer pour faire sens et faire des parents des citoyens de l'école avec des droits comme des devoirs.

⁴⁵ Le PIA est le plan individuel d'apprentissages qui suit l'élève à besoins spécifiques durant sa scolarité en ciblant ses besoins, mais aussi ses forces, les objectifs à atteindre. C'est un outil d'évaluation dans le processus d'apprentissages.

⁴⁶ Pacte pour un enseignement d'excellence, *Avis n°3 du Groupe Central*, 7 mars 2017, pp. 308 à 310.

⁴⁷ Article 18 du Décret du 13 septembre 2018, modifiant le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre afin de déployer un nouveau cadre de pilotage, contractualisant les relations entre la Communauté française et les établissements scolaires, modifié le 27 mars 2019, p. 25.

⁴⁸ Cf. code de l'enseignement, article 1.5.2-3 §2.



- **Position de l'UFAPEC**

L'UFAPEC est convaincue de longue date de la nécessité d'un partenariat entre l'école et les familles que ce soit via les contacts individuels entre l'équipe éducative et les parents ou via les structures de démocratie que peuvent être le conseil de participation et l'association de parents.

Si les comportements de parents décrits dans l'étude peuvent paraître radicaux, fermés et contre-productifs, une bonne part peut trouver une explication dans le manque de langage commun entre deux instances au fonctionnement diamétralement différent que sont l'école et la famille actuelle.

Certes, l'école communique, s'ouvre et commence à évoluer. Mais en dehors d'une minorité de familles en *mode scolaire*, c'est-à-dire ayant bien intégré les codes de l'école, elle reste inaudible à une grande majorité des parents. Tant que le jeune est en situation de réussite ou de bien-être à l'école, les choses se passent sans accroc. Mais quand les problèmes arrivent, ce sont deux étrangers qui se découvrent et entament un dialogue de sourds.

Sur le terrain, les moyens humains et financiers de nos écoles sont maigres. Les besoins explosent, la tâche des enseignants se complexifie sans la reconnaissance qu'ils seraient en droit d'attendre. Alors construire le partenariat école-familles, nous direz-vous, ce n'est pas la priorité ! Et pourtant, si l'école ne met pas en place, dès le départ, les conditions de ce partenariat, elle va droit au casse-pipe. L'école a beaucoup à gagner en prenant le temps de construire des fondations solides à la coéducation. Les parents d'aujourd'hui, comme leur enfant, ont changé ; ils ont eux aussi besoin de comprendre, adhérer, participer, être entendus et reconnus dans leurs compétences comme leurs difficultés. Se lancer dans la construction d'un bâtiment sur des bases mouvantes, c'est prendre le risque de voir tout son ouvrage s'écrouler.

Les différents témoignages qui ont émaillé cette étude montrent que les écoles qui veulent bien prendre le temps d'un dialogue et d'une collaboration autour de l'élève vont plus loin en termes de réussite, de motivation et de bien-être de chaque acteur. Ces fondations ou *accords de coopération* entre l'école et les familles vont permettre de transcender le conflit ou le malentendu initial pour réaliser un projet commun : permettre à l'enfant de devenir élève et réussir son projet de vie.

Dans l'optique de démocratie scolaire défendue par le Pacte pour un enseignement d'excellence, les parents sont des partenaires à part entière de l'école. Qui dit partenaires dit droits et devoirs de chacun. On a beaucoup évoqué les droits des parents et des élèves. Peut-être y a-t-il des actions à mener aussi avec les familles sur les devoirs que cela implique aussi (win-win).

L'école et les enseignants ne peuvent pas tout accepter, dans le cadre de leur travail, ni des élèves, ni des parents. Ils ont eux aussi besoin de respect, de reconnaissance et de confiance. Le partenariat école-familles implique de reconnaître chaque partenaire dans sa spécificité et ses compétences, puis de définir des zones de négociation communes où on peut mettre en œuvre la coéducation.

L'essentiel, comme nous le défendons dans notre mémorandum, c'est que les parents et l'école trouvent un terrain d'entente. *Afin d'éviter les conflits de loyauté imposés à l'enfant par les parents ou par l'école, il est essentiel que l'un et l'autre puissent se rencontrer, se connaître, se comprendre et se rejoindre. La coéducation peut être pédagogique, comme lorsque des projets sont menés de front à l'école et en famille autour de l'apprentissage de la langue d'enseignement.*⁴⁹



@ UFAPEC asbl

Afin d'améliorer les conditions du partenariat école-familles et d'éviter les frictions, dans son Mémorandum 2019, l'UFAPEC insiste sur :

L'accès des parents à l'information

- améliorer les échanges d'informations individuelles avec les parents et se mettre au diapason de chaque public ;
- favoriser une dynamique de coéducation à chaque moment du cursus scolaire ;
- créer des canaux d'information entre les parents et les autres acteurs de l'école, entre les différents organes de représentation des parents et entre les organes de représentation des parents et les parents ;
- mettre en place une série de dispositifs d'accueil des parents ayant des besoins spécifiques (handicaps visibles et invisibles) pour leur permettre d'accéder aux séances d'information, aux lieux de rendez-vous et de rencontre, de comprendre les attendus vis-à-vis de l'enfant et de la famille (comme tout autre parent).

⁴⁹ Mémorandum UFAPEC, 2019, p. 65.

Le partenariat parents-école par les structures

- rappeler par une circulaire spécifique lors de chaque rentrée scolaire, l'obligation des PO et des directions d'école à convoquer une assemblée générale des parents en vue de la création d'une association des parents s'il n'en existe pas encore ;
- obliger les AP créées ou en création et, s'il n'existe pas d'AP, les établissements scolaires, à procéder à l'élection des parents au conseil de participation lors de l'assemblée générale des parents prévue par le code de l'enseignement entre le 1^{er} septembre et le 31 octobre de chaque année, ceci tant que le CoPa disposera d'au moins une place vacante ;
- faire en sorte qu'un conseil de participation (CoPa) soit réellement mis en place dans chaque établissement scolaire en Fédération Wallonie Bruxelles ;
- faire en sorte que chaque acteur soit encouragé à participer activement au conseil de participation (CoPa) ;
- faire en sorte que les conseils de participation (CoPa) puissent assumer toutes les missions qui leur sont confiées dans les décrets et circulaires et que nul ne s'arroge le droit d'en supprimer certaines.

La limitation et la définition claire des frais scolaires

- veiller à ce que les frais scolaires soient clairement définis et discutés en conseil de participation ;
- soutenir et développer au maximum les bonnes pratiques qui visent à réduire les frais de scolarité ;
- obliger l'établissement scolaire lors de l'inscription à donner une information anticipative sur les séjours pédagogiques avec nuitée(s) et à déterminer une estimation des frais qui y sont liés durant toute la scolarité ;
- encourager les écoles à faire leurs activités extérieures (sportives, culturelles...) à proximité quand c'est possible, sans avoir de frais de déplacement démesurés ;
- favoriser des partenariats cohérents avec le projet d'établissement, pour résoudre des problématiques de frais scolaires et mettre en place des mécanismes de solidarité ;
- organiser la remédiation directe (en classe), puis la remédiation dans le cadre de l'accompagnement personnalisé pour éviter le recours aux cours particuliers.

La triangulation des relations avec l'aide du centre PMS dans un but de prévention

- clarifier les procédures et schémas d'interpellation ou d'intervention possibles entre l'école, l'agent du centre PMS, l'élève et ses parents ;
 - permettre aux agents des centres PMS d'exercer davantage leur rôle de prévention et de ne pas se limiter à intervenir lorsque la situation devient critique, par l'octroi de moyens supplémentaires et la clarification de leurs missions ;
 - dégager les moyens nécessaires pour permettre aux agents des centres PMS d'être un acteur davantage disponible dans la vie de l'élève, de ses parents et
-



des enseignants, avec une présence quotidienne dans chaque établissement mais en totale indépendance vis-à-vis de la direction et des autres acteurs de l'école ;

- dégager les moyens nécessaires pour permettre aux agents des centre PMS d'exercer un rôle d'expertise dans l'orientation et dans les difficultés d'apprentissage afin que cette expertise ne doive pas forcément passer par des services indépendants, payants et parfois très chers.⁵⁰

Par ailleurs, nous l'avons évoqué, la tâche des directions s'est complexifiée et intensifiée au point qu'aujourd'hui, il y a pénurie et burnout dans la profession. Concernant, le statut des directeurs, dans son Mémoire et dans une étude consacrée au malaise des directions, l'UFAPEC demande une revalorisation de la fonction et des moyens humains et financiers, et notamment un secrétaire et un éducateur pour les écoles fondamentales, pour qu'elles puissent assurer dans des conditions de travail humaines et acceptables toutes les missions qui leur sont confiées.⁵¹

⁵⁰ Mémoire UFAPEC, 2019, pp. 22-24.

⁵¹ Mémoire UFAPEC, 2019, p. 39 - BAIE F., *Le malaise des directions d'écoles : causes et pistes de changement*, étude UFAPEC, août 2020.



Conclusion

Après avoir constaté un phénomène que nous avons choisi de nommer *comportements radicaux de parents*, nous avons découvert au cours de notre enquête auprès des directions d'écoles que ces comportements concernaient principalement le pédagogique avec les questions d'échec, de décrochage et d'aménagements raisonnables, les règles disciplinaires et, enfin, les voyages scolaires (essentiellement pour des raisons religieuses ou éducatives). Les revendications pédagogiques sont propres à la classe moyenne et favorisée, qui maîtrise un certain capital socio-culturel. D'autres tensions autour des horaires et de l'absentéisme sont dues à une augmentation de la précarité et des conditions de vie plus difficiles. La crise sanitaire a été aussi le révélateur de radicalités parentales jusque-là insoupçonnées.

D'autre part, nous avons pu distinguer les radicalités nées d'incompréhension, de celles surgies d'inadéquation ou encore d'incompatibilité de valeurs.

Nous avons compris également que l'institution scolaire ne pouvait fonctionner que dans une dimension collective prenant en compte l'intérêt de tous les élèves avec des règles de base non-négociables.

À côté de cela, nous avons vu qu'une bonne part des radicalités parentales pouvaient se comprendre au vu du malentendu originel entre l'école et les familles et de la différence d'évolution de ces deux instances, les familles actuelles fonctionnant davantage sur les registres de l'individualité et de la négociation avec une place centrale donnée à l'enfant.

Si ces manifestations restent le fait d'une minorité, elles fragilisent la relation école-familles, nuisent au climat scolaire et à la scolarité des jeunes. Pour réduire ces tensions, les écoles recourent principalement aux rencontres individuelles avec les parents, à l'information et à la sensibilisation. Les instances officielles de démocratie scolaire que sont le conseil de participation et l'association de parents ainsi que les tiers sont encore peu sollicités.

C'est principalement à la direction qu'il revient de traiter les interpellations de parents qu'elles lui soient directement adressées ou non. C'est là que la définition proposée par Olivier Galland et Anne Muxel, sur laquelle nous nous sommes appuyés, prend tout sens, renvoyant à la nécessité de *médiations ou d'intermédiations*.

Par ailleurs, de nombreuses directions nous expliquent régler les situations dans le dialogue avec les parents concernés. Cela pourrait expliquer que les écoles arrivent à désamorcer la situation avant que les tensions ne soient plus fortes. *L'essentiel est de mettre chaque partie face à ses responsabilités, faire une médiation... Surtout, offrir un sas pour échanger dans le respect de tous.*⁵² C'est sans doute là une nouvelle fonction, et non la moindre, du rôle de directeur d'école : médiateur école-familles ou intermédiaire entre acteurs scolaires. Ce nouveau rôle, s'il s'avère essentiel, est énergivore et demande aux directions de nouvelles compétences alors que leur charge de travail est déjà énorme.

⁵² Réponse à une question ouverte de l'enquête.

Pour enrayer le phénomène, une collaboration école-familles est plus que jamais nécessaire, mais demande au préalable que l'école développe un langage commun, qu'elle instaure une relation de confiance et qu'elle fasse comprendre son projet, voire qu'elle le coconstruise, lorsque que c'est possible, en s'appuyant sur les structures officielles de participation à sa disposition et le troisième milieu (tissu associatif qui soutient les familles au quotidien).

Le Pacte pour un enseignement d'excellence a perçu la nécessité de démocratiser l'espace scolaire et de travailler entre autres, la compréhension et l'adhésion des familles. Cela demande encore davantage aux écoles de s'ouvrir, de se remettre en question et d'inclure, pour l'ensemble des équipes éducatives, la notion de diversité et d'individualité. Cela ne pourra se réaliser que par un soutien et un accompagnement des écoles et une revalorisation de la fonction de direction.

Si l'alliance éducative est coulée dans les textes, la mise en œuvre reste complexe sur le terrain. Pourtant, les différents témoignages recueillis tout au long de cette étude montrent qu'investir dans le dialogue, la collaboration avec les familles se révèle *in fine* plus rentable en termes de climat scolaire, de motivation et de bien-être de chaque acteur. En amont de difficultés potentielles, ces fondations ou accords de coopération entre l'école et les parents vont permettre de transcender le conflit ou le malentendu initial pour réaliser un projet commun : permettre à l'enfant de devenir élève et réussir son projet de vie. *Entre ronde famille et école carrée, l'enfant devient élève* nous dit Danielle Mouraux et c'est certainement une des plus belles transformations à laquelle il nous est donné de contribuer.



@ UFAPEC asbl

Bibliographie

- ❖ DORTIER J.-F., *Le dictionnaire des sciences humaines*, Auxerre, 2008,
 - ❖ Entretien avec Philippe Meirieu, « De la rivalité au partage », in *Enfances et Psy.*, 2003, p. 25, [Cairn - entretien avec Philippe Meirieu](#)
 - ❖ GALLAND O. et MUXEL A., « La radicalité en questions », chapitre 1 de *La tentation radicale*, 2018, pp.35-79.
 - ❖ Intervention de Jean-Pierre Pourtois lors de la Rencontre-débat *Construire une relation positive école-famille* organisée par l'UFAPEC le 25 avril 2006, au lycée Martin V à Louvain-la-Neuve.
 - ❖ Mémoire UFAPEC, 2019, [Ufapec - Mémoire 2019](#)
 - ❖ Pacte pour un enseignement d'excellence, *Avis n°3 du Groupe Central*, 7 mars 2017, [pacte - avis du groupe central](#),
 - ❖ « Sondage : les instits ont peur des parents », in *Le Parisien*, 29 avril 2014, [Sondage : les instits ont peur des parents - Le Parisien](#)
-
- [Sources légales](#)
 - ❖ *Circulaire n° 4182 du 11 octobre 2012 portant sur le Décret du 30 avril 2009 portant sur les Associations de parents d'élèves et les Organisations représentatives d'Associations de parents d'élèves en Communauté française*, [circulaire n°4182](#)
 - ❖ *Code de l'enseignement*, 2019, [code enseignement](#)
 - ❖ *Contrat pour l'école*, 2005, [contrat pour l'école](#)
 - ❖ *Décret du 13 septembre 2018, modifiant le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre afin de déployer un nouveau cadre de pilotage, contractualisant les relations entre la Communauté française et les établissements scolaires*, modifié le 27 mars 2019, [décret 13 septembre 2018](#)
 - ❖ *Décret Missions*, 1997 (mise à jour octobre 2018), [décret missions](#)

- **Analyses et études UFAPEC en lien**

- ❖ BAIE F., *Le malaise des directions d'écoles : causes et pistes de changement*, étude UFAPEC, août 2020, [Ufapec - 08.20/Et2 - Le malaise des directions d'école : causes et pistes de changement](#)
- ❖ BAIE F., *Comment faciliter le partenariat école-familles dans l'enseignement fondamental à encadrement différencié ?*, étude UFAPEC, août 2018, [Ufapec - 11.18/ET1- Comment faciliter le partenariat école-familles dans l'enseignement fondamental à encadrement différencié?](#)
- ❖ HOUSSEONLOGE D., *L'enfant-roi, fait isolé ou produit de notre société ?*, analyse UFAPEC n°10.08, 2008, [Ufapec - 10.08/ L'enfant-roi, fait isolé ou produit de notre société ?](#)
- ❖ HOUSSEONLOGE D., *Le partenariat école-famille. Ses bienfaits et ses limites*, analyse UFAPEC n°13.08, 2008, [Ufapec - 13.08/ Le partenariat école-famille, ses bienfaits et ses limites](#)
- ❖ HOUSSEONLOGE D., *Les risques de l'hyper-parentalité : être parent, mais jusqu'où ?*, analyse UFAPEC n°19.15, novembre 2015, [Ufapec - 19.15/ Les risques de l'hyperparentalité : être parent, mais jusqu'où ?](#)
- ❖ HOUSSEONLOGE D. et PIERARD A., *L'école en temps de Covid : un laboratoire de la motivation*, analyse UFAPEC n°14.20, décembre 2020, [Ufapec - 14.20/ L'école en temps de Covid : un laboratoire de la motivation](#)
- ❖ HUBIEN B., *Entre école et famille : les enfants dans le rapport d'autorité*, analyse UFAPEC n°17.11, 2011, [Ufapec - 17.11/ Entre école et famille : les enfants dans le rapport d'autorité](#)
- ❖ LORIER B., *Le parent envahisseur à l'école, reflet de notre société individualiste ?*, analyse UFAPEC n°21.18, novembre 2018, [Ufapec - 21.18/ Le parent envahisseur à l'école, reflet de notre société individualiste ?](#)
- ❖ LORIER B., *L'implication des parents à l'école permet-elle d'agir sur le climat scolaire ?*, analyse UFAPEC n°10.20, 2020, [Ufapec - 10.20/ L'implication des parents à l'école permet-elle d'agir sur le climat scolaire?](#)

Tous les liens internet ont été vérifiés le 20 décembre 2021.

Annexes

1. Entretien du 10 novembre 2021 avec Vincent, directeur d'une école primaire spécialisée en région liégeoise

L'école accueille 90 élèves des types 1 (retard mental léger), 2 (retard mental léger modéré ou sévère) et 8 (troubles des apprentissages). Beaucoup d'enfants sont issus de milieux précarisés.

Dans votre école, qui gère les contacts avec les familles ?

Pour ce qui est des contacts avec les familles, en tant que directeur je fais les inscriptions et l'assistante sociale assure le suivi en cours d'année.

Et qui gère les conflits avec les familles ?

C'est également moi. Les « parents fâchés », c'est pour moi !

Quelle est votre formation ?

Je suis instituteur primaire. Après un an dans l'ordinaire, je suis arrivé ici et j'ai tout de suite accroché découvrant une école accueillante, familiale et proche des élèves. C'est ma 13^e année en tant que directeur dans l'école.

Comment définiriez-vous les radicalités parentales ?

Pour moi dans les radicalités, on fait passer l'intérêt individuel avant le collectif. C'est l'inverse de ce que l'on essaie de faire à l'école. Au niveau de l'association de parents, c'est pareil, on insiste sur le fait que les parents sont là pour défendre l'intérêt collectif et pas pour y discuter de situations personnelles. Je suis là aussi pour parler de situations personnelles avec les familles mais pas à ce moment-là. Idem, lors des réunions de début d'année avec les parents où l'on présente le projet de la classe, j'insiste pour que l'on prenne rendez-vous pour aborder les problèmes individuels

Voyez-vous une évolution des comportements et positionnements radicaux des parents ?

Avec mon équipe éducative, on ne voit pas vraiment d'évolution par rapport aux parents radicaux ou revendicateurs même si chaque année, nous avons des parents que l'on peut catégoriser comme tels mais cela représente environ deux familles par an donc ce n'est pas énorme.

Chez nous, c'est plutôt par rapport aux aménagements raisonnables que nous remarquons des comportements radicaux. En effet, dans l'enseignement spécialisé, ces aménagements raisonnables vont être mis en œuvre, cela va de soi, mais il y a des parents qui ont des revendications parfois très fortes. Une famille demandait un programme individuel pour son enfant pour qu'il ne soit pas brusqué, mais libre de faire ce qu'il veut : manger quand il en a envie et ce qu'il a envie, aller aux activités comme la

gym lorsqu'il en a envie. Cela devenait compliqué à gérer pour l'école. Les parents se basaient sur le vécu en famille, le stress de l'enfant au retour de l'école. On peut contrecarrer ça en discutant avec les familles, pas en se braquant et en restant sur ses positions. C'est la difficulté face à des parents radicaux, c'est que l'équipe se braque. L'avantage dans l'enseignement spécialisé, c'est qu'on peut travailler ça en équipe pluridisciplinaire, instituts et équipe paramédicale. Lorsqu'on rencontre les parents, c'est au minimum avec l'institut, la logopède, la kiné. On écoute le vécu des parents, le vécu de l'équipe et puis on se met un objectif vers lequel on veut tendre en expliquant que si on oblige l'enfant à faire quelque chose c'est pour lui permettre d'aller dans une direction qui va le faire évoluer. Ce n'est pas toujours évident. Malgré ce travail avec les familles, il peut y avoir des départs. Une famille est partie parce que selon elle, on voulait trop apprendre à l'enfant au niveau de l'autonomie, la socialisation, les règles de vie comme manger en même temps que les autres. On fait régulièrement appel au centre PMS qui va trianguler, rencontrer les familles, nous expliquer la situation et pourquoi les familles sont dans cette douleur-là. Pour les familles, parfois, c'est très compliqué et c'est ce que j'essaie de rappeler à l'équipe : nous on ne vit pas 24h sur 24h avec l'enfant. Ce n'est pas nous qui subissons les crises, ce sont les parents. Nous ne sommes pas là pour qu'un enfant rentre malheureux à la maison, mais nous sommes là pour jouer un rôle éducatif et d'apprentissage. Donc il faut toujours essayer de trouver la bonne direction pour l'enfant pour qu'il soit le mieux possible. Dans ce cas-ci, une des difficultés était que l'enfant devenait obèse parce qu'il mangeait à n'importe quel moment de la journée et mal. Les parents maternaient encore beaucoup l'enfant. Ils le voyaient encore comme un petit bébé et avaient du mal à le voir grandir. Notre objectif c'est aussi de permettre à l'enfant d'intégrer plus tard une structure et cela doit se travailler le plus tôt possible.

Pour un autre enfant, j'ai dû mettre le stop. Il y avait beaucoup de mots des parents dans le journal de classe. L'enfant ne voulait plus aller à la gym, à l'hippothérapie, à la piscine, en sorties pédagogiques parce que cela le stressait. On a réussi à négocier certaines choses avec la famille. Le retour à la piscine, ça a d'abord été sur l'escalier puis dans l'eau petit à petit avec quelques jeux en autorisant la famille à venir voir en regardant depuis la cafétéria. L'enfant a évolué et est toujours scolarisé aujourd'hui. Dans ces situations, il ne faut pas attendre qu'il y ait une crise pour rencontrer les familles. C'est alors un conseil de classe d'urgence, une sorte de grand-messe où tout le monde est présent et ce n'est pas le plus opportun. De plus en plus, on rencontre les familles avec la présence du centre PMS en fonction d'un calendrier : on se voit tous les mois ou toutes les 6 semaines et à l'issue de chaque réunion, il y a un rapport qui est fait et que les parents signent pour accord. A chaque début de réunion, on peut repartir du rapport, voir comment ça s'est passé par rapport à ce qu'on avait mis en place.

Quand on arrive à faire ce travail en amont, souvent ça se passe bien. Parfois, c'est un travail qui dure sur deux années. On fait aussi ce travail de prévention avec des parents qui ne sont pas radicaux. On a par exemple une famille qui avait adopté un enfant qui faisait beaucoup de crises à n'importe quel moment, qui avait des troubles de l'attachement. Il pouvait retourner mon bureau et il fallait presque le contentionner⁵³. Lorsque la crise était passée, la relation était bonne. On a vu les parents à plusieurs reprises avec ou sans le PMS qui est là aussi pour trouver des structures d'aides

⁵³ Il s'agit d'immobiliser un patient ou une personne dans le but d'assurer sa sécurité ou celle d'autrui.

extérieures pour accueillir l'enfant. On est allé jusqu'à permettre à la famille de cheminer et faire le choix de l'internat en secondaire et ça se passe bien. Le jeune est content de retourner en famille et fait beaucoup moins de crises.

On a beaucoup moins de radicalités parentales dans les milieux précarisés. Ils font confiance à l'école ou suivent moins leur enfant. A contrario, ces parents démarrent au quart de tour et vont plus vite débarquer pour des problèmes notamment de violence dont leur enfant est victime. En discutant avec eux, en leur montrant que l'enfant est aussi impliqué dans la situation, qu'il vit peut-être des choses compliquées en dehors de l'école, que nous avons géré la situation, ils s'apaisent. Quand je travaille après 16 h, j'évite de décrocher le téléphone. Il y a des fonctionnements de familles où on va demander à l'enfant « Qu'est-ce qui s'est encore passé à l'école ? » et l'enfant est obligé de raconter quelque chose de négatif sinon la famille peut être déçue. Alors le téléphone sonne, une fois, deux fois et j'ai compris. Une fois sur deux, quand je rappelle le lendemain, les parents sont apaisés et ils comprennent ce qu'on fait pour leur enfant. On essaie de leur apprendre à communiquer avec l'école autrement qu'en étant fâchés ou pour se plaindre. On leur propose de se rencontrer et de parler positivement de l'enfant. Des fois c'est lourd quand on se fait engueuler par des parents, mais il ne faut pas rentrer dans le conflit en disant « votre enfant fait ça, ça, ça » sinon c'est l'escalade. Parfois aussi, ça peut être violent. Les élèves ont déjà été inquiets et se sont demandés si on n'allait pas me casser la figure. Pour nous aider à gérer ça, il y a de l'intervision entre directions et des formations propres à l'enseignement spécialisé organisées par le SeGEC (Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique) comme du coaching, des formations sur la violence (entre enfants, avec les familles, dans l'équipe), sur comment mieux communiquer avec les familles. L'école va suivre aussi une formation à la communication non violente en année 4 de notre plan de pilotage.

Nous avons aussi des parents forts investis dans la scolarité de leur enfants dont certains sont revendicateurs. Ils veulent le meilleur pour leur enfant même si ce n'est pas toujours réaliste. Cela les amène à changer leur enfant d'école si ce que nous leur disons n'est pas ce qu'ils espèrent pour leur enfant. Une élève nous a quitté pour aller dans l'ordinaire parce que la maman veut qu'elle obtienne le CEB. Mais la nouvelle école lui a confirmé que ce n'était pas envisageable. Nous avons surtout des parents qui ont des espoirs, des attentes démesurées pour leur enfant. Il y a, et on le comprend, une difficulté à accepter les limites de l'enfant. Parfois, rien que le fait d'expliquer les choses aux parents suffit. Par exemple, des parents se sont plaints que leur fille avait un devoir beaucoup trop facile. On leur a montré qu'elle avait du mal à faire des tâches équivalentes et que l'objectif était de la rassurer pour qu'elle garde confiance en elle. Les parents ont compris puis avant de nous quitter ont demandé si l'école organisait des cours d'anglais et néerlandais... Là, on se dit que le travail n'est pas fini !

On a aussi quelques parents qui ont des revendications pédagogiques pour leur enfant. Et je constate quand-même que pour ces parents radicaux, il leur faudrait une école rien que pour leur enfant. Il y a quelques années, des parents voulaient absolument que leur enfant utilise la tablette à l'école sans laisser le temps à l'équipe de se former et ils voulaient que l'école offre cette tablette. Quand on voit l'essor des écoles privées, c'est que l'enseignement ne correspond plus aux attentes des parents. Mais un professeur pour 4 élèves, ce n'est pas possible dans l'enseignement subventionné. Ces parents ne veulent plus du collectif mais une école qui répond aux besoins individuels de leur enfant.

J'ai rencontré aussi des parents avec des revendications voire de l'intrusion pédagogique dans l'association de parents et ça a coincé. Ce n'est pas le rôle de l'AP et ça a capoté.

En quoi les radicalités parentales ont-elles un impact sur la vie scolaire ?

Ça peut par exemple mettre en retard une classe. Un parent qui débarque en début de journée pour se plaindre de quelque chose ou pour régler un conflit ; ça peut entraver éventuellement le fonctionnement de l'équipe. Quand la radicalité devient du harcèlement ou est vécue comme telle par l'équipe, là il y a une forme de braquage de part et d'autre et cela devient vraiment compliqué de dénouer les choses. Quand on se braque, ça crée aussi un malaise et de l'incompréhension dans l'équipe et les émotions se répercutent sur le suivi de l'élève. Parfois malgré un travail colossal et un contrat avec les parents, de suite après ils peuvent dire niet. J'ai dû aller jusqu'à interdire l'enceinte de l'école aux parents. Ils normalisaient ses problèmes de comportement : « c'est normal qu'il crache par terre, il a un rhume ». L'enfant avait été diagnostiqué psychotique dans son suivi hospitalier, les parents avaient accepté une médication et ça se passait mieux puis ils l'ont refusée parce que, soit disant, il était devenu allergique au lactose et à côté de ça, il mangeait des « kinderbueno ». C'était très dur à vivre pour l'enseignante qui m'a dit « c'est eux ou c'est moi ». J'ai été à la limite de déposer plainte, c'était un enfer. Cela génère beaucoup de stress et d'énergie pour l'équipe aussi et ça a été un gros soulagement quand les parents ont changé l'enfant d'école. C'était déjà leur cinquième école avec dépôt de plainte de presque toutes les écoles.

Est-ce que le monde scolaire est la norme face à laquelle il faut situer les comportements et positionnements des parents comme radicaux ou non ?

Oui même parfois dans notre école. On a eu le cas avec une famille issue du milieu forain par exemple. Cette famille avait très fort l'esprit de famille. Il y avait déjà eu beaucoup d'absentéisme scolaire avec un placement temporaire des enfants en internat. Mais le SAJ (Service d'Aide à la Jeunesse) ou le SPJ (Service de la Protection de la Jeunesse), ces parents n'en n'ont rien à caler. Je ne peux pas dire qu'ils n'ont aucun respect pour les structures, avec moi, ça se passe souvent bien mais ils sont en décalage. J'essaie de leur expliquer sans arrêt que c'est important que l'enfant soit scolarisé mais ça rentre par une oreille et ça ressort par l'autre. Pour eux, c'est plus important de vivre en famille ou d'aller monter la foire que d'aller à l'école. On a connu ça anciennement dans le milieu agricole, c'était plus important de faire les moissons que d'aller à l'école. C'est vrai que le projet scolaire ne les intéresse pas toujours. C'est très compliqué de mettre en place des activités manuelles qui seraient en amont de ce qu'ils pourraient faire plus tard et notamment en secondaire. A l'école, on peut facilement mettre en place un potager, des activités d'extérieur, des activités de bricolage mais ça ne les concerne pas toujours. C'est pour ça qu'on essaie de plus en plus de fonctionner à la carte. Par exemple, on a un élève qui a des troubles de l'attachement et qui aime suivre mon collègue pour faire des travaux de bricolage. Ici, on a une accroche, un enseignant qui chipote là-dedans. Pour les enfants de forains, si on pouvait faire des activités d'électricité ou de soudure qui vont leur servir à réparer leur manège, ce serait top mais on ne sait pas fonctionner ainsi. Pour cette famille foraine, les maths c'est important pour savoir calculer mais pas le français ou les langues.



Eux, comme beaucoup d'autres parents de l'école, ne voient pas l'utilité de l'école. Le gros travail c'est de l'expliquer aux familles. Notre chance c'est que 90 % de nos élèves sont heureux de venir à l'école. Ils sont contents de voir la rentrée scolaire arriver. Certains enfants demandent à leurs parents de les préparer pour l'école. Ce sont eux qui font lever les parents. Beaucoup de ces familles sont en guerre contre les institutions qu'ils côtoient. Pas l'école mais des services d'aide comme le CPAS.

Mon rôle est aussi de leur signifier les excès de leur enfant, comme taguer une classe à la bombe, et de faire le recadrage nécessaire grâce à un suivi tout au long de l'année.

Comment l'école peut-elle assurer et maintenir des conditions favorables au vivre ensemble ? Selon vous, quelles sont les pistes à explorer pour une meilleure relation école-familles ? Quel rôle peut jouer l'association de parents ?

On a déjà évoqué les formations.

Dans notre plan de pilotage, on a travaillé sur comment améliorer la collaboration avec les partenaires. Au niveau des enfants, après chaque conseil de classe, je vois chaque élève pour leur faire un rapport et qu'il sache quel objectif on travaille. Les enseignants, eux, rencontrent les parents. Ce qui marche aussi c'est de rassurer les parents, leur dire que leur enfant est génial.

Quand on a des familles qui ne parlent pas français, on essaie de trouver un interprète via le PMS ou des associations. On a de plus en plus de primo-arrivants comme des Syriens et je suis quand-même étonné, les enfants sont souvent porteurs de handicaps avec des difficultés intellectuelles. Parfois, on ne connaît rien de leur vécu avant d'arriver en Belgique et c'est un peu compliqué.

On accompagne aussi les parents pour le passage de l'élève en secondaire. On les voit en janvier pour leur parler de l'orientation pour ne pas qu'ils soient pris au dépourvu en juin. On va visiter les écoles avec certaines familles.

Pour resserrer les liens avec les familles, on projette aussi d'organiser des journées événements : goûter de classe, journée nature, journée sportive, une marche parrainée, café des parents. Le centre PMS a déjà essayé mais ça a été très compliqué. Certains parents travaillent et d'autres ont des difficultés à venir à l'école que ce soit en journée ou en soirée. C'est une des difficultés de l'enseignement spécialisé : on n'est pas proche géographiquement des parents. Les élèves viennent de 15-20 km à la ronde et 90 % arrivent en transport scolaire. Donc une de nos missions est de trouver le moyen de faire venir les parents à l'école.



2. Entretien du 24 novembre 2021 avec Bruno, directeur, et Caroline, présidente de l'association de parents d'une école fondamentale de la région liégeoise à encadrement différencié

Présentation

Dans cette école, Bruno est directeur.

Caroline est présidente de l'association de parents qui s'est récréée il y a quatre ans avec le soutien du directeur. Bruno avait connu une association de parents dynamique dans l'école quand il était jeune instituteur : « c'était un plaisir de rencontrer des parents dans un autre contexte. Ces parents étaient aussi investis dans le quartier. C'était un plus. »

Pouvez-vous nous parler un peu de votre école ?

Nous accueillons environ 250 enfants et c'est une école fondamentale d'encadrement différencié classe 2 (l'encadrement différencié allant de 1 (l'indice socio-économique le plus faible) à 20 (l'indice socio-économique le plus élevé)). Nous accueillons des familles belges comme des familles de nombreuses nationalités. L'école est implantée dans un quartier défavorisé et il y a peu de nos parents qui travaillent et disposent d'un diplôme ou d'un diplôme reconnu en Belgique. Vu notre population, la communication écrite avec les familles est très difficile. On peut estimer que seulement 30 % des parents parlent français quelle que soit leur nationalité et savent lire un courrier A4 c'est-à-dire 30 % qui ont compris la majorité des informations et qui peuvent y réagir. Donc quand on diffuse des documents comme les circulaires covid en ce moment, ce n'est pas compris. Un certain nombre de parents est donc mal informé. Dès qu'il le peut, l'enfant devient le traducteur ou le représentant de la famille. On mise sur l'enfant pour aider à la communication avec les familles. Et on ne parle même pas de la communication numérique. Comme Caroline l'explique, les échanges par mail ne sont pas efficaces dans l'AP parce que certains parents ne les maîtrisent pas ou ne sont pas à l'aise avec. Tout le comité de l'AP sait lire l'info mais certains seront plus à l'aise pour réagir et discuter par mail alors que d'autres ne seront pas compétents ou à l'aise pour y répondre. Par contre se réunir en visio est impensable, c'est trop complexe pour certains.

Grâce à l'AP, l'école peut organiser des activités extra-scolaires en plus (brocante, cortège de carnaval, ...).

La scolarité c'est coûteux pour ces familles, on ne peut pas parler de gratuité de l'enseignement. C'est pourquoi, l'école applique rigoureusement la gratuité en maternelle et en primaire en ce qui concerne les fournitures scolaires. Elle limite les frais pour les sorties également et prend en charge une grande partie des coûts. L'AP permet aussi de tisser des liens entre l'école et la famille. Enfin, l'AP est partie prenante du COPA (Conseil de participation) où nous voulons développer une réflexion sur les choix ou les nouveautés pédagogiques.

Depuis le Covid, la communication n'est plus la même avec les familles, les parents doivent rester à la barrière et les contacts sont plus restreints.

Comment définiriez-vous les radicalités parentales ?

Pour nous, « radicalité » est très connoté religieux ou extrémisme. Dans l'école, on parlerait plutôt de parents revendicateurs. Nous préférons parler de « positions radicales ».

Au niveau religieux, les deux pierres d'achoppement c'est au niveau de l'alimentation et c'est vite réglé en proposant aussi une nourriture végé ou halal, et au niveau des voyages scolaires pour les filles. Là, les parents sont plus fermés : les garçons peuvent partir, mais surtout pas les filles. Là, ce sont des positions radicales ou fermées malgré toute l'énergie que cela nous demande. On a beau les rassurer en leur expliquant que les filles restent entre filles, que les chambres et les sanitaires sont séparés, cela ne suffit pas. Et plus l'enfant grandit, plus c'est compliqué pour la famille de le laisser partir. Pour essayer qu'un maximum d'enfants partent, on essaie d'augmenter au maximum les expériences positives lors des excursions d'un jour et en organisant des voyages scolaires pour tous les cycles du primaire. Les parents ont besoin d'expériences positives pour être rassurés. D'autres familles ne veulent pas laisser partir l'enfant pour des raisons non-religieuses, elles sont inquiètes, ne se sont jamais séparées de lui et ça leur fait peur. Cela peut aussi créer des tensions si le quota d'enfants inscrits dans la classe ne permet pas d'organiser le voyage. C'est très variable d'une année, d'un groupe à l'autre. Parfois seulement 50 % sont favorables au voyage, parfois 80 % adhèrent d'emblée.

On a aussi des radicalités en dehors de l'appartenance religieuse au niveau de l'alimentation. Par exemple l'école développe son projet « Eau », on ne boit que de l'eau en classe à l'école. Des familles ne sont pas d'accord avec ça et essaient de court-circuiter le choix de l'école. Elles remplissent par exemple les gourdes de sodas ou de grenadine.

Par contre, on a aussi des réactions radicales de familles belges par rapport à l'école qui s'adapte en proposant de la nourriture halal. L'école vendait des pâtes de plusieurs goûts et a ajouté des pâtes végétariennes pour des élèves musulmans ou a cuit des merguez sur un autre barbecue pour les familles musulmanes. D'autres parents sans pour autant être catholiques s'en sont offusqués ; c'était juste une façon de manifester leur racisme : « une école catholique n'a pas à tenir compte de parents d'une autre religion. S'ils ne sont pas contents qu'ils aillent ailleurs, ils ne sont pas chez eux ici. ». Il y a déjà eu des départs de familles pour ces raisons.

Des enfants, les plus grands, reproduisent les positions radicales de leurs parents, répètent les discours familiaux et peuvent être très durs entre eux : « toi t'es pas un bon, t'es pas de la bonne religion, t'as pas le droit de nommer le nom de Dieu » ; il y a des moqueries entre eux comme « le bonbon que tu viens d'avalier c'était avec de la gélatine et la gélatine c'est du porc ! »

Il y a aussi des faits de racismes entre différentes communautés. On fait l'hypothèse que certaines familles cherchent aussi dans « l'étranger » le bouc émissaire de leur malheur. Ils vivent dans un quart-monde social et culturel même si ces parents ont des compétences importantes notamment au niveau de la gestion d'un budget familial, de la débrouillardise pour économiser, du bricolage...). C'est le problème de l'entre-soi que l'on soit riche ou pauvre c'est pareil : il y a un manque d'échange de points de vues différents. Tout cela peut créer des tensions entre familles et entre enfants. C'est un gros travail pour l'école.

Il faut élever le débat avec les familles pour sortir du bon/mauvais, leur dire « tu te trompes sur cette famille, ce sont tes voisins, c'est la première qui va te tendre la main si tu es dans la difficulté », leur expliquer aussi que ces familles ont d'abord fait un choix d'école de proximité, elles ne sont pas toujours motorisées ou elles ont fait le choix de notre école parce que c'est une école ouverte à tous. On ne discrimine pas à l'inscription, on accueille tout le monde. Les familles viennent aussi par le bouche à oreille et parfois d'un peu plus loin. Le bouche à oreille se fait aussi par communautés. Pour des familles d'une certaine nationalité, c'est une force de se dire qu'ils ne seront pas seuls dans l'école et que l'école sait déjà accueillir des enfants d'une autre religion ou d'un autre pays. On a aussi des anciens élèves, souvent parents très jeunes, d'une vingtaine d'années qui emménagent dans le quartier parce qu'ils ont fait le choix de mettre leur enfant dans l'école qu'ils ont connue même si ça n'a pas été une expérience très positive. Ils reviennent à leurs repères, leurs racines en espérant toujours le mieux pour leur enfant : « Moi, Monsieur, j'ai pas toujours bien étudié mais j'ai envie que mon enfant réussisse. » Et ils font confiance aux enseignants qu'ils ont connus, demandent s'ils sont toujours dans l'école.

On a aussi une grande mouvance dans notre population scolaire : en moyenne 15 % des familles quittent en cours d'année. Quand on a moins de mouvance et donc plus de stabilité, on remarque que c'est plus facile pour organiser les classes et un parcours scolaire plutôt que d'accueillir un enfant en janvier ou en mars. La première raison du départ, c'est le déménagement : des familles quittent un logement insalubre parce que ce n'est plus possible ou d'autres qui sont en attente d'un logement via le CPAS vont habiter dans une autre commune parfois éloignée pour avoir un logement décent. Il y a aussi les séparations ou changements de droit de garde de l'enfant. Il y a aussi des familles qui achètent une maison ou font construire sur les hauteurs de la commune et qui vont dans une école moins précarisée. On aimerait que ces familles restent pour la mixité sociale de l'école mais on peut comprendre leur choix. D'autres familles plus aisées s'installent dans le quartier parce que les maisons y sont bon marché mais font le choix de mettre leurs enfants ailleurs. L'état du quartier joue beaucoup sur la population scolaire même si la commune essaie d'améliorer les choses en termes d'infrastructures, aménagement de la gare, du tram, de logements sociaux. Ce serait bien que le quartier retrouve une certaine qualité de vie pour les habitants et pour la mixité sociale.

Voyez-vous une évolution des comportements et positionnements radicaux des parents ?

En vingt ans de carrière nous dit Bruno, je vois peut-être plus de tensions entre les êtres humains, on laisse passer moins de choses. La vie est plus difficile. Je vois que le niveau scolaire baisse. On sent une évolution et les enseignants doivent encore plus s'adapter, encore plus être assistants sociaux. Certains me disent, on ne doit pas faire de l'assistantat. En maternelle par exemple, des enfants n'ont pas de vêtements de rechange, l'école en met à la disposition avec l'étiquette de l'école mais les vêtements ne reviennent jamais, ni dans un sac ni sur l'enfant. Par rapport aux documents à compléter, au talon d'absence, les enseignants vont jusqu'à compléter et découper à la place des familles sinon ce n'est pas fait. C'est là que naît l'ambiguïté : pourquoi ne rentrent-ils pas les documents, le matériel ? Et je pense que dans beaucoup d'écoles c'est comme ça. Le lundi arrive et les documents ne sont pas rentrés. Pour moi, c'est vrai que dans ces circonstances, il faut que l'école aide ou assiste les familles. Entre l'école et les familles, il



y a l'enfant et, si ça peut donner un gain pour le bien-être de l'enfant et le faire avancer, faisons-le ! Mais je sens aussi que les enseignants s'usent. Être enseignant en encadrement différencié classe 2, c'est usant. Il faut vraiment une grande capacité d'adaptabilité pour rester. L'institut, qui veut absolument enseigner comme il y a dix ans, craque. Attention, on ne parle pas de nivellement par le bas. Il faut trouver des moyens de s'adapter. En maternelle et première primaire, on développe des classes flexibles : les instituteurs se sont dit « on doit absolument augmenter le bien-être des enfants à l'école ». Les sanitaires doivent être propres, dans les classes, on a des enfants qui ont la bougeotte, d'autres qui ont un niveau de concentration très réduit, d'autres qui ont besoin d'autres enfants pour apprendre.

Dans ces classes, cela fonctionne très bien mais quelle énergie déployée ! Ces enseignantes sont hyper motivées mais usées et sur les rotules le vendredi après-midi. Elles croient en l'enfant et dans ses possibilités d'évoluer et ça marche. Pour ça, il faut aussi que l'école mette les moyens et les moyens, nous les recevons.

En quoi les radicalités parentales ont-elles un impact sur la vie scolaire ?

C'est vrai que c'est épuisant de revenir chaque fois avec beaucoup d'arguments pour expliquer l'intérêt des séjours scolaires, par exemple. Savoir si oui ou non l'enfant participe finalement est compliqué alors que c'est un projet qui doit être obligatoire. Et soyons clairs, dans notre établissement, ce n'est pas l'aspect financier qui bloque puisqu'il y a une aide de l'école. Ce sont des aspects religieux mais aussi des tas d'autres motifs comme « mon enfant ne délogera pas du domicile familial » qui ne permettent pas d'avancer. C'est épuisant pour les enseignants comme pour la direction.

Cela entraîne aussi des tensions dans les classes où les enfants ont bien compris que si on ne partait pas en classes de neige, c'est parce qu'il y avait deux ou trois familles qui bloquaient. Il peut y avoir des tensions entre élèves, certains rejettent la faute sur l'un ou l'autre qui ne fait que subir l'interdit familial. Parmi les adultes et les enseignants, ces radicalités peuvent aussi créer des tensions. Ils ont aussi leurs valeurs et doivent toujours plus s'adapter. Parfois, on aimerait que le thème de la fête de l'école ce soit « blanc bleu belge », la Belgique où on mange aussi du cochon. On a des instituteurs usés de toujours chercher de quoi satisfaire tout le monde. Entre parents aussi, cela peut créer des tensions bien entendu, on a déjà évoqué les faits de racismes.

Caroline explique que les tensions peuvent aussi revenir jusqu'à l'AP, les questions d'alimentation par exemple. L'AP ressent aussi que certains parents essaient de l'influencer et de l'utiliser pour porter des messages racistes ou intolérants : « on les reballe et on leur dit que ce n'est pas notre rôle ».

Pour la question des voyages scolaires, on essaie aussi de repapoter avec les parents pour leur expliquer l'intérêt du voyage pour leur enfant, sa classe. On vient avec un discours de parent à parent pour leur expliquer que nous partageons leurs craintes face aux risques possibles, on a encore tous en tête les accidents de car de ces dernières années et que c'est normal d'avoir des appréhensions. Mais on leur dit aussi qu'à un moment, il faut faire confiance et qu'il y a dans l'école une équipe expérimentée et hyper-attentive pour les voyages, qu'il y a un encadrement sérieux. On essaie vraiment de rassurer les parents.

Est-ce que le monde scolaire est la norme face à laquelle il faut situer les comportements et positionnements des parents comme radicaux ou non ?

La direction : je pense que l'école s'adapte énormément aux modes de vie, aux valeurs des familles. On ne peut pas dire qu'on n'impose rien parce qu'il faut pouvoir fonctionner mais des mamans viennent à l'école voilées parfois en burka, d'autres parents viennent conduire leur enfant en pyjama, en « slaches »; personnellement, je n'oserais pas sortir en pyjama mais à l'école, on l'accepte. C'est quoi la norme ? Les vêtements, la couleur des cheveux, les piercings ?

La direction nous explique : je peux être à l'écoute de beaucoup de choses venant des parents pour autant que le fond et la forme y soient. À côté de cela, il faut aussi prendre en compte le système scolaire qui est là. Par rapport à la ponctualité le matin, l'être humain a besoin de reconnaissance que ce soit les parents ou les enseignants. Pour les arrivées tardives par exemple, l'enseignant peut être compréhensif si c'est occasionnel mais si c'est quotidien, il y a un ras-le-bol. « Je reconnais tes valeurs mais reconnais aussi mon travail ». C'est du win-win.

A côté de cela, on s'adapte aussi pour les horaires. Oui, il y a aussi une heure pour repartir de l'école. En principe la garderie, c'est quand l'enfant est inscrit parce que les deux parents travaillent mais une demi-heure après la fin des cours, il y a encore quarante enfants à l'école dont vingt-cinq qui n'ont rien à y faire. On va dire que 70 % des parents concernés n'ont pas de raison professionnelle ou ne peuvent pas justifier d'un travail. Et qu'est-ce que c'est dix, vingt ou trente minutes de retard ? Rien dans certaines cultures familiales.

Il y a aussi des parents qui à ce moment-là ne sont pas en état de reprendre leur enfant, ils sont sur leur planète et dans ces conditions, les enfants sont mieux à l'école. Qu'est-ce qu'on fait ? J'appelle la police ? Non. Je dois assurer la sécurité des enfants et quarante c'est trop pour une seule personne. Ai-je les moyens financiers ? Oui ! Donc, j'engage du personnel pour s'occuper aussi de ces enfants-là.

On a des familles très diversifiées et en vingt ans, on a une évolution énorme, alcool, drogue, cela a explosé. Après vingt ans de carrière, on le voit, certaines familles consomment mais pour moi, l'important c'est que l'enfant soit à l'école. Le rappel à la règle me revient et me prend une énergie folle. A 17h30, le parent doit avoir repris son enfant. Je prends mon téléphone pour l'expliquer aux parents : « Voilà Madame, essayez de venir rechercher votre enfant à telle heure parce qu'ils sont trop nombreux ou parce que l'école ferme ». Et ça les parents peuvent le comprendre mais ça ne tient pas sur la durée ; l'effort est fait pour quelques semaines et puis on récidive.

Les situations de précarité augmentent énormément et de nouveau l'école s'adapte. On aide certaines familles en difficulté et qui nous informent, en offrant un sandwich à l'enfant mais à côté de cela, il y a des tas d'autres enfants qui viennent sans repas et sans argent et ce jour-là, on leur offre aussi un sandwich. L'argent viendra ou pas après, l'essentiel c'est que l'élève ait à manger à midi et on prend dans le budget qui sert aussi à ça.

Comment l'école peut-elle assurer et maintenir des conditions favorables au vivre ensemble ?

D'abord en montrant, explicitant certaines choses qui peuvent nous paraître à nous basiques. Depuis deux ans avec la plate-forme numérique Klassly⁵⁴ une sorte de « Facebook pédagogique », je vois qu'on gagne en termes de visibilité, grâce à des petites vidéos réalisées par des enseignantes qui montrent certaines activités, certaines façons de faire et de travailler en classe où les parents peuvent liker, mettre un petit commentaire. Grâce à l'image, puisque beaucoup de familles ne maîtrisent pas le français et l'écrit, elles découvrent tout ce qui est mis en œuvre à l'école, que ce n'est pas juste du gardiennage. On découvre que certains parents ne savaient pas certaines choses qui paraissent évidentes pour l'école et qu'ils essaient de le faire après en avoir pris connaissance par la vidéo. Par exemple, en maternelle, l'institutrice fait un boulot formidable pour amener les enfants à être propres (ne plus mettre de linge). Le fait que les parents voient les vidéos les aident à accompagner leur enfant dans cet apprentissage à la maison. Ce qui est fou c'est qu'au départ ces vidéos étaient faites pour les absents, notamment avec la crise sanitaire. Quand on a une absence de dix jours, les enseignantes, et c'est une grande chance, cherchent à accompagner la famille pour qu'elles soient au courant de ce qui s'est fait en classe et puis dans les faits, ces petites séquences concrètes et pratiques servent pour toutes les familles pour mieux comprendre le fonctionnement de la classe, pour voir ce qui s'y vit.

Un autre exemple, on a accompagné un élève et sa maman en famille mono-parentale pour que l'enfant qui avait la phobie de l'eau arrive à prendre une douche ou un bain. La phobie venait de la maman. Il y avait des peurs. Une assistante sociale qui accompagnait la famille à la maison ne parvenait pas à l'aider à sortir de cette phobie. La maman a accepté l'aide de l'école et on l'a invitée à venir. En présence de la maman, petit à petit, l'enseignante de maternelle a permis à l'enfant de se familiariser à l'eau ; il a commencé à se laver avec une petite bassine puis a finalement pris une douche à l'école et la maman a dit « waouh ». Voilà un exemple d'aide précieuse pour les familles qui aident au vivre ensemble même si on sort complètement du cadre scolaire.

L'important c'est d'aider l'enfant à grandir et s'intégrer alors si on peut le faire, pourquoi pas ? Quand le problème est identifié à la racine, on décoince des situations. Le tout, c'est d'amener les parents à pouvoir l'exprimer. Pour le vivre ensemble, on en a parlé avec M. le Curé qui met une belle dynamique avec la pastorale scolaire. Pour nous, le vivre ensemble c'est ce que nous avons envie de transmettre avant toutes les autres matières comme les math ou le français. Si on n'a pas une école où le vivre ensemble est présent avec de la bienveillance, de la tolérance, on a beau faire les plus belles activités pédagogiques, ça n'ira pas. Mettre le vivre ensemble au centre de nos préoccupations est vraiment important, encore plus aujourd'hui avec toutes les tensions que l'on connaît et si les enfants pouvaient comprendre ça, on serait vraiment très heureux.

⁵⁴ [Klassly](https://www.klassly.com) est un réseau social dédié aux écoles maternelles et primaires pour faciliter la communication entre parents et enseignants. La fonctionnalité de traduction automatique de l'interface et des messages en une centaine de langues le rend particulièrement apprécié dans les écoles où les parents ne lisent pas le français, et permet de les inclure dans l'éducation de leur enfant. Source : [ludomag.com](https://www.ludomag.com) - [klassly](https://www.klassly.com)

Caroline ajoute que son choix d'école pour éduquer ses enfants à la diversité socio-culturelle est souvent incompris de ses connaissances : « qu'est-ce que tu fous avec tes enfants dans une école pareille, tu massacres l'avenir de tes enfants, ils ne seront jamais prêts pour l'université. Il faut être complètement fou pour faire ça ! » Or, moi, c'est ce que je vise le vivre ensemble, l'ouverture, la capacité à apprendre et à coopérer plutôt que l'élitisme où on va être les meilleurs dans telle ou telle matière. De par mon métier en éducation à l'environnement où je côtoie beaucoup d'écoles, je ne vois pas partout cette dynamique. Par rapport à ce qui attend nos enfants, c'est cette maîtrise-là qu'ils doivent avoir, cette capacité à affronter des crises ensemble, à être plus forts pour dépasser les épreuves parce qu'on sait coopérer. Ma fille est passée en secondaire et c'est l'inverse : si tu ne participes pas à la renommée et au prestige de l'école, va dans le technique et professionnel ! ». On a reçu un courrier de son école pour nous féliciter parce qu'elle rehaussait le niveau vu ses bonnes notes.

Pour Bruno, sa motivation est de pouvoir faire bouger les choses, de permettre à des enfants de s'en sortir parce que l'école joue vraiment son rôle d'ascenseur social même si on sait qu'on ne peut pas le faire pour tous les élèves et que l'école ne fait pas à elle seule tout le boulot : « quand je vais remplacer un enseignant dans une classe quelques heures, quand je vois l'intérêt et la motivation des élèves, quel bonheur ! On a de belles missions à remplir et c'est ça qui me donne envie de me lever le matin.

***Selon vous, quelles sont les pistes à explorer pour une meilleure relation école-familles ?
Selon vous, quel rôle peut jouer l'AP pour prévenir et gérer ce genre de tensions entre l'école et les parents concernés ?***

Les événements où l'enfant est « mis en scène » et donc joue un rôle positif comme jouer dans un petit spectacle, chanter au concert de Noël dans l'église font venir les parents à l'école. L'association de parents privilégie des buffets « saveurs du monde » où chaque famille est invitée à apporter un plat. Ces repas permettent plus de rencontres et d'accueillir toutes les familles dans leur diversité. Là les familles sont preneuses parce que tout à coup, on les reconnaît dans leur différence et on reconnaît leur origine. On ne leur demande pas de rentrer dans le « carré » de l'école, mais on reconnaît leurs « rondeurs »⁵⁵. Elles sont très fières de pouvoir offrir quelque chose à l'école. On voit que des parents curieux et ouverts sur ça, échangent entre eux. C'est une porte d'entrée pour ces parents de pouvoir être accueillis et reconnus dans leur différence. En termes de partage dans l'école, c'est exceptionnel. Chaque semaine des parents amènent quelque chose dans le bureau de la direction par exemple. Que ce soit pour les anniversaires ou pour des goûters, c'est chaque fois des buffets extraordinaires. Chacun amène sa spécialité et fait de son mieux pour faire découvrir « ses richesses ». On participe à la fête de l'école.

C'est beaucoup plus difficile de faire venir les parents aux réunions de début d'année où on présente le projet pédagogique ou les nouveautés. Là, les parents sont peu partie prenante. Il y a un fossé énorme entre la présence des parents pour l'enfant élève et acteurs de ses apprentissages (10 %) et les fêtes de l'école avec l'enfant sur scène ou la participation à un buffet (90 %). On zappe les réunions « pédagogiques » d'autant plus qu'on ne se sent pas légitimes ou compétents.

⁵⁵ En référence à l'ouvrage et l'interview de Daniele Mouraux.



On remarque ça aussi dans les réactions aux publications : pour les posts sur les apprentissages ou des infos covid, peu de réactions. Pour les posts sur les anniversaires, il y a beaucoup de réactions positives : « on adore et merci aux enseignants ».

Cela se vit aussi même au sein de l'AP ; certains parents de milieux socio-culturellement moins favorisés se dévalorisent, ont peur et sont mal à l'aise de discuter avec des enseignants même lors d'activités conviviales. Quand Bruno invite l'AP à rester souper avec les profs après une fête d'école, certains refusent en disant : mais non, si je m'assieds à côté d'un prof, qu'est-ce que je vais pouvoir lui dire toute la soirée ? Je suis pas de leur monde, j'aurais peur de me ridiculiser, d'avoir l'air bête, de ne pas avoir de sujets de conversation. » Il y a cette barrière qui reste. On est très peu dans l'AP à se considérer sur le même pied : je suis une maman et elle une enseignante mais on est sur le même pied et on n'a pas à se sentir inférieur.

Tendre vers de la mixité sociale à l'école cela passe aussi par les familles qui se mélangent. C'est ça aussi le rôle de l'AP en étant présente le matin et le soir à la barrière, en soirée quand il y a des réunions en créant des liens avec des familles. La direction ou les enseignants ne savent pas jouer ce rôle-là. Il faut aussi une mixité dans l'AP pour faire des ponts. Caroline nous explique : moi, je suis plus proche du monde enseignant, et je peux aussi paraître décalée et faire peur à certains parents et je n'ose pas toujours aller vers les parents, mais je suis proche d'autres membres de l'AP qui eux sont connus et proches de nombreuses familles. Certains membres sont moins à l'aise pour aller vers la direction, mais par notre proximité, ils me relaient les choses et la communication se fait. C'est vraiment un double relais, ce sont des chainons...

Ce qui peut aider c'est de prendre appui sur des personnes qui sont des référents dans le quartier. Nous avons la chance d'avoir un surveillant qui commence à jouer ce rôle.

Accueil, ouverture, valorisation, bienveillance, ce ne sont pas des mots vains mais des mots qui permettent de faire grandir l'école.

Il a fallu aussi mettre l'équipe enseignante en confiance face à une AP dans l'école, lui faire comprendre que ce n'était pas un bureau des plaintes, mais que l'AP pouvait faire du bien à l'école. Caroline en tant que présidente de l'AP ne se sent pas toujours la bienvenue ou légitime face à des enseignants qui ont encore des appréhensions. Il y a quatre ans, l'équipe était favorable à la relance d'une AP pour autant que Caroline en prenne la présidence. En effet, l'équipe savait que Caroline irait dans le sens « enseignants » et éviterait que l'AP soit un bureau des plaintes qui ne ferait que mettre des bâtons dans les roues, bloquer les choses ou demander des comptes plutôt que d'apporter de l'aide à l'école. C'est à ça qu'il faut être attentif dans une AP.

3. Entretien du 3 décembre 2021 avec Evelyne, directrice d'une école secondaire en province du Hainaut

Je vais commencer en vous remerciant pour votre participation à l'enquête. Dans vos réponses, on remarque que vous êtes surtout confrontée à des comportements radicaux de parents concernant la pédagogie et la participation aux projets de l'école. C'est ce qui ressort le plus : des parents qui refusent que leur enfant participe aux séjours scolaires ou aux projets de classe, des parents qui se mêlent de la pédagogie et critiquent les méthodes des enseignants...

Oui, mais il y a un contexte qui veut cela. Effectivement, on a parfois des parents qui mettent un veto quand, par exemple, on dépasse la plage horaire de leur enfant ou des parents qui demandent des comptes, des justifications des raisons pour lesquelles le voyage ou l'activité est organisé. Mais il est vrai que ce n'est pas une majorité de parents. Comme on est quand même, au niveau du coût, à pouvoir le justifier, on a des mécanismes qui permettent aux parents de fractionner le paiement ou de pouvoir bénéficier d'un mécanisme de solidarité. On a de plus en plus de parents qui prennent un peu la place de l'enseignant en remettant parfois en cause les raisons pédagogiques pour lesquelles on organise les activités. Ça, c'est plus embêtant. Mais un parent qui remet en question le coût, on doit pouvoir se justifier. C'est normal, on doit pouvoir être vérifié dans ce qu'on fait. Par ailleurs, le parent n'a pas conscience qu'il y a des mécanismes qu'il faut qu'on ait vérifiés. Mais ça, on le fait de bonne grâce. C'est tout à fait normal d'avoir une transparence. Ce qui est un peu plus ennuyeux, c'est quand le parent vient donner des leçons à celui qui est en principe expert dans son domaine. Ça, c'est un peu plus ennuyeux et c'est parfois vexatoire pour les enseignants de recevoir des leçons de la part des parents. Cela arrive de plus en plus souvent.

C'est clair que l'école est en train de changer, les jeunes ne sont pas les mêmes qu'avant, mais tant mieux, c'est bien. Dans l'école primaire aussi il y a une évolution. On est davantage avec des enfants qui participent à la vie de l'école, qui ont leur mot à dire (à la maison, on sent que c'est le cas). On n'est plus dans un schéma parental ou sociétal où on dit à l'enfant ce qu'il doit faire et il le fait. Or, dans l'école secondaire, on a encore une partie des enseignants de ma génération qui ne voient pas les choses de cette manière-là et continuent à agir en classe avec une certaine autorité : « il faut mettre les mains sur les bancs », « il faut se taire quand je parle », « il faut écouter, faire les choses comme je l'ai demandé »... Je ne dis pas que l'école ne doit plus fonctionner comme cela mais à certains moments, cela ne marche plus très bien avec les élèves qu'on a. Donc, c'est vrai qu'on a de plus en plus de parents qui revendiquent des pédagogies actives, une autre manière d'enseigner. Il y a un petit décalage entre les souhaits de certains et la réalité de terrain.

Je dis souvent aux parents que c'est la réalité pour leur enfant mais qu'il y a 24 autres enfants dans la classe, qui viennent d'horizons très variés, qui ont eu des chemins fort différents. Au départ, il faut aussi avoir un collectif, des règles, un cadre. Votre enfant, il vient peut-être d'une école où ils étaient 15 en classe, où il y avait 250 enfants mais moi je dois gérer plus de 1000 élèves dans un collectif, une cour de récréation où il sont très



nombreux et il faut donc asseoir des règles et un cadre. Ce n'est pas toujours évident de permettre de se lever en classe quand on a envie, d'aller près de l'enseignante et lui faire un gros bisous... Ce n'est pas gérable à l'échelle de l'école. Il y a là, je pense, un nœud entre le primaire et le secondaire. Il faudrait une meilleure compréhension réciproque entre ce que les parents souhaitent pour leur enfant et ce que l'école peut lui apporter. C'est souvent là qu'on a des parents qui sont dans le besoin d'écoute, des attentes, le besoin d'être compris et que leur enfant soit respecté tel qu'il est.

C'est aussi à ce moment-là que l'on met en place tout ce qui est pris en compte en termes de besoins spécifiques, d'aménagements raisonnables, intégration. C'est un moment particulier et privilégié où l'on peut essayer de nouer les meilleurs contacts avec les parents pour qu'ils comprennent mieux l'école secondaire où effectivement on n'a pas la même vie. C'est à moi aussi de conscientiser les enseignants pour une prise de conscience de ce gap entre les deux. Il faut prendre l'enfant où il est, y aller doucement. Ce n'est pas toujours simple pour certains enseignants de l'entendre non plus. C'est vrai qu'on a des parents qui ont besoin de comprendre.

On a aussi des parents qui avaient beaucoup plus de proximité avec l'école primaire. Il faut savoir que notre école dépend du même PO que deux écoles fondamentales et donc je travaille en étroite collaboration avec les directions de ces écoles. Dans ces écoles, la directrice va à la grille, les parents lui adressent la parole. C'est différent dans le secondaire. Effectivement, je vais à la grille de temps en temps pour accueillir les élèves mais il y a une telle circulation et les parents n'entrent pas dans l'école, à part de manière privilégiée. Il y a aussi là une espèce de petit deuil à faire de la part des parents par rapport à l'influence qu'ils peuvent avoir dans l'école quand le contact avec les enseignants est régulier. Effectivement, cela entraîne parfois des malentendus.

Chez les parents, il y a vraiment ce besoin d'être entendu et d'être écouté. Par exemple, j'ai envoyé un message très laconique suite à un cas covid dans une classe à tous les parents. Il y a une maman qui répond au secrétariat en demandant pourquoi on ne ferme pas la classe vu les risques qu'encourt sa famille. Je vois le message, je téléphone à la maman. Elle me dit que c'était sous le coup de l'émotion. Je lui explique que je n'appelle pas pour qu'elle me rende des comptes mais pour lui expliquer la situation et lui dire que je comprends ce qu'elle vit. Ce n'est pas toujours facile. Quand on est dans une situation de crise comme on connaît, il faudrait téléphoner à tous les parents et ce n'est pas toujours possible. Par contre à un moment de la crise, tous les éducateurs ont téléphoné à toutes les familles pour maintenir le lien. Il y a vraiment ce besoin des parents d'être écoutés, d'être entendus et d'avoir des interlocuteurs. Ce qu'on a fait, par exemple, dans le journal de classe qu'on peut personnaliser, on a fait un arbre de communication pour que les parents sachent dans quels domaines ils peuvent nous contacter et qui ils peuvent contacter. C'est par le conseil de participation qu'on en a pris conscience et qu'on a mis cela en place. Cela les aide beaucoup.

Parfois, les parents, quand ils ont l'adresse mail ou le téléphone de la direction, ils coupent tous les échelons. Je ne dis pas qu'il faut des échelons mais on a des éducateurs référents pour chaque année, une préfète de discipline, un économat, les enseignants eux-mêmes. Il n'y a pas besoin que j'intervienne à chaque fois. Cela vexé très fort les enseignants quand les parents viennent vers moi pour une question pédagogique. Je dis aux parents qu'il y a des enseignants et qu'ils peuvent aller vers eux pour ces questions. Chacun a son rôle.

Je remarque chez les parents une grande émotivité, une grande réactivité dès que leur enfant vit quelque chose émotionnellement considéré comme dur. Dans ces cas, les parents montent tout de suite au créneau sans forcément prendre le temps de débriefer les choses, d'envisager tous les points de vue et comprendre le contexte de la situation. C'est accentué par les réseaux sociaux, le téléphone qui vibre quasi à l'instant où l'enfant rencontre un souci à l'école. C'est vrai que ce n'est pas toujours facile mais quand on entame un dialogue, en général cela apaise beaucoup.

Ce qu'on a remarqué aussi, c'est par rapport à tout ce qui est aménagements raisonnables. Pour certains parents, quand leur enfant a un trouble, d'office il aura tous les aménagements dont ils ont rêvé. Mais l'aménagement qui a été fait pour son enfant à 8 ans ne convient plus forcément quand il a 12 ans. Pourquoi ? L'enfant a évolué, le contexte n'est pas le même. On est donc hyper proactifs en disant qu'il faut refaire un protocole pour s'adapter à la situation actuelle de l'enfant. Dès le début, on fait une réunion avec l'équipe pédagogique. On fait comprendre aux parents qu'aménagement raisonnable n'égalise pas réussite. Cet aménagement raisonnable est un chemin de la réussite espérée pour tout enfant, une aide pour la compréhension des apprentissages. Grâce à cet aménagement raisonnable, on lève des barrières comme on met des lunettes quand on a des problèmes de vue, une béquille quand on a des difficultés pour marcher. Ce n'est pas parce qu'on lève certaines difficultés qu'on ôte toute difficulté et que cela va aller comme sur des roulettes. On a vraiment évolué dans la compréhension des parents et des enseignants concernant les aménagements raisonnables. Ce n'est pas un poids en plus mais cela peut aussi aider d'autres élèves. C'est beaucoup moins tendu. Il faut vraiment faire comprendre aux parents cet aspect-là. Une fois qu'ils ont compris, ça va et il faut pouvoir mettre en place et retravailler les aménagements. C'est quelque chose qui était beaucoup source de tensions mais qui l'est moins maintenant parce qu'on travaille de manière plus proactive avec les parents.

Ce qu'on a aussi parfois, ce sont des enfants différents, à haut potentiel ou autre, qui s'ennuient complètement à l'école et qui dysfonctionnent au niveau du comportement. Là, c'est dur aussi parce que le parent n'est pas toujours dans le même registre que l'école. Il y a le registre émotionnel, le parent pour qui tout va bien avec cet enfant à la maison mais à qui on offre tout ce qui est possible et imaginable sur un plateau, l'enfant qui vit tout le temps des expériences nouvelles et ne s'ennuie pas à la maison. Mais en classe, quand ils sont vingt-quatre, on ne peut pas en avoir que pour cet enfant-là. Parfois c'est dur. Les parents nous disent qu'on ne s'adapte pas à leur enfant, qu'on ne s'occupe pas de son bien-être, qu'il a besoin de tout ça. Effectivement, il a besoin de ça mais il y a vingt-trois autres jeunes qui ont besoin d'autres choses. On doit donc trouver un modus operandi, un modus vivendi où l'on trouve un commun dénominateur. Effectivement, si on a des profs qui sont sensibles à la différenciation ou à la classe flexible, c'est top pour eux. Il faut rappeler aux parents que ce n'est pas l'école à la carte. On a aussi des parents qui demandent un changement d'option, la suppression d'un cours. Je leur dis que ce n'est pas à la carte. On ne retire pas un cours tout d'un coup parce qu'il y a une difficulté ou un problème. Il faut énormément travailler cela avec les parents, avec les jeunes aussi d'ailleurs.

Vu ce que vous dites avec l'incompréhension, le passage en secondaire, ça à l'air d'être majoritairement des parents du premier degré qui vous interpellent.

Il y en a de tous les degrés. Ce qu'on remarque aussi, c'est par rapport aux élèves du qualifiant, par exemple concernant le démarrage des stages, en 5^e. Il en font déjà au second degré mais ce sont surtout des stages de découverte très accompagnés où l'implication n'est pas aussi forte. En 5^e, des parents nous interpellent sur les horaires de stage, le fait de devoir prendre le bus pour y aller, ce qu'il doit y faire. Il y a un travail sur l'autonomie du jeune. Effectivement, le jeune n'est pas tout de suite autonome, il y a encore du chemin. Il y a parfois des parents qui mettent des barrières. On a parfois des résistances par rapport au fait qu'un enfant de 16 ans doit se retrouver à travailler en maison de repos ou en crèche. C'est parfois très compliqué. On précise aux parents que les cours de pratique professionnelle qu'on leur donne les préparent à ces situations et qu'effectivement, on ne va pas leur demander pendant le stage de 5^e les mêmes choses qu'en 7^e. Beaucoup de parents demandent un lieu de stage plus près, une prise en compte des trajets, l'absence de coûts liés au stage, une totale bienveillance.

Hier, j'ai eu des parents au téléphone en soirée. Leur fille fait un stage en tant qu'aide familiale. A la fin de l'année, le jeune doit être diplômé « aide familiale » et être employable dans ce métier-là. Sur son lieu de stage, elle reste assise. Elle ne prend pas du tout d'initiatives. Effectivement, elle est dyspraxique et on apprend qu'à la maison maman fait tout à sa place. On a reçu les parents. Le papa était super en colère, hyper agressif. Ça s'est calmé, on a trouvé des ressources pour cette jeune fille. On a mis en place un petit carnet, elle va voir quelqu'un pour discuter.

On a des parents qui attendent de l'école qu'on fasse un peu tout : qu'on rende leur enfant autonome, qu'on rende leur enfant heureux, qu'on balise et qu'on aplatisse toutes difficultés. On leur dit qu'il y a trois stages sur l'année, que c'est normal que le premier soit compliqué et que leur enfant va progresser. On donne tous les aspects positifs et puis les aspects à améliorer. Les parents et le jeune ne voient que le négatif, alors pour eux les profs sont malveillants. Ce n'est pas du tout le cas, au contraire. Les enseignants et les gens sur le lieu du stage lui avaient mis des pictogrammes pour découper les tâches alors qu'elle a 19 ans. Je veux bien, mais à un moment donné, quand elle sera aide familiale, on va lui demander d'être autonome. Du coup, on a mis dans le petit contrat avec les parents qu'elle devait aussi faire des choses de manière autonome à la maison. A la maison, on va agir en cohérence avec l'école. C'est bénéfique pour la jeune fille d'agir comme partenaire. On a des élèves qui sont hyperprotégés ou hypersécurisés. Je vous assure que le covid n'a fait qu'accroître cet aspect-là. On a donc des élèves pour lesquels, même dans un milieu professionnel où on fait les choses par palier, il faut passer le cap et pousser l'autonomie. C'est vrai que ce sont des parents très remontés avec qui cela se calme quand on discute et qu'ils comprennent.

On a aussi des parents qui utilisent le journal de classe pour faire des remarques sur les remarques des profs. Je pense que là il y a un manque d'éducation, un outrepassement de ses droits et quelque part alors, une légitimité du jeune à faire toutes les bêtises possibles parce que ces parents estiment que les comportements pour lesquels ils ont une note dans le journal de classe ne sont pas graves. Mais si, c'est grave, par exemple d'envoyer sa chique sur la tête d'un autre élève. Il y a des parents qui soutiennent leurs enfants dans leurs bêtises et pour qui on ne gère pas bien la situation, selon eux, à force de mettre des remarques à l'enfant. Je dis à l'équipe qu'au bout de la vingtième



remarque, si ça ne marche pas, il faut trouver autre chose. En même temps, je ne peux pas défendre auprès des parents l'idée que leur enfant peut tout faire et n'importe quoi. Avec ça, on a parfois du mal aussi. On se retrouve avec des élèves qui sont soutenus par leurs parents. Mais l'école ne peut pas accepter tout ; il faut reposer le cadre auquel les parents ont d'ailleurs souscrit en inscrivant leur enfant à l'école.

Ce qu'on a aussi comme difficulté, à l'inverse, ce sont des parents qui ne s'occupent plus de leur enfant ou qui sont complètement dépassés par leur enfant. On doit parfois suppléer les difficultés des jeunes. Ce n'est pas toujours facile mais l'école l'a toujours fait. Là, c'est plutôt nous qui voudrions que les parents s'investissent davantage. On fait notre job.

Avec la crise sanitaire, beaucoup de jeunes sont impactés. J'espère vraiment qu'on ne va pas fermer les écoles à nouveau. On est seulement en train de mesurer l'impact de ce que l'on a vécu. J'ai encore dû recadrer un jeune la semaine passée car il n'est pas allé sur son lieu de stage. Je l'avais déjà vu avant et j'avais détecté son mal-être. Je lui ai donné des pistes mais c'est un jeune adulte de 19 ans. C'est lui qui doit faire des choix. Il s'est effondré en disant qu'il est mal, qu'il a des idées noires, que cela ne va pas. On lui a donné des ressources et il a été épaulé par la préfète en toute confidentialité. On a plusieurs cas et là on a des parents qui ne sont pas malveillants mais qui ne savent pas toujours bien s'y prendre et qui n'ont pas forcément les clés. Certains ne remplissent peut-être pas leur rôle mais en général tout parent veut le bien de son enfant. On a quand même besoin des ressources des parents, il faut les prévenir et leur partager le mal-être de leur enfant. Ce n'est pas simple mais ça arrive aussi. Maintenant, il peut y avoir un milieu plus anxiogène. On prend nos responsabilités, c'est sûr.

Par rapport à l'intrusion des parents, qu'est-ce que je pourrais encore vous partager comme exemple ? Ne pas soutenir les décisions qui sont prises par rapport à la discipline, à la limite entre les droits et devoirs de leur enfant. Avant l'entretien, je viens de remonter les bretelles d'un jeune qui a fait deux vidéos « tik tok » où il mettait en scène un prof. Les parents ont effectivement remonté les bretelles à l'enfant mais le papa a quand même dit dans la foulée qu'un peu de parodie, ça va, il en fait aussi avec sa maman. Après, il faut beaucoup de délicatesse pour lui faire comprendre qu'il ne faut pas jeter le prof sur « tik tok », qu'il y a atteinte à la réputation de la personne, de l'école, qu'il y a un préjudice moral, que l'enseignant peut porter plainte... On est très sévère pour tout ce qui est harcèlement ou menace de harcèlement envers les adultes ou entre jeunes. C'est aussi tout un travail. On peut comprendre que le parent ne soit pas partout et qu'il ne voit pas tout ce que son enfant fait, mais il faut nous soutenir quand à un moment donné il y a un souci. Le harceleur peut devenir le harcelé et peut être qu'on n'a pas compris qu'on peut être dans la combine en mettant un message en dessous de la vidéo. Quand on n'a pas le soutien des parents dans ce genre de situation, c'est dur. A certains moments, l'école doit être ce repère et semble faire la « morale » aux parents ou plutôt rappeler le cadre. On le fait avec beaucoup de tact sans l'infantiliser ni lui ôter sa prérogative et ses responsabilités mais justement en lui renvoyant des choses qui ne sont pas de notre responsabilité.

Souvent, ce que je fais dans mon bureau, et c'est un truc qui fonctionne bien, c'est ce que j'appelle un entretien triangulaire. Quand il y a un problème, il faut voir l'enfant, le parent et l'équipe pédagogique, souvent individuellement et puis, ensemble, selon la situation, et essayer de mettre le curseur en rétablissant la place de chacun et en faisant



comprendre à chacun quelle est la place de l'autre. Il faut conscientiser chacun aux difficultés, aux attentes et aux besoins de chacun. Il faut se dire qu'au cœur de cela, il y a l'enfant et c'est lui qui doit mobiliser nos pratiques et nos choix. On n'est pas là pour se tirer dans les pattes, pour dire que l'école est le vecteur de l'épidémie, qu'elle est le vecteur du harcèlement, qu'on ne fait rien, etc.

Lors de rencontres, des parents nous disent que cela dure depuis longtemps. Je demande ce qui dure depuis longtemps et leur fais savoir qu'ils ne nous ont rien dit jusqu'à la rencontre. Le jeune ne nous avait rien dit non plus. Je leur dis que dès qu'il y a des prémisses de difficultés, il vaut mieux venir nous en parler pour éviter que cela dégénère.

Voyez-vous une évolution des comportements et positionnements radicaux des parents ?

Entre ce que j'ai connu pendant la crise sanitaire et maintenant, c'est beaucoup plus pacifié. Mais il y a toujours des parents qui s'énervent et il y a des gens qui ne veulent rien entendre, non plus.

On a des parents antivaccin pour le moment. Il y a donc des parents qui m'ont envoyé des messages, qui ont demandé à me rencontrer pour que je signe un papier comme quoi on n'allait jamais vacciner leur enfant de force à l'école. J'en ai parlé au PO et au PSE, parce que c'est de la médecine scolaire, qui a écrit un mot disant qu'on n'a effectivement pas autorité pour la vaccination de leurs enfants.

A côté de ça, lorsque je faisais un tracing suite à un cas positif dans l'école, j'avais des parents qui réagissaient en disant que je les infantilais, que je leur posais des questions qui n'avaient pas lieu d'être. Ils font monter le ton et je réagis en disant que tout cela, c'est dans le cadre d'un objectif collectif. Les questions que je leur pose, ce n'est pas pour être intrusive dans la vie intime des élèves mais c'est pour savoir quels contacts il a eu pour pouvoir relayer et avertir au besoin. C'est un rôle qu'on nous a donné. Quand on envoie un message disant qu'il y a un contact positif, on a parfois des réactions très virulentes de parents.

Il faut jouer un rôle de médiation, d'arbitrage, de cadrage qui est vraiment important. Et cela toujours dans l'écoute, la bienveillance car quand un parent se plaint, il y a toujours une bonne raison. Après, à un moment, il y a une limite. On ne va pas tout accepter et toujours aller dans le sens du parent mais c'est important de l'écouter.

Selon vous, quel rôle peut jouer le conseil de participation pour prévenir et gérer ce genre de tensions entre l'école et les parents concernés ?

Le conseil de participation est quand même un chouette lieu pour détecter les difficultés que les parents vivent et les confronter aux difficultés des élèves et des enseignants. Souvent, ce sont des petits malentendus qui créent les tensions. On n'est pas toujours sur la même longueur d'onde.

Des comportements extrémistes, chez les enseignants, les élèves ou les parents, il n'y en a pas tous les jours.



On voudrait mettre sur pied une association de parents parce que c'est important pour les parents. Il faut qu'ils puissent être partenaires de l'école en agissant dans leur champ d'action, comme nous avons aussi nos limites.

Je dis parfois aux enseignants qu'ils ne peuvent pas dire aux parents ce qu'ils doivent faire. Ils doivent se rendre compte que les parents ont des limites et qu'ils ne savent pas tous faire ce dont les enseignants rêvent qu'ils fassent à la maison pour les apprentissages. C'est dans les deux sens et ce n'est pas toujours simple.

Quelque chose qui vient fort brouiller les pistes dans la relation entre les parents et l'école, ce sont les médias avec ce qui est dit de l'école, des enseignants. En tant que directions, nous sommes mis au courant des décisions qui vont toucher l'école mais parfois l'information est déjà dans la presse avant (on l'a bien vu avec la crise sanitaire) et les parents nous demandent ce que nous mettons en place. Je réponds que j'attends les circulaires et que je n'agis pas sous l'impulsion des journaux, de la RTBF ou de RTL. J'agis à partir du moment où ma ministre envoie un document officiel. Et les parents ne comprennent pas parce qu'ils sont toujours au taquet et qu'il faut être réactif. On attend parfois de l'école ce qu'elle n'est pas toujours en mesure de donner dans la minute. C'est la société qui veut ça et ce n'est pas simple non plus à gérer.

Les élèves, tout comme les parents, ne supportent pas tout ce qui est considéré comme brimant, cadrant ou contraignant : « ces mesures sont idiotes ! Porter le masque, c'est idiot ! ». La règle c'est que le jeune doit porter le masque et si au bout de trois avertissements il ne le porte pas, il aura une punition. On vit pour le collectif, c'est une règle qui a été donnée pour protéger tout le monde. Il y a une règle qui est donnée, on l'applique. S'il y a une raison bien précise pour que votre enfant ne porte pas le masque, vous faites appel au médecin et on verra ensemble ce qu'on peut faire.

Ce qui ressort de ce que vous dites, c'est que vous êtes avant tout dans la recherche de dialogue, dans le respect de chacun pour que tout le monde puisse se comprendre et pour faire évoluer les choses. J'imagine que les parents sont positivement réactifs à cette optique de dialogue.

Oui. Ce qui m'inquiète aujourd'hui, c'est un retour à l'hybridation. Pendant l'enseignement hybride, j'avais énormément de mails de parents disant que leur enfant avait trop de travail, ou pas assez. On a eu beaucoup de retours de parents qui nous disaient ce qui était mis en place dans d'autres écoles et en se mêlant de l'organisation de l'école, du pédagogique, de tout. C'est quelque part une instrumentalisation de la direction pour que leur enfant soit mieux et que j'agisse sur les enseignants.

Quand on agit comme ça, on ne fait que vexer les uns et les autres. S'il n'en a pas envie, le prof ne fera pas ce que je lui demande de faire. Je ne peux pas avoir le contrôle de cent trente enseignants derrière leurs écrans et je ne le souhaite pas, il faut travailler dans la confiance. Je donne des instructions qui sont parfois contestées et sont appliquées différemment selon les enseignants.

Je dis aux parents que j'entends et je prends en compte leurs plaintes pour essayer de faire évoluer les choses mais ce n'est pas facile. Il y a eu du décrochage, aussi de la part des enseignants. Ce n'était pas simple pour eux de gérer cette situation et ce stress en première ligne. C'est vrai qu'il y a eu une explosion de mails de parents et des difficultés



vécues. On a chaque fois essayé de mesurer le bénéfice/coût d'une évolution de la situation. Il ne fallait pas réagir toutes les cinq minutes à ce que l'enfant vivait tout en restant sensible à son vécu et aux difficultés rencontrées avec un certain lâcher prise parce que les vécus de chacun au sein d'une même classe étaient différents. On a outillé en méthodologie, fait de la guidance, reboosté les jeunes, gardé le lien avec les parents.

Parfois, la solution qu'un parent nous propose ne tient pas compte d'un contexte général. Mais il faut pouvoir en tenir compte. Quand j'entends un parent, je me dis que si je ne l'écoute pas, c'est l'enfant qui va trinquer. L'enfant risque d'entendre des remarques négatives sur ses enseignants à la maison, et cela ne va pas l'aider. Et ce n'est pas bon pour la réputation d'une école de n'avoir que des parents mécontents. S'il y a vraiment quelque chose qui ne va pas, il faut pouvoir déterminer quoi. En même temps, il y a des parents qui ont une vision rêvée de l'école. Ce n'est pas possible de répondre à toutes les attentes des parents.

Avec le stress de la crise, des parents envoyaient des mails en soirée aux enseignants ou à la direction en espérant une réponse rapide. Les enseignants ne sont pas obligés de répondre aux mails des parents en soirée. Il y a des sujets pour lesquels il n'y a pas urgence, on a un journal de classe. On a donc demandé aux parents d'utiliser les canaux de communications habituels (le journal de classe, les mails de l'école) et assuré que nous répondrions dès que possible. S'il y a urgence, on peut passer par le téléphone.

On a recadré les choses avec l'aide du centre PMS qui sentait une certaine intrusion de la part des parents. C'était important de garder le contact mais certains parents le faisaient de manière inadéquate, non proportionnée et pas respectueuse de l'intégrité ni de la vie privée de l'enseignant en utilisant les mails personnels et réseaux sociaux. Inversement aussi, des enseignants envoyaient des mails pour les travaux en plein dimanche après-midi. C'est encore un nœud sur lequel on doit travailler mais ça va beaucoup mieux, on a dû faire face à une situation de crise sans aucune préparation, on a dû gérer sur le tas de nombreuses choses et du jour au lendemain. Si l'enseignant veut répondre au parent en soirée, il peut le faire. Parfois des parents utilisent le teams de leur enfant pour nous poser des questions. On a parfois des parents qui envoient des choses sur Messenger aux enseignants en trouvant leur profil Facebook. Je trouve ça un peu lourd. Ça, il faut quand même recadrer. Quand c'est agressif ou quand le parent déverse des messages négatifs, j'encourage les enseignants à ne pas répondre ou à me les transférer. Par exemple, une enseignante a reçu un mail plein de critiques et n'en a pas dormi pendant une semaine. C'était vraiment malveillant. Je me demande ce que le parent attend de l'enseignant quand il écrit cela. J'ai dû ramasser cette enseignante à la petite cuillère. Elle a répondu et le parent s'est excusé en disant qu'il avait été trop loin dans ses propos. C'était dur. Il faut pouvoir se mettre à la place de l'autre et ce n'est pas toujours le cas en pratique.

Le pire, c'est quand un parent demande des comptes sur les points de son enfant. Parfois le ping-pong de la discussion est tel que la conversation sms est trop longue. Je dis à l'enseignant de prendre un rendez-vous avec les parents ou de leur téléphoner mais cela ne sert à rien de continuer comme cela. C'est le gros problème de la communication écrite qui fait qu'on ne s'entend pas. On ne lit que des mots, on n'a pas le non verbal. Dans ce genre de situations, j'ai beaucoup téléphoné aux parents, consulté l'équipe pédagogique pour mettre à plat des choses. J'ai eu des reproches de mon équipe comme quoi j'écoute trop les parents. Maintenant, j'ai établi une procédure pour ne pas ajouter de l'huile sur le feu, que ce soit l'enseignant, le parent ou le jeune. C'est vraiment le rôle



d'une direction de mettre un cadre mais aussi d'écouter chacun de manière proportionnée et de pouvoir (r)établir le dialogue et rappeler à chacun sa sphère d'influence et son rôle. On est parfois arrivé à des impasses, parce que même si on essaie d'établir un dialogue, cela peut devenir un dialogue de sourds. J'ai eu un ou deux échecs comme ça où finalement l'enfant a quitté notre école. Souvent, c'est parce qu'on a trop tardé à régler une situation.

Quand des enseignants vivent des choses en classe ou font des remarques aux élèves, ils n'en parlent pas toujours au conseil de classe et ce n'est donc pas forcément mis en exergue. On en parle quand cela fait des mois que l'enfant dysfonctionne. C'est trop tard. Les parents sont remontés. Le centre PMS s'en mêle. C'est une réelle mécompréhension. Cette année, ça va beaucoup mieux car quand on est en conseil de classe, on a un volet enfant, un volet ambiance de classe et s'il y a un côté disciplinaire qui ressort, cela ne peut pas influencer nos décisions mais on en parle. On pense diagnostic, problématique, champ d'action et on met en place les actions nécessaires. Qu'est-ce que fait le titulaire ? En quoi l'enfant est une ressource pour lui-même ? Que fait le centre PMS ou la cellule écoute ? Et après, on tient compte des responsabilités de chacun. On est dans une vision plus globale ou holistique de l'enfant et plus dans la brutalité des points sans commentaire ni levier pour faire évoluer la situation scolaire de l'enfant.

On a des parents qui demandent des explications sur les points. Je trouve qu'ils sont en droit d'être écoutés. On doit leur répondre. C'est notre objectif aussi, la réussite de l'enfant. Si le parent veut aider son enfant et comprendre ses points, on doit pouvoir lui expliquer. Je suis très stricte par rapport à ça auprès de mon équipe parce que le bulletin doit être compris par les parents et l'élève. Je plaide pour une explicitation des points.

Les points de frictions c'est ça : la discipline, les résultats, la réussite scolaire de l'enfant, les frais scolaires.

L'argent est souvent un moteur de friction, un déclencheur de tensions. On met suffisamment de choses en place et on le rappelle dans chaque communication. L'aspect financier ne doit pas être un frein à la participation des enfants.

Il y a aussi tout ce qui est demande d'aménagements raisonnables, mais cela va mieux. Il faut que le parent comprenne qu'on n'a pas une baguette magique mais qu'on est dans le soutien et l'écoute des besoins de l'enfant. On peut mettre en place des choses mais on n'est pas seuls maîtres de sa réussite. Il y a d'autres facteurs qui jouent. C'est aussi un point où les parents sont très au taquet.

Un autre exemple comique qui me revient, c'est qu'à un moment pendant la crise, le cours d'éducation physique devait principalement se faire dehors. Ils allaient donc beaucoup se promener avec des petits jeux qui pouvaient les motiver. Effectivement, une fois, ils sont allés dehors et ils se sont retrouvés sous la pluie. J'ai eu des plaintes dans l'heure, dans la journée, parce que l'enfant avaient envoyé un message à ses parents disant qu'il était trempé. Là il a fallu remettre le curseur à sa place et dire aux parents qu'ils savaient que l'enfant allait dehors et qu'il fallait prévoir une tenue de rechange. Les parents étaient montés au créneau en disant que leur enfant allait être malade.



Le problème aussi, c'est que quand l'enfant vit quelque chose à l'école il envoie tout de suite un message à ses parents. Il n'y a pas de filtre. Dans l'heure, on a des réactions de parents.

Un autre exemple concernant un élève qui veut changer d'option le 4 septembre. On est dans la rentrée, dans toute l'organisation que cela implique. Le parent m'a envoyé le même mail à toutes les heures. On ne peut pas attendre de quelqu'un qui organise une école une réponse dans l'heure. Je l'ai dit gentiment à ces parents. Et selon les demandes des parents, même si je voyais le mail tout de suite, il y a parfois plusieurs choses que je dois vérifier avant de voir si je sais répondre à leur demande. En plus, si j'ai plusieurs demandes les mêmes, je dois les traiter de façon équitable.

Dans ce genre de cas, le problème c'est que le parent est dans l'individuel et vous dans le collectif. Ce n'est pas toujours facile de trouver un terrain d'entente.

Tout à fait, il y a cet aspect-là qui est présent. Mais je pense que l'individuel nous en apprend sur le collectif et inversement. Quand on dialogue, cela s'apaise. Quand il y a un problème, on contacte tout de suite les parents. On essaie d'être réactifs dès qu'il y a un problème. Mais ce n'est pas toujours possible. Si ça se passe le vendredi après-midi, on pourrait le traiter le lundi. Je pense vraiment qu'en expliquant, cela se passe mieux.

Le nœud futur que je pressens est pédagogique. On demande de plus en plus à l'école des pédagogies actives, par projet, des apprentissages qui ont du sens, etc. L'élève n'est plus un élève mouton et on a encore une fraction de professeurs qui enseignent toujours comme on enseignait jadis. Ce modèle d'enseignement frontal doit évoluer rapidement parce que les parents et les élèves changent. On a une nouvelle génération d'élèves. Il va y avoir de nouvelles tensions si l'école ne change pas et ne prend pas en compte ce besoin de sens et n'y répond pas, ce besoin d'action et d'engagement. J'irais même plus loin en disant que l'enseignant doit aussi trouver du sens dans son boulot. C'est délicat quand on est directeur d'arriver à faire évoluer la posture de l'enseignant. En mettant en relation les ressentis des parents et des enseignants, avec un tremplin et des filtres, ça peut aider à avancer.

Ce qui est le plus dur pour moi à gérer, ce n'est pas l'argent, les voyages. Ce qui est plus compliqué c'est quand ça touche aux fondamentaux. Parfois le parent a raison mais c'est compliqué de dire aux enseignants qu'ils doivent repenser leur approche, varier leurs méthodes quand on sait qu'il a vingt-quatre élèves dont quatre à cinq à besoins spécifiques (166 élèves sur 1050 ont été diagnostiqués ; plus de soixante ont des aménagements et nous comptons dix intégrations). Avec l'équipe et le PO, nous sommes vraiment sur la même longueur d'onde sur l'évolution nécessaire. Il faut faire évoluer nos pratiques et rendre l'enfant acteur de ses apprentissages, pas à pas, en outillant, en se formant, en faisant des communautés d'apprentissages, en écoutant les besoins des jeunes eux-mêmes.

Beaucoup de profs disent que cela ne va pas parce que les parents et les élèves ne font pas certaines choses. Les enseignants doivent aussi pouvoir se remettre en question. Il faut aussi qu'on réfléchisse, nous, à comment on fait face aux réalités en laissant à chacun la responsabilité de ses tâches et de son rôle.



Là où il y a l'harmonie, où les parents sont en adhésion avec l'école, ils sont heureux. Ces parents nous envoient des courriers pour nous remercier.

Il n'y a pas d'association de parents dans votre école. S'il y en avait une, quelle rôle souhaiteriez-vous qu'elle joue par rapport aux comportements radicaux de parents ?

Je pense qu'elle jouerait le rôle de caisse de résonance de toutes les thématiques qu'on peut aborder dans une association de parents.

Dans l'enseignement secondaire, il y a moins de parents volontaires. Ce serait chouette que l'association de parents soit représentative de la diversité du public de l'école. Il faut qu'ils entrent dans l'association de parents dès qu'ils sont en première secondaire comme ça ils peuvent grandir et suivre le chemin avec leur enfant. Surtout que dans notre école il y a du général, du technique et du professionnel. Cela permettrait d'avoir plus de parents qui soient représentatifs de la diversité et de l'hétérogénéité de notre public.

Le modèle que je prône ici à l'école et que j'ai présenté, c'est qu'à chaque fois que l'association de parents se réunit, il y ait un temps pour eux, mais aussi un moment de la réunion où la direction soit présente. Cela permet d'avoir une discussion avec la direction, de soumettre les questionnements et d'avoir directement une réponse. Cette compréhension de l'envers du décor permet parfois de mieux comprendre les décisions qui sont prises. L'idée n'est pas d'y régler des problèmes individuels. Ce n'est pas un lieu de revendications, ce n'est pas le syndicat des parents.

Quand j'ai repris la direction, on m'a dit qu'on avait trop de parents au conseil de participation. J'ai dit que non, que c'est bien d'avoir des parents impliqués et qu'il faut en profiter dans une optique de partenariat. C'est aussi un lieu important, une courroie de transmission avec l'association de parents et les parents. De plus en plus de parents connaissent leurs droits et les défendent.

Je pense que le rôle de l'association de parents est d'être effectivement cette caisse de résonance, d'être un soutien à l'école dans les choix qu'elle fait et de permettre un retour vis-à-vis des parents aussi. Pouvoir apporter un éclairage à l'ensemble des parents, leur partager les réponses aux questions posées, créer un climat de confiance. C'est aussi de pouvoir être un pôle de référence pour les parents. Qu'ils aient cet espace, ces personnes qui peuvent être un relai. L'association de parents peut organiser des conférences à destination des parents dans l'école, faire de l'accompagnement à la parentalité, faire en sorte que les parents et les enseignants puissent se rencontrer. L'intérêt est aussi de bénéficier des ressources des parents dans les domaines qui sont les leurs. L'école ne doit pas être déconnectée de la vie des familles et là je pense que l'association de parent peut être une ressource pour présenter des métiers, partager des expériences, étoffer notre réseau.

Une association de parents, ce ne peut être que bénéfique. Les parents ne sont pas des ennemis. L'important, c'est d'avoir des lieux de parole. Dans ce sens, utilisons l'association de parents et le conseil de participation qui sont là pour ça. L'essentiel, c'est le dialogue. Même quand les parents ont une demande à laquelle on ne peut pas répondre, il faut pouvoir le leur dire.

4. Etienne Michel, directeur général du SeGEC (Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique), entretien du 30 novembre 2021

Comment définiriez-vous les radicalités parentales ?

Vous apportez vous-même des précisions dans le préambule : *comportements considérés comme extrêmes et inappropriés au cadre scolaire et où l'intérêt individuel prime sur l'intérêt collectif*. C'est un élément de définition que je trouve extrêmement intéressant. Vous définissez comme radicalisme parental ce qu'on pourrait qualifier d'individualisme radical et l'individualisme radical de certains parents est susceptible de poser problème à l'école.

Voyez-vous une évolution des radicalités parentales ?

On va faire une hypothèse assez simple c'est que l'école est toujours jusqu'à un certain point le reflet de l'évolution de la société et que si un certain nombre de parents devient plus individualiste c'est aussi parce que la société est plus individualiste aujourd'hui qu'hier. On est confronté à un mouvement culturel et social assez lourd d'individuation, d'individualisme qui peut parfois prendre des formes relativement radicales. Je voudrais aussi indiquer d'entrée de jeu que si l'individualisme est un trait de notre culture contemporaine, cela ne pose de problèmes aigus que dans un nombre relativement limité de situations. Lorsque on interroge les directeurs, il ressort que cela se présente avec quelques parents où c'est vraiment très difficile à gérer mais pas avec la majorité des parents. Donc cet individualisme radical existe mais avec une minorité de parents qui peut rendre la vie de l'école compliquée.

En quoi les radicalités parentales ont-elles un impact sur la vie scolaire ?

De nouveau, je trouve que votre définition est très intéressante parce que vous montrez que cet individualisme radical peut s'exprimer par rapport à de multiples objets différents. Au niveau pédagogique, on connaît tous ces parents qui savent mieux que les enseignants comment il faut enseigner à l'école. C'est régulier que des enseignants se plaignent de l'interventionnisme de certains parents dans ce domaine. En matière alimentaire, certains parents sont convaincus que leur enfant ne peut pas survivre s'il ne bénéficie pas d'une alimentation tout à fait particulière...

Est-ce que le monde scolaire est la norme face à laquelle il faut situer les comportements et positionnements des parents comme radicaux ou non ?

J'inverserais la proposition : la norme qui doit s'imposer, c'est le vivre ensemble dans un collectif. L'école c'est un collectif et l'illusion de certains parents c'est de croire que l'école peut fonctionner autrement que comme un collectif. C'est parfois l'aspiration évidemment vaine de revenir à une sorte de préceptorat avec l'idée que chaque enseignant va s'occuper exclusivement de chacun des enfants de manière séparée. Non : une école ne peut vivre qu'à condition de fonctionner comme un collectif c'est-à-dire de s'imposer un certain nombre de règles et de les faire respecter.



Comment l'école peut-elle assurer et maintenir des conditions favorables au vivre ensemble ?

D'un côté, je pense qu'il faut oser continuer à fixer des règles, c'est la légitimité de l'école de pouvoir le faire, sans quoi il n'y a pas de vie collective possible. Mais cela ne suffit pas. Il faut aussi de plus en plus être capable d'expliquer ces règles, de les faire accepter et même éventuellement comme on dit dans le jargon de les « coconstruire » : il y a des choses que les parents peuvent mieux accepter s'ils ont bien compris le pourquoi et même s'ils ont participé à la construction de la règle elle-même. Evidemment, il faut voir jusqu'où on peut aller de manière raisonnable dans ce mouvement, certaines choses peuvent très bien fonctionner avec le parent lambda et pas avec le parent radicalisé dans le sens que nous avons évoqué.

Est-ce que la co-construction de règles passe par des espaces comme le conseil de participation ?

Oui certainement, c'est un lieu privilégié.

Des sujets récurrents qui peuvent générer des tensions comme les tenues vestimentaires à l'école pourraient-ils y être abordés ?

Oui certainement. Je suis convaincu que les parents ne revendiquent pas pour leurs enfants de pouvoir adopter n'importe quelle tenue. Cela ne veut pas dire non plus qu'il faut imposer une tenue de manière arbitraire. Donc qu'il y ait des échanges là-dessus puis la co-construction d'une règle est une bonne chose. De plus les règles n'ont pas à être fixées pour l'éternité. S'il y a des règlements d'ordre intérieur qui fixent des règles qui datent d'il y a trente ou quarante ans, cela peut avoir tout son sens de les réexaminer et éventuellement de les faire évoluer.

Maintenant il y a des sujets comme la ponctualité, le fait d'être en retard au cours, où la marge de manœuvre pour négocier est assez faible. Cinq minutes de retard sur un cours de cinquante minutes c'est déjà perdre 10 % du cours. J'apprends aussi que le taux d'absentéisme est élevé d'autant plus dans les écoles à faible indice socio-économique : ce n'est pas l'école qui est capable de changer la société, mais on doit s'interroger sur ces questions-là. Si tout doit pouvoir être expliqué à l'élève, à la famille, tout ne doit pas nécessairement être remis en question. La présence au cours des élèves dans une perspective de réussite scolaire est quelque chose d'impératif et je ne vois pas comment on peut attendre de l'école qu'elle apporte une meilleure contribution à la promotion de tous sans que les élèves soient tenus d'être présents à l'école.

Selon vous, quelles sont les pistes à explorer pour une meilleure relation école-familles ? Plus précisément dans la formation initiale et continue des enseignants, qu'existe-t-il ? Selon vous, quel rôle peut jouer l'AP pour prévenir et gérer ce genre de tensions entre l'école et les parents concernés ?

En ce qui concerne la formation initiale et continue des enseignants, toutes ces questions méritent d'être abordées dans ce cadre en expliquant bien aux enseignants que l'école n'est pas une île, que l'école est largement le reflet de la société dans laquelle l'école s'inscrit, que l'école ne produit pas toute seule la société contrairement à ce qu'on peut lire chez certains sociologues de l'éducation. L'école est autant produite par la société



qu'elle ne produit la société, si je puis m'exprimer ainsi. Il peut y avoir une tentation de se voiler la face comme dans certaines chapelles de la sociologie de l'éducation. Or, c'est important que l'enseignant regarde de face ces évolutions de société comme cette affirmation croissante de l'individualisme qui peut prendre dans certains cas des formes radicales.

La formation enseignante doit-elle aller jusqu'à intégrer un module de communication et plus précisément de communication non-violente pour mieux communiquer avec les familles ?

En tous les cas, les modules de formation à la communication non-violente font partie des modules qui ont le plus de succès donc c'est un sujet pour lequel il y a une demande relativement importante et à mon avis c'est fondé : on sait combien certaines situations peuvent être agaçantes pour les enseignants et donc arriver à communiquer au-delà de cet agacement a tout son sens.

Donc le registre de la formation doit faire ce qu'il peut à ce niveau en étant conscient que la communication avec les familles se déroule aujourd'hui dans un autre contexte que précédemment. Mais de nouveau, on ne résout par tout avec de la formation ; c'est un des grands classiques dans le monde de l'enseignement : quand il y a un problème, on ajoute de la formation

En ce qui concerne l'association de parents, sa vertu c'est d'exister comme collectif. C'est intéressant pour une école d'avoir une sorte de partenariat organisé avec une association. Elle va faire émerger une parole cohérente, collective. Cela ne va pas de soi parce que l'association de parents est elle-même traversée par l'affirmation des individus. Donc, fondamentalement, c'est positif pour l'école de pouvoir avoir un dialogue avec un acteur qui soit organisé de manière collective d'autant plus que la plupart des parents y sont de bonne composition. Et je fais l'hypothèse que la plupart des associations de parents tout en défendant un point de vue qui est le leur, et c'est normal, sont quand-même conscientes de la nécessité d'un vivre ensemble au sein d'un collectif. Ce qui me revient ce sont des problèmes avec certains parents, pas avec des associations de parents.

5. « Ne parlons pas de parents radicaux », par Christian Maroy, entretien du 19 novembre 2021

Pour vous donner le cadre de cet entretien, nous réalisons avec une collègue une étude sur les comportements radicaux des parents. Derrière cette notion, nous plaçons divers comportements parentaux qui peuvent être considérés comme extrêmes et inappropriés au cadre scolaire et où l'intérêt individuel prime sur l'intérêt collectif. Que ce soit au niveau pédagogique, social, alimentaire, sanitaire, politique ou religieux, les parents peuvent défendre des positions excessives et agir de façon radicale.

En tant que sociologue de l'éducation à l'Université catholique de Louvain, que souhaiteriez-vous nous dire à ce sujet ? Avez-vous des remarques générales avant de nous plonger au cœur du sujet ?

Une première remarque préliminaire, c'est que je suis étonné du vocabulaire que vous utilisez, qui est quand même un vocabulaire très connoté. Quand on utilise les termes « radicalité » ou « extrême », cela connote des comportements inappropriés qui sont moralement ou normativement critiquables. D'autant plus que dans les exemples que vous donnez, il y a des choses différentes : depuis les régimes alimentaires jusqu'aux convictions religieuses, en passant par les réactions aux mesures sanitaires. Il y a des parents qui demandent des choses très singulières pour leurs enfants.

Une deuxième remarque concerne les recherches sur les relations entre les familles et l'école, en particulier celles sur l'échec, le décrochage, pour les familles qui sont de niveau socio-économique faible ou n'ont pas un rapport familial à l'école. Ces recherches montrent que l'école demande à ces parents de s'aligner sur l'ensemble des règles et du fonctionnement de l'école. Il y a des malentendus qui se créent souvent entre les enseignants et les parents. Par exemple, des écoles où les enseignants vont considérer que ce sont des familles qui participent très peu à la vie scolaire parce qu'ils ne viennent pas aux réunions de parents, aux fêtes de l'école, etc. Ils risquent parfois de surinterpréter le comportement des parents. « Ce sont des parents qui ne s'inquiètent pas de la scolarité de leurs enfants, de leurs apprentissages. » Leur absence à des rencontres ne prouvent pas forcément que c'est le cas. La conclusion pratique qui était tirée de ces recherches, c'est plutôt, même si c'est un gros effort demandé aux écoles, qu'il y ait un travail actif des écoles pour se rapprocher de ces familles.

J'attire l'attention là-dessus, parce qu'il peut y avoir des mauvaises raisons d'exiger une série de choses des parents qui traduisent un manque d'information ou de formation des équipes scolaires (bien que cela est en train de changer). Il ne faudrait pas casser une dynamique très lente de construction de ponts ou de passages entre les familles et les écoles. C'est une deuxième remarque un peu générale. Si on veut donner un éclairage aux situations que vous avez évoquées, il est nécessaire de les contextualiser en les situant par rapport à une tendance générale dans l'institution scolaire (mais, c'est même plus large). Je m'explique. De plus en plus, tant au niveau de l'institution scolaire, que des politiques ou des directions, on trouve normal que l'école tâche de prendre en compte la singularité des élèves. Il y a notamment tout un discours autour de l'inclusion scolaire qui n'est pas simplement l'intégration des élèves handicapés dans les écoles ordinaires, mais l'inclusion au sens plus large même d'une ouverture des écoles à la diversité à la fois

culturelle mais aussi la diversité des personnalités des élèves. C'est un discours qui est porté à plusieurs niveaux, qui percole dans la société éducative, dans les médias et dans la société. C'est un discours international qui est lié à la déclaration de Salamanque, qui insiste sur le fait que l'école est une institution lourde, bureaucratique parce qu'il y a des règles, mais qu'elle doit prendre les individualités en compte. On va parler d'aménagements raisonnables, de différenciation des apprentissages. Cela montre bien cette conjoncture, ce moment où on en appelle à une école qui a une structure lourde, avec des règles, des programmes mais qui doit essayer d'assouplir tout cela pour qu'on puisse faire place à une prise en compte de la diversité au sein le plus large du terme et de la singularité des élèves. Tout cela à une période où dans la société, il y a une reconnaissance de cette diversité.

Dans ce contexte-là, d'une certaine manière, cela favorise des demandes de plus en plus singulières des parents auxquelles les équipes ne peuvent pas toujours répondre parce qu'ils sont eux-mêmes pris dans des contraintes réglementaires, légales ou pratiques. Il peut y avoir, j'imagine, des tensions entre certains parents et les écoles à ce titre-là. C'est un développement d'une forme d'individualisation de la société et aussi de prise en compte des individus et des sujets par l'école qu'elle met d'ailleurs dans un de ses objectifs : le développement du bien-être de chaque élève. C'est une des missions du décret Missions. Quand une direction trouve certaines demandes parentales inappropriées par rapport à l'école, il faudrait pouvoir aller voir en détail les situations pour voir à quelles valeurs, quelles justifications morales ou pratiques fait référence cette direction ou cette équipe d'enseignants. Peut-être qu'effectivement c'est inapproprié de la part des parents, je n'en sais rien. Je trouve que c'est un sujet très délicat. Au fond, il y a beaucoup de types de valeurs ou de justifications normatives qui sont mobilisées dans ces relations entre les parents et l'école. Comme il y en a plusieurs : on doit respecter l'enfant mais on est aussi là pour mettre toutes les conditions pour sa réussite et sa persévérance. Il y a vraiment plusieurs références qui peuvent être mobilisées.

La question de base de notre recherche, c'est de savoir ce qu'on met derrière cette notion. Effectivement, c'est très complexe. L'objectif n'est pas de dire que les parents sont trop radicaux ou que l'école doit tout accepter. L'objectif, c'est de trouver, face à ce genre de situations, quelles pistes donner aux écoles et aux parents pour rester dans un partenariat au bénéfice de l'enfant.

Je dirais que les pistes doivent être contextualisées. Je resterais très prudent sur des pistes générales parce qu'il y a des risques de stigmatisation dans un sens ou dans un autre. C'est une des tendances générales dans les relations entre les parents et l'école, c'est de reporter la responsabilité sur l'autre. C'est la faute des parents s'ils ne suivent pas assez leur enfant, c'est la faute des écoles si elles ne tiennent pas suffisamment compte des difficultés particulières de l'enfant. Je pense qu'il faudrait clarifier à la fois le principe d'une volonté de tenir compte de la singularité, de l'individualisation de l'éducation aujourd'hui, ce qui va dans le sens de demandes a priori légitimes de parents. Mais d'un autre côté, il faut aussi que les parents acceptent les enseignants comme partenaires de l'éducation, qu'ils reconnaissent que ces enseignants ne sont pas dans un monde scolaire idéal et qu'ils ont une série de contraintes bureaucratiques, matérielles, de temps et d'investissement. Une recommandation générale, c'est de ne pas stigmatiser l'autre et d'entretenir le dialogue plutôt que de risquer de généraliser certains comportements ou certaines situations problématiques qui sont à contextualiser.

Comment définiriez-vous les radicalités parentales ?

Je ne peux pas répondre à cette question. Je mets un point d'interrogation sur la pertinence de l'usage de ce terme. Je ne dis pas que ce n'est pas approprié mais je suis assez dubitatif sur la pertinence de l'usage de ce terme trop connotant et donc risquant de stigmatiser ou de dévaloriser. Donc je serais plutôt pour ne pas utiliser ce terme.

Est-ce que le monde scolaire est la norme face à laquelle il faut situer les comportements et positionnements de parents comme radicaux ou non ?

Non ! C'est-à-dire que c'est une des normes dans lesquelles à la fois les parents, les enseignants et les élèves vivent. Il y a plusieurs normes dans la société, et au sein de l'école il y a aussi une pluralité normative. Il n'y a pas simplement un type de finalité ou de mission auquel l'école en appelle. On en appelle à la fois à développer l'individualité, le bien-être de l'enfant mais aussi à veiller à son intégration dans une société très diverse, plurielle. Je reprends les éléments du décret Missions. C'est pour donner un exemple, il ne s'agit pas de développer uniquement le bien-être de l'enfant. Il s'agit aussi de lui donner un certain nombre de savoirs, savoir-faire, savoir-être qui lui permettent d'avoir une qualification et de trouver une place dans la société.

L'école n'est pas du tout uniforme du point de vue normatif. L'institution Ecole est une institution plurielle. Mais il y a aussi d'autres choses à considérer, au niveau de l'école organisation, avec entre autres le ROI (Règlement d'Ordre Intérieur) de l'établissement mais aussi des tas de réglementations qui s'imposent aux écoles que ce soit au niveau de la RGPD, de la pédagogie, de la sanction des études, de passage d'une année à l'autre. Tout ça, c'est un ensemble de règles organisationnelles qui d'une certaine manière peuvent plus poser problème et renvoyer à des différences normatives entre les parents et les écoles.

De ce point de vue-là, il y a des règles qui sont non négociables. Par exemple, dans le cas du masque, les écoles ne vont pas beaucoup transiger sur le principe. C'est quelque chose qui s'impose. En pratique, si deux ou trois élèves ou l'enseignant ne portent pas le masque, est ce qu'on va intervenir tout de suite ? Il faut faire appliquer la règle, il peut y avoir toutes sortes de tactiques, de stratégies. On va essayer de convaincre le prof pour qu'il mette son masque afin que les élèves le mettent aussi. Il y a toutes sortes de petites tactiques au jour le jour pour faire appliquer les règles organisationnelles. Cela plaide pour un savoir faire des équipes, une coordination entre collègues et avec la direction. C'est le genre de décision où il est difficile d'imposer des choses aux parents car on sait que la société est très divisée là-dessus. C'est la même chose pour des questions liées aux règles religieuses de certains parents. La norme ne peut pas s'imposer de façon verticale. Certains principes peuvent être rappelés, mais il y a une pluralité normative qui ne peut être niée dans les pratiques de tous les jours des écoles, tant au niveau des parents et élèves que des équipes d'enseignants et éducateurs.

Le port du masque n'est pas une décision de l'école.

Vous avez complètement raison, c'est une norme qui s'impose aux écoles et aux directions. Les enseignants aussi peuvent ne pas être d'accord avec ces normes, pour de bonnes ou de mauvaises raisons.



C'est là que les dispositifs qui permettent le dialogue et la résolution de conflit sont importants. On ne peut pas simplement imposer par décret et par la force le respect de ces normes. On a souvent une école rêvée qui est une école où tout le monde appliquerait la norme parfaitement. Au début du siècle dernier, il y a aussi eu beaucoup d'absentéismes dans les écoles rurales où la règle n'était pas respectée non plus. C'était pourtant une école où l'on respectait le maître.

Voyez-vous une évolution des comportements et positionnements radicaux des parents ?

Je n'ai pas fait de recherche particulière là-dessus. Je pense qu'il y a probablement des demandes plus singulières concernant leur enfant. Par exemple, des parents qui demandent des comptes aux enseignants concernant les évaluations. Ceci dit, c'est souvent dans les milieux favorisés et moyens que les parents se sentent suffisamment autorisés à demander des comptes aux enseignants.

Il y a récemment un cahier du Girsef qui est sorti sur les questions de l'école et la cohésion sociale. Ils ont fait une enquête auprès des enseignants, des élèves et des parents. Ils ont fait un travail empirique à ce propos. Cela s'intitule « Les enseignants face aux missions historiques de socialisation, vers une fragmentation du champ scolaire ? ».

Comment l'école peut-elle assurer et maintenir des conditions favorables au vivre ensemble ?

Il faut sûrement entendre les demandes, sans forcément y répondre positivement. Je ne vois pas comment les écoles peuvent faire autrement vu cette individualisation des rapports à l'école. Cette individualisation est un mouvement de fond dans la société et dans les écoles. Il faut les entendre et il faut peut-être créer ou utiliser des lieux de discussion, que ce soit le conseil de participation ou d'autres formes de réunions pour clarifier les règles du jeu entre eux, parents et enseignants.

Il faut reconnaître les demandes de l'autre, mais expliquer qu'il y a sans doute une diversité de points de vue à prendre en compte mais aussi un cadre légal ou pratique qui ne peut pas être négligé. Il y a aussi le projet éducatif de l'école, le projet d'établissement qui met l'accent sur une chose ou l'autre. Je pense que beaucoup d'écoles mettent justement l'accent sur une reconnaissance d'une diversité sociale et culturelle et le respect mutuel des convictions ou des choix de chacun. Les demandes de chacun ne peuvent pas toujours coexister ou avoir leur place dans l'espace scolaire.

Il y a des demandes radicales qui mettent en péril ces principes-là, des parents qui veulent imposer leurs propres valeurs mais je crois que c'est assez rare. Il faudrait partir de ces situations précises pour réfléchir à la manière d'y répondre.

Vous évoquiez le conseil de participation. Vous pensez que c'est une structure qui peut agir de manière positive dans ces situations ?

Je ne surestime pas du tout son rôle mais le conseil de participation a le mérite d'être un lieu institué. C'est un lieu de dialogue où il y a officiellement des parents qui sont présents. Si dans une école des situations de ce type se présentent, plutôt que de simplement définir le problème du point de vue des enseignants ou de la direction, cela



peut être le lieu où il y a aussi une médiation par d'autres parents qui pourraient aider à trouver des réponses plus adaptées.

L'école ne doit pas justifier ses règles en interne et les imposer aux parents. Elle doit mobiliser les lieux de dialogue car, si l'on veut construire un partenariat, il faut enrôler les parents dans ce partenariat. Je ne vois pas comment les enrôler sinon en les écoutant et leur montrant qu'il y va aussi de leurs intérêts de participer à la vie de l'école.

Le conseil de participation est souvent peu investi par les parents mais il a le mérite d'exister. Parfois, c'est l'école qui ne va pas vers les parents pour les impliquer dans le conseil de participation. Il faut toujours circonscire. Ce lieu pourrait certainement être amélioré par un travail actif des écoles pour rencontrer les parents.

Cela a été à l'ordre du jour pendant la pandémie, il ne faut pas simplement laisser les parents au bout des plateformes électroniques et juste leur envoyer des messages par mail, parce qu'une partie des parents décrochent, ne vont pas voir leurs mails ou ne communiquent pas comme cela. On en revient à ce que je disais, le conseil de participation ne sera pas investi de la même manière par les parents ou par les écoles. Du coup, chacun va pouvoir dire que l'autre ne vient pas ou ne s'investit pas comme il le faudrait. C'est clair que pour qu'il y ait une forme de vivre ensemble et de partenariat qui s'institue, selon le public de l'école, c'est aux écoles aussi à faire tout un travail de lien aux parents, au moins pour savoir où ils se situent.

Cela revient à ce que je disais, il ne faut pas cacher des malentendus entre les parents et l'école derrière des comportements supposés radicaux. Je me demande s'il n'y a pas aussi un risque là d'autojustification d'une forme de coupure de dialogue entre les écoles et les parents.

Justement, il ressort de l'enquête auprès des écoles que pour faciliter les relations avec ces parents, ce qui est important ce sont la discussion avec les parents, les rencontres, les informations. Le conseil de participation et l'association de parents sont des instances importantes à cet effet.

Cela rejoint tout à fait ce que je disais. Peut-être qu'au-delà, dans la mesure des possibilités, c'est l'ouverture des écoles à des associations sociales ou représentatives de minorités culturelles qui peuvent aussi faire le lien avec les parents. Cela dans une optique d'élargissement du réseau autour de l'école. Qu'elle ne se limite pas aux rapports individuels entre l'établissement et les parents.

Dans l'enquête, nous avons aussi demandé qui gère la situation avec ces parents. Il s'agit principalement de la direction, des enseignants et des éducateurs. Nous avons mis un item « acteurs externes » mais il n'a été coché que par une minorité.

Ça, c'est peut-être quelque chose qui pourrait être développé. Je sais qu'on demande beaucoup de choses aux écoles, elles sont un peu submergées par les multiples demandes. Mais c'est vrai que dans le rapport aux parents, il y a quand même un certain nombre de cas où la médiation par des associations fluidifie et intensifie la relation aux parents. Ces associations peuvent être parfois de meilleurs porte-paroles de ce que les parents souhaitent. De plus, l'école entendra peut-être plus facilement les choses venant d'un acteur externe.



Selon vous, comment les Centres PMS peuvent-ils accompagner les écoles dans cette problématique ?

Par rapport à un certain nombre de problématiques, cela pourrait rentrer dans son rôle. Je les verrais un peu dans un rôle de médiation, comme les associations sociales et culturelles. Ils peuvent avoir un rôle dans les domaines de la santé des élèves, des apprentissages. Ça peut-être aussi un médiateur pour aider les écoles à voir ce qui est pertinent comme demande parentale.

Selon vous, quel rôle peut jouer l'association de parents pour prévenir et gérer ce genre de tensions entre l'école et les parents concernés ?

Sûrement que c'est un interlocuteur pour l'école, parallèlement au conseil de participation. Avec des réalités et des situations variables car il y a des écoles où il n'y a pas d'association de parents. Peut-être que oui, dans certaines écoles, l'association de parents a un rôle de ce point de vue-là. Mais le conseil de participation a plus de sens. L'association de parents est là pour aider l'école dans un partenariat pratique ou pour faire monter auprès de l'école des demandes ou des préoccupations des parents. Donc ils sont dans une logique de demande.

Le conseil de participation, c'est plus un lieu où il y a une présence et une parole de chacun dans une logique plus participative. Mais l'association de parents est sûrement un interlocuteur qui peut être utile.

Il faut pouvoir se mettre à la place de l'autre. Qu'est-ce qu'on supporte chez l'autre ? C'est un domaine où il y a une tendance réelle de l'individualisation des choix qui est encouragée de manière générale dans notre société. Il y a une valorisation des choix de l'individu comme fondateur de son propre développement. Il y en a qui peuvent souhaiter revenir à une situation ancienne où il y avait une norme qui s'imposait du haut, qu'elle soit étatique ou religieuse. Notre société valorise l'individu et ses choix. L'école n'est pas la dernière à le faire, elle participe à ce mouvement. L'école peut risquer de se contredire elle-même parfois.

6. « Une école trop ronde », par Danielle Mouraux, entretien du 4 novembre 2021

Danielle Mouraux est sociologue de formation et se consacre depuis de longues années à la relation école-familles. Elle est notamment l'auteur d'*Entre rondes familles et école carrée, l'enfant devient élève* (De Boeck, 1^{ère} édition en 2012).

Comment définiriez-vous les radicalités parentales ?

La radicalité c'est être dans ses racines, retourner à ses fondamentaux, à ce que l'on est vraiment et donc pour les familles, c'est du communautaire. On fonctionne ainsi dans les familles avec des nuances bien entendu. La famille est « ronde », elle est un groupe social qui n'est pas créé par la société, il se crée spontanément et fonctionne sur quatre grands principes :

- L'affectif : c'est le cœur qui prime ; les émotions, les sentiments et les humeurs guident l'action
- L'individuel ou le personnel (ici ce qui est important ce n'est pas ce que je fais mais ce que je suis, ma personnalité. Et quoi que je fasse, je reste l'enfant de mes parents ou je reste la mère de mes enfants. La parentalité est un lien indissoluble. La famille cherche à assurer, sinon le bonheur, du moins le bien-être de chacun de ses membres
- Le particulier : la famille est construite de milliers d'éléments qui va créer une symbiose qui est le capital culturel de la famille. Cela se marque par la façon de voir le monde, de parler à l'intérieur et à l'extérieur de la famille, la manière d'élever les enfants, la manière de croire, de penser qui fait qu'on se ressemble à l'intérieur de ce groupe
- L'appréciatif : on se situe dans un continuum entre la sympathie et l'antipathie par rapport aux personnes, aux idées, aux croyances. Cela fragilise les familles. La famille étant construite sur *je t'aime, je ne t'aime pas* ; lorsqu'on n'aime pas un membre de sa famille, c'est la rupture.

La radicalité, c'est ce qui caractérise les familles. Quand on parle de radicalisation, il y a mouvement mais cela ne concerne pas que les familles, il y a aussi les partis politiques, les religions, etc. qui peuvent se radicaliser. Les intégristes sont ceux qui retournent *aux racines des racines* en essayant de les observer à la lettre. Il y a certainement des parents qui réclament le droit d'être ronds. Pourquoi ? Peut-être parce que l'école a voulu effacer ce rond.

L'école elle va fonctionner d'une toute autre manière que j'appelle carrée. L'école est une institution qui fonctionne sur -quatre principes :

- Le cognitif : ici, c'est la Tête qui est aux commandes car il s'agit avant tout de comprendre le monde, soi-même et les autres. On est dans le champ rationnel. On quitte le domaine des certitudes et des convictions pour celui de la science et donc de la recherche continuelle et du doute incessant. Cela passe inévitablement par l'acte d'apprendre et la relation à l'autre s'organise autour du savoir.

- Le professionnel : l'école est composée de différents groupes : les usagers (élèves et leurs parents), les travailleurs (enseignants, directions, employés) et les promoteurs (pouvoirs organisateurs, pouvoirs publics). Ces groupes ne sont pas des communautés ni des groupes d'amis. Ils se forment en vue de réaliser un objectif collectif. Plus que le vivre ensemble, c'est l'apprendre ensemble qui est important de manière solidaire, avec, par et pour les autres. La socialisation est scolaire et se fait en même temps que les apprentissages. Concrètement, les règles et règlements d'école et de classe sont construits dans cet objectif d'apprentissage collectif. Pour devenir élève, l'enfant doit s'individualiser (se détacher de sa famille et devenir une personne, un individu) mais aussi devenir un parmi d'autres qui lui ressemblent, ses *collègues*. Au-delà de leurs caractéristiques et personnalités respectives, tous les enfants sont capables de devenir élèves et d'apprendre. C'est le défi de l'éducabilité.
- L'universel : toutes les écoles fonctionnent sur le même modèle et visent le même objectif : l'instruction, la socialisation et la sélection des jeunes. Pour cela l'école fait société c'est-à-dire qu'elle représente un échantillon de la société et permet l'apprentissage de la citoyenneté démocratique. L'école transmet des outils culturels universels qui relèvent de la culture de l'écrit et de l'abstrait alors que les familles fonctionnent sur l'oral et le pratique tout en maîtrisant la culture scolaire de façon inégale.
- L'évaluatif : l'école devant assumer des missions précises et prescrites par la loi, il est capital que ses missions et objectifs soient soigneusement évalués. L'évaluation est de nature cognitive car elle vise à comprendre où l'on se situe dans le processus d'apprentissage.

Il faudrait peut-être que l'école retourne davantage à ses racines alors qu'on a plutôt l'impression qu'elle essaie de devenir ronde de sorte qu'elle crée et entretient les malentendus et se met en danger. Il n'y a rien de mal à être carrée, c'est très riche et plutôt enthousiasmant et c'est ça qui va passionner les enfants. L'école souffre aussi de son particularisme. Même si elle se veut universelle, chaque école est particulière au point qu'il y a une dualisation du système. Une école trop ronde devient une école ghetto et elle ne sait plus faire société.

A côté de cela, même si c'est difficile parfois d'accepter des fonctionnements communautaires en tant qu'institution, l'école doit accepter la rondeur des familles et s'appuyer dessus pour construire autre chose de vital pour le bien-être de l'enfant comme de la société. C'est ainsi que l'école peut faire entrer l'enfant dans le registre carré et dans le rôle d'élève pour arriver à l'hexagone, résultat du rond multiplié par le carré. L'hexagone c'est vraiment faire sa place dans la société.

Voyez-vous une évolution des comportements et positionnements radicaux des parents ?

Oui, je pense que c'est dans l'air du temps. La famille aussi réclame *le droit de* . Peut-être bien qu'il y a non pas des mécontentes mais des malentendus : *je ne comprends pas bien ce qui se passe*. Ceux qu'on appelle les hyperparents veulent absolument se prouver qu'ils sont les meilleurs parents du monde et donc ils se mettent en combat contre tout ce qui n'est pas eux. Tout ce qui n'est pas leur propre fonctionnement, ça les dérange. Ils ne

comprennent pas tous les avantages du carré. Une chose essentielle que l'école devrait faire avec tous les parents c'est leur montrer tous ces avantages de l'école carrée. C'est quelque chose qui ne se fait pas. Par exemple lorsqu'on rencontre un enfant, on lui demande *L'école, ça va ? T'aimes bien ton instit ? Et qu'aimes-tu à l'école ?* alors que l'important n'est pas là. En faisant ça, on est dans l'appréciatif, on met du rond à la place du carré. La question c'est *avances-tu dans tes apprentissages ?* Sinon, l'école apparaît étrange voire ennemie. Elle devient ennemie quand l'enfant a des difficultés à l'école.

Cette évolution est probablement due à l'individualisme de notre société. On est plus intéressé par sa personne, par ceux qui nous ressemblent, qui partagent nos goûts. Le développement des réseaux sociaux l'illustrent bien. Ils rassemblent virtuellement par les algorithmes les gens qui ont le même avis. Les gens sont cohérents et prévisibles et on reste dans l'entre soi. Cela renforce encore le côté individuel, particulier, rond de la société et des groupes.

En quoi les radicalisations parentales ont-elles un impact sur la vie scolaire ?

Les radicalités ou les racines des parents ont un impact énorme naturellement. Ce sont tous des petits ronds qui arrivent le matin à l'école avec les sentiments qui se sont développés dans la vie familiale, la joie, la peur, la colère, la tristesse, leur caractère, leur langage particulier (populaire, élitiste peu importe), leur manière de voir le monde, le fait de situer l'école au centre de leur vie ou pas. Ces enfants sont là tous les matins dans la classe. Les enseignants aussi arrivent avec les préoccupations de leur famille. Ils ne peuvent pas en faire abstraction en arrivant dans la cour de l'école. Donc, c'est certain que le rond est présent sans arrêt dans l'école et il ne peut avoir un impact positif que si les professionnels dans l'école reconnaissent l'existence de cette manière d'être et ce registre de fonctionnement. En s'appuyant dessus, ils peuvent emmener les élèves ailleurs pour autant qu'ils connaissent cet ailleurs. Cela demande une connaissance réflexive de son action collective en tant qu'enseignant : c'est quoi l'éducation, la pédagogie scolaire, le rôle de l'école ? Que fait l'école ? Comment fonctionne-t-elle ? De nombreux enseignants n'ont pas de connaissance de l'action-même de leur système comme le fait que seuls 40 % des élèves arrivent à l'heure c'est-à-dire sans avoir doublé fin d'humanité alors que 60 % des *pièces* qui passent par l'école, si je puis dire, sont défectueuses et qu'il faut les retravailler au moins un an si pas deux ou trois. D'autant que c'est toujours les mêmes qui ratent c'est-à-dire ceux, et ce ne sont pas toujours les plus pauvres, dont les familles sont les plus rondes, les plus radicales et surtout ceux dont les familles ne comprennent pas les codes et les valeurs scolaires : qu'est-ce que ce système qui va transformer mon enfant contre mon gré, contre mes croyances, mes convictions. C'est très dur pour les familles de voir son enfant revenir de l'école transformé et cela peut générer une forte animosité. Ces familles défavorisées sont aussi dans une peur omniprésente, celle que l'enfant rate et qu'il y ait reproduction de la pauvreté et de l'exclusion alors que l'école, la certification sont devenues tellement incontournables.

La plus grosse transformation c'est de passer d'un registre affectif à cognitif. La mission de l'école n'est pas uniquement de transmettre des savoirs mais d'initier les élèves à avoir une démarche scientifique, avec les étapes du doute, de la question, de la recherche et de la solution. Les enseignants eux-mêmes n'ont pas toujours conscience qu'ils enseignent des sciences (linguistique, éveil, math, ...). Et on ne peut pas faire cette démarche seul, ça devient une démarche professionnelle c'est-à-dire collective avec des

collègues. Les élèves sont des professionnels de l'apprentissage. L'école est le seul lieu où cette démarche est possible. La science va utiliser des outils universels : l'écrit, l'abstraction, l'évaluation et l'auto-évaluation. C'est de ça dont les enseignants doivent être conscients. Dans les familles, l'enfant n'aura pas l'occasion de pratiquer ce fonctionnement sauf dans les familles carrées qui se prennent pour de véritables petites institutions et où tout est pédagogisé. Ces familles se donnent l'objectif et les moyens de réussir. Tout est axé sur l'école : les jeux sont éducatifs, les vacances passeront par le musée, les enfants reçoivent des devoirs supplémentaires, des cahiers de vacances; toutes les occasions de la vie familiale seront utilisées à des fins pédagogiques. Ces parents vont booster et driller leurs enfants à la manière de l'école.

Les familles plus hexagonales elles ne vont pas le faire à la manière de l'école mais de façon plus culturelle et universelle. Ce sont elles qui emmèneront leurs enfants dans les concerts, des expos, des périples en se disant qu'il n'y a pas que la manière scolaire pour apprendre des choses.

Les familles peuvent avoir des lunettes rondes, carrées ou hexagonales. La question essentielle des familles est : « *Qu'est-ce que l'école peut apporter à mon enfant ?* ». C'est une raison pour laquelle il faut toujours garder l'hexagone en point de mire. Si les apprentissages sont trop carrés, on a des élèves qui travaillent simplement pour avoir des points, un diplôme et puis c'est tout. Il faut que les jeunes aient une perspective. D'où la notion de secondarisation : quand on fait faire une tâche à un groupe d'élèves, ce qui est important ce n'est pas la tâche mais ce qui se cache derrière : le savoir, qu'est-ce qu'on veut leur apprendre et la compétence qui s'exerce surtout dans la société.

Par ailleurs, il faut avoir conscience que les parents jouent un rôle dans la motivation scolaire de l'enfant. L'enfant a besoin de ce que l'on appelle la triple autorisation pour entrer dans les apprentissages : s'autoriser à apprendre hors de la maison, sentir que ses parents l'autorisent à le faire et autoriser ses parents à rester ce qu'ils sont. L'enfant fait des paris : pris dans un conflit de loyauté, il parie qu'il peut faire confiance à l'enseignant et faire ce que celui-ci attend de lui, même si les règles sont différentes de la maison. Pour ce faire, il faut contextualiser.

Est-ce que le monde scolaire est la norme face à laquelle il faut situer les comportements et positionnements des parents comme radicaux ou non ?

Oui, malheureusement. L'école continue à vouloir scolariser les familles comme je l'explique dans mon ouvrage. On peut prendre l'exemple du travail scolaire à domicile. C'est le dispositif le plus *colonisateur* des familles par l'école. Cette pratique montre tout l'impérialisme scolaire alors que rien que par le simple fait que l'école est obligatoire, les familles sont déjà dans une démarche d'adaptation à l'école, de transformation pour pouvoir produire tous les matins un enfant capable de devenir un élève. Il faut qu'il ait dormi, soit propre, ait mangé, soit à l'heure, dans de bonnes dispositions pour apprendre... Les familles s'adaptent déjà dans de multiples domaines mais l'école, par certains mécanismes, pousse encore les familles à s'adapter davantage au carré, convaincue que cela va sauver les élèves. Il y a là une contradiction puisque certaines familles ne vont pas pouvoir faire ce que l'école attend d'elles alors que d'autres le feront les doigts dans le nez. Les enseignants sont conscients de cette diversité des familles mais, paradoxalement, ils imposent la même chose à toutes. Par les devoirs, exercice à faire ou apprentissage d'une leçon, on transfère de la classe à la maison un petit morceau



carré qui pose problème en obligeant l'enfant à rester carré dans son milieu rond. D'autant plus qu'on lui a déjà demandé beaucoup toute la journée et que les devoirs dépassent souvent les capacités de travail intellectuel d'un enfant propres à chaque âge : maximum deux heures par jour à 6 ans jusqu'à maximum six heures par jour à 16 ans (la capacité de vigilance continue étant elle de dix minutes à 6 ans et trente minutes à 16 ans). Si on sait tout cela pourquoi leur demander tous les soirs d'être encore des élèves assis à une table ? C'est tout un système qui met en place une infantilisation des parents sous prétexte de les responsabiliser : on exige d'eux de surveiller le travail scolaire tout en ne faisant pas le travail avec ou à la place, demande plutôt hypocrite étant donné qu'un parent qui en a la possibilité ne va pas laisser son enfant tâtonner mais bien l'aider, pour que les leçons soient connues. De cette façon, l'école impose son autorité aux parents. Dès lors, on peut comprendre que les parents soient parfois en colère et dans le désarroi. Les parents sont déresponsabilisés et mis face à leurs propres incompétences. Ils ont un sentiment d'impuissance. On vous dit que vous devez aider votre enfant mais vous ne pouvez pas, soit parce que vous avez du mal avec l'écrit, soit parce que vous avez oublié les matières comme la règle de trois, soit parce que vous avez d'autres urgences. Les parents se tournent alors vers les écoles de devoirs qui sont reconnues comme filet officiel devant l'impuissance des parents ou, s'il en ont les moyens, vers le marché juteux des coachs qui sont de véritables précepteurs. Le système du travail scolaire à domicile est donc un système magnifique pour renforcer les inégalités sociales. Ce n'est pas pour autant qu'il faut supprimer les devoirs, c'est important qu'ils continuent à travailler et avancer dans les apprentissages à la maison mais sans faire du scolaire, qu'on leur en donne le temps et la liberté. Le domicile ce n'est pas que la maison, c'est le trajet de l'école et toute la société dans laquelle ils entrent peu à peu. Il y a la famille et puis toutes les interactions autres. Mais pourquoi faire encore du scolaire ? L'enseignant peut donner une mission culturelle aux élèves, culture écrite/orale, concrète/abstraite. Par exemple, travailler l'imparfait en conjugaison. La culture scolaire c'est de décomposer le verbe : radical- terminaisons et de conjuguer. Le devoir n'est pas de leur donner un autre verbe à conjuguer à l'imparfait mais de leur permettre de comprendre le sens et l'importance de l'imparfait : l'imparfait c'est faire de l'histoire. On peut, par exemple, confier un travail d'observation à l'enfant qui a pour mission de revenir avec une phrase lue, entendue, suscitée auprès de ses proches à l'imparfait. Les différents supports peuvent être utilisés : livres, magazines, télé, Gsm... La leçon suivante, les enfants seront revenus avec une vingtaine de phrases que l'on pourra observer, classer en classe pour leur donner un sens culturel. C'est ça la perspective de l'hexagone. C'est ainsi que les enfants pourront devenir compétents dans la société. Ça c'est une tâche enthousiasmante où les parents n'ont pas besoin de s'en mêler même s'ils peuvent répondre aux questions culturelles de l'enfant *Maman, comment c'était quand tu étais petite ?*

Pour arriver à cela, c'est important que les enseignants travaillent de façon collective sur la représentation des familles comme je le fais avec eux en formation. Je découvre qu'ils savent que certains parents savent accompagner les devoirs et que d'autres en sont incapables mais on continue à donner des devoirs aussi parce que les parents le demandent notamment ceux de milieux défavorisés. On touche à la croyance que des devoirs vont lutter contre l'échec scolaire qu'ils ont connu. Ces parents se culpabilisent d'avoir échoué à l'école en pensant qu'ils n'ont pas assez étudié et veulent éviter de reproduire ça avec leur enfant. Des enseignants vont aussi dans ce sens. Un enseignant de ma fille en secondaire m'a dit, une heure de cours = une heure de travail à la maison. Je me suis insurgée contre ça : non les élèves n'ont pas à faire des semaines de soixante

heures, c'est impossible. Cela jette aussi le discrédit sur l'école : les élèves s'en foutent en classe en sachant que tout doit quand-même être revu à la maison. C'est reporter l'apprentissage qui devrait se faire à l'école à la maison qui a un autre rôle. Il y a moyen de revaloriser autrement le travail fait en classe à la maison.

Il y a d'autres choses incohérentes comme le fait de demander aux parents de signer le journal de classe tous les jours. Qu'est-ce que l'enseignant en attend ? Que le parent suive le travail fait en classe, ça n'a pas de sens. La preuve c'est que des enseignants nous confient que des parents signent le journal à l'avance. Des parents en difficulté avec l'écrit ne comprennent même pas le message. Cela n'a aucun sens et, encore une fois, c'est vouloir responsabiliser les parents de quelque chose dont ils ne sont pas responsables c'est-à-dire le travail scolaire. La signature au bas d'un document, c'est marquer son accord. Or, un parent qui signe un mot disant que l'enfant a été insupportable en classe ne veut pas dire que ce parent est d'accord avec la version des faits de l'enseignant. Ce n'est pas pour autant qu'il ne faut plus rien demander aux familles, la première chose est que l'enfant soit présent tous les jours en classe et à l'heure pour qu'il se transforme en petit carré, en petit scientifique et c'est la transformation la plus extraordinaire même si elle est difficile. Et c'est ce qui manque le plus aujourd'hui, cet esprit scientifique, critique, cette prise de recul. Quand on entend aujourd'hui le procès des attentats de Paris, c'est affolant de penser que certains viennent faire exploser des personnes qu'ils ne connaissent même pas parce qu'elles ont des idées différentes. Donc oui, il y a une radicalisation et un retour aux racines inquiétants.

Ce qui est inquiétant c'est que les enseignants eux-mêmes n'ont pas toujours cet esprit scientifique. C'est pour cela que dans le sens du Pacte, il faut absolument revoir leur formation initiale et continue. On touche là au recrutement des enseignants. Cette formation doit être suffisamment profonde, complète et exigeante pour produire des enseignants réflexifs c'est-à-dire qui réfléchissent sans arrêt à leurs pratiques. Durant cette formation, ces enseignants doivent être mis sans arrêt dans la situation du rond au carré et c'est ce qui leur permettra de pouvoir travailler avec des élèves et des familles de tout horizon et de tout milieu. Pour ce faire, il faut aussi former les formateurs d'enseignants notamment à la prise de recul, à dépasser des méthodes très, trop scolaires où on exige du futur enseignant des choses contradictoires comme préparer sa leçon dans les moindres détails tout en misant sur la participation des élèves. Ce genre d'exigences institutionnelles fait chuter la motivation, beaucoup abandonnent leurs études d'enseignant.

Comment l'école peut-elle assurer et maintenir des conditions favorables au vivre ensemble ?

D'abord en mettant l'accent non pas sur le vivre ensemble, mais sur l'apprendre-ensemble, c'est ça qui est important. L'école doit revendiquer sa nature carrée. Elle n'est pas une communauté éducative, mais une institution éducative qui fonctionne de façon opposée à une communauté. Des communautés, il y en a déjà assez ailleurs. L'école, parce qu'elle est une institution, a vraiment la capacité de transformer l'enfant en élève et de transformer les parents d'enfant en parents d'élève, ce qui est un plus par rapport à leur caractéristique ronde.



Dans ce sens, les enseignants notamment en maternelle ne doivent pas vouloir être trop ronds. Beaucoup d'institutrices me disent qu'elles font ce métier parce qu'elles aiment les enfants, les trouvent innocents, spontanés, dans l'affectif. Si elles partent dans cette optique, c'est foutu ! Elles n'ont pas à materner, aimer les enfants mais à les transformer en élève réfléchi. Je vois souvent des enseignants épuisés parce qu'ils sont trop ronds, ils s'investissent trop affectivement plutôt que de se concentrer vraiment sur leur tâche. Dans la prise de présence par exemple en maternelle, il y a une manière de faire. On ne demande pas à l'enfant de dire *Coucou, je suis là* mais *présent* c'est-à-dire prêt à devenir des élèves, pas d'être avec son ami mais de pouvoir travailler avec les autres surtout avec ceux qu'on aime moins. Le but n'est pas de se faire des amis en classe mais de progresser dans les apprentissages et cela demande de mettre le rond en sourdine. A la récré, on peut être plus rond, faire ce qu'on aime bien avec qui on aime bien. En classe, l'enfant endosse un rôle d'élève qui va le transformer petit à petit.

Pour améliorer l'apprendre-ensemble, l'objectif des réunions de parents est de voir avec eux comment ils peuvent soutenir la transformation de leur enfant en élève dans toutes les dimensions qui caractérisent la famille. Le rôle des parents dans la scolarité c'est d'être des supporters. On maintient son soutien, son amour même quand l'enfant échoue, n'a pas produit les efforts attendus... Comme le supporter sportif dans un match de foot qui reste là même si le club ne marque pas ou perd le match, le parent a à rester soutenant et encourageant et ne pas punir ou moins aimer l'enfant.

On peut faire comprendre certaines choses, règles comme la ponctualité aux familles non pas en s'appuyant sur le côté carré, collectif du genre *votre fille dérange les autres* mais en s'appuyant sur le côté rond : *quand votre fille arrive en retard tous les jours, elle est malheureuse et triste parce qu'elle est mal vue par les autres et mise de côté. Pour qu'elle soit bien à l'école, il faut qu'elle soit tous les jours à l'heure.*

Voir aussi dans les reproches pour des petites choses que les parents viennent faire à l'école, la peur qui se cache derrière, celle que leur enfant rate à l'école et rate leur vie.

On touche là au problème de la communication. Pour faire se rencontrer le rond et le carré, il faut pouvoir communiquer avec les familles en maîtrisant les bases de la CNV (Communication Non Violente) :

- observer sans juger, dire les faits : il se passe ceci
- dire ses sentiments : je ressens ceci (colère, peur)
- dire quels besoins ne sont pas satisfaits
- faire une demande pour que les besoins soient rencontrés et que la situation change.

Il faut que l'école comprenne qu'elle ne peut pas demander des choses impossibles aux parents ou qui ne sont possibles que pour certains parents. Sinon elle crée le conflit. Elle ne peut demander que des choses positives (faites ceci et non pas ne faites pas), claires et concrètes. Si l'école demande par exemple au parent d'être plus autoritaire, qu'est-ce que cela signifie pour lui, c'est vague et abstrait. Laissez votre enfant plus autonome doit être traduit par apprenez à votre enfant à enlever et mettre lui-même ses chaussures (lui apprendre à faire ses lacets ou mettre des chaussures à scratch).



Pour aider à la communication école-familles, d'autres acteurs, comme les PMS, peuvent être des facilitateurs. Un 3^e milieu comme les écoles de devoirs, les mouvements de jeunesse ont un rôle très intéressant d'orchestration des savoirs scolaires et autres dans une activité souvent complexe comme un jeu de piste où on va mobiliser le savoir lire et écrire. C'est un milieu éducatif très intéressant pour aider l'école et la famille.

Selon vous, quelles sont les pistes à explorer pour une meilleure relation école-familles ?

La notion de co-éducation est une piste pour autant que chacun reste ce qu'il est, accepte ce que l'autre est et trouve des moyens de collaborer, de travailler ensemble.

Et ceci dans l'intérêt de l'enfant pour que les choses soient claires et qu'il puisse s'y retrouver. C'est la notion de sociologie des groupes qui serait utile dans la formation des enseignants. A l'école, l'enfant endosse le rôle d'élève et il se montrera différent de ce qu'il est dans la famille, dans une activité extrascolaire... Dans tout groupe, il y a attribution des rôles et c'est intéressant que l'enseignant en soit conscient et puisse l'utiliser pour que le groupe fonctionne.

La piste principale c'est la formation :

- initiale où le futur enseignant va prendre conscience de son rôle et de ses conséquences sociales prépondérantes. Or il se trouve au cœur de la reproduction d'un système inefficace et inégal. C'est aussi ce que le Pacte demande : que l'enseignant prenne conscience de son rôle social et donc soit dans une dimension de travail collective avec ses collègues (Plan de pilotage).
- continue : elle doit être beaucoup plus importante. Il faut promouvoir une formation continue obligatoire en dehors des heures de classe donc rémunérée. Cette formation continue plus large leur permettra de prendre du recul et de la hauteur par rapport à leurs pratiques et leur rôle plutôt que des petites formations techniques disparates comme apprendre à donner cours de yoga. Le yoga c'est très bien mais ce n'est pas le rôle premier de l'enseignant. L'objectif de l'école n'est pas de rendre l'enfant zen mais de l'amener à prendre sa place d'adulte en étant une personne épanouie, un travailleur actif et un citoyen dans une perspective d'émancipation sociale. Être conscient et comprendre les missions de l'école est essentiel.

Quel peut être le rôle d'une association de parents pour améliorer la relation école-familles ?

Le rôle de l'AP est de travailler au niveau collectif, carré et surtout pas rond même si elle est composée de parents. L'AP est elle aussi une institution dotée d'objectifs et de moyens. C'est bien que l'AP tienne compte du côté rond des familles par exemple en organisant, avec un bon accompagnement de personnes-ressources qui viennent avec un éclairage scientifique, des moments de rencontre (café des parents, soirée-débats sur le sommeil, l'échec scolaire...) où les parents vont pouvoir aborder certaines problématiques parentales et exprimer leurs sentiments par rapport à leur enfant. Le risque de l'AP c'est d'être ronde : ce sont des parents avec à la base certaines affinités qui, à force de travailler et partager des choses, vont devenir un groupe d'amis. Ce groupe ne doit pas non plus devenir le bureau des plaintes. Cela représente un danger pour l'école qui ne peut fonctionner que de façon carrée.



Mais les parents les plus ronds, ceux qui sont dans la peur ou la colère, ne vont pas aller à l'AP ni même à l'école. Ils sont soit fâchés contre l'école soit lui font une confiance absolue et ne se considèrent pas comme interlocuteur pertinent à l'école. Ceux-là, il faut les attirer à l'école avec du positif collectif : organiser ou montrer via des vidéos des activités auxquelles leur enfant participe. Des écoles le font très bien.

Concernant les dispositifs de rencontre parents-école, il faut sortir du dispositif convocation parents-enseignants qui ne fonctionne pas.

7. Résultats de l'enquête menée auprès des écoles

Cette enquête a été menée auprès des écoles fondamentales et secondaires de l'enseignement libre catholique. Elle était accessible du 8 au 19 novembre 2021.

Nous avons eu 212 réponses de directions d'écoles. Voici ci-dessous les résultats de cette enquête. Nous avons fait le choix de synthétiser les réponses « autre » et ouvertes et de mettre quelques réponses données afin d'illustrer au mieux les propos.

• QUESTIONS SUR LES COMPORTEMENTS RADICAUX DE PARENTS

1. Selon les différentes situations proposées, avez-vous déjà été confrontés à des comportements parentaux radicaux ?

	Jamais	Rarement	Parfois	Souvent
Des parents qui ne veulent pas que leur enfant participe aux séjours scolaires	14	79	97	22
Des parents qui exigent l'organisation de certaines activités (pédagogiques ou extrascolaires)	101	63	36	12
Des parents qui refusent la participation à certains projets de classe	36	90	81	5
Des parents qui ne veulent pas que leur enfant participe aux cours de natation	79	64	46	23
Des parents qui veulent se mêler de la pédagogie	19	60	88	45
Des parents qui légitiment une forme de décrochage scolaire	31	74	80	27
Des parents qui légitiment tout comportement de leur enfant dans le cadre de l'école	3	44	103	62
Des parents qui ont finalement opté pour l'école à la maison	107	87	18	
Des parents qui ont finalement opté pour une école privée	163	42	6	1
Des parents qui ne veulent pas que leur enfant fréquente certains types d'élèves (niveau socio-économique, religieux)	77	95	34	6
Des parents qui refusent l'inclusion d'élèves à besoins spécifiques dans votre école	140	55	16	1

Des parents qui viennent agresser l'équipe éducative dans l'enceinte de l'école	26	96	75	15
Des parents qui s'en prennent à d'autres familles dans l'enceinte de l'école (physiquement ou par plainte)	43	89	69	11
Des parents qui assignent l'école en justice	119	81	12	
Des parents qui ne respectent pas les règles d'hygiène en vigueur dans l'école	50	106	50	6
Des parents qui imposent un régime alimentaire strict sans raison médicale	108	73	25	6
Des parents qui refusent une nourriture collective (collation collective, recettes de la maison, pain fait en classe, viande du barbecue de la fancy fair)	84	80	33	15
Des parents qui exigent un certain matériel pour les repas (frigo, four micro-ondes)	124	59	24	5
Des parents qui ne respectent pas le règlement de l'école	12	103	72	25
Des parents qui pénètrent dans l'école sans autorisation	26	97	64	25
Des parents qui critiquent ouvertement l'école sur les réseaux sociaux	31	100	64	17
Des parents qui veulent se mêler des sanctions	8	67	91	46
Des parents radicaux au niveau politique	129	72	11	
Des parents radicaux au niveau religieux	95	85	26	6

2. A l'occasion de la crise sanitaire, avez-vous du faire face à des comportements parentaux radicaux (port du masque pour les élèves, respect des quarantaines, positionnement par rapport au vaccin, souhait de ne pas remettre l'enfant à l'école, non reconnaissance de l'enseignement à distance, etc.) ?

Les 200 réponses à cette question ont été regroupées sous des items pour pouvoir rassembler les réponses qui se rejoignent.

Oui : 142 réponses

- *Oui, de plus en plus*
- *Oui, mais la situation est restée sous contrôle grâce au dialogue et à une non participation de l'école à des débats stériles.*
- *Oui, un parent nous a envoyé plusieurs liens, vidéos concernant le complot de la crise sanitaire. Il ne fait pas tester son enfant.*
- *Il est un fait que socialement parlant, si les familles étaient davantage dans la communication constructive avec l'école, la soutenait pour une éducation sereine, collaborative et positive de leur enfant, il y aurait moins de problèmes au sein même de l'école.*
- *Très souvent, la relation école/famille a été rudement mise à l'épreuve.*
- *De manière générale, les comportements parentaux radicaux sont beaucoup plus nombreux depuis la rentrée 2021 et beaucoup plus agressifs.*

Parfois : 11 réponses

- *Parfois, mais une rencontre a toujours permis de remettre les pendules à l'heure.*
- *Cela est arrivé.*
- *Oui, mais en petit nombre.*
- *Très peu; juste quelques critiques sur les formules choisies pour l'enseignement en hybridation ou mesures prises pour la sécurité sanitaire, mais ce n'était pas radical.*
- *Oui, ce n'est pas une majorité mais certains parents se sont montrés très revendicatifs et opposés aux règles mises en place.*

Rarement : 12 réponses

- *Cela représente une minorité des parents qui travaillent avec nous.*
- *Rarement, cela s'est résolu en favorisant la communication et des objectifs explicites.*
- *Très rarement, mais après explications de protocoles changeants sans cesse, ils se sont "adoucis".*

Non : 35 réponses

- *Non, nous avons opté pour une communication précise et bienveillante.*
 - *Non, pas du tout, les parents ont été très collaborants.*
-

- *Non, jamais, au contraire toutes les familles coopèrent.*
- *Non, bonne compréhension des règles en général.*
- *Pas vraiment de comportements radicaux mais l'expression de leur désapprobation par rapport à certaines décisions prises.*

Les précisions données concernent différentes mesures liées à la crise sanitaire.

○ **Le port du masque : 51 réponses**

- *Certains parents étaient mécontents lorsque nous avons brièvement dû faire porter le masque à nos élèves et l'ont fait savoir. Mais ils se sont finalement pliés aux règles.*
- *Des parents qui étaient très agressifs par rapport au port du masque.*
- *Parents qui soit exigent le port du masque par tous partout, soit qui interdisent à leur enfant de porter le masque.*
- *Une maman qui était totalement contre le port du masque.*
- *Parents qui ne voulaient pas porter le masque lors de leur entrée dans l'école.*
- *Port du masque (refus des sanctions données à des jeunes qui réitèrent des comportements inacceptables à ce propos).*
- *Refus du port du masque dans l'enceinte de l'école.*
- *Certains ont retiré l'enfant de l'école à cause du port du masque obligatoire en septembre 2020.*
- *Oui, refus du port du masque dans l'enceinte de l'école, insulte de FACHO aux grilles de l'école du personnel en charge qui réclamait le port du masque.*
- *Port du masque refusé pour les élèves de P6 ou pour le voyage en car. Port du masque par eux-mêmes à l'entrée ou dans l'enceinte de l'école.*
- *Des messages adressés à la direction sur le port du masque mais sans refus de se plier aux règles internes après réponse circonstanciée à leur message.*

○ **Le retour à l'école et les absences : 39 réponses**

- *Après le 1^{er} confinement, lorsque l'obligation scolaire n'était pas rétablie, nous n'avons finalement revu qu'une moitié de nos élèves.*
- *1 enfant non scolarisé pendant la crise covid.*
- *Une famille a choisi de ne pas scolariser l'enfant en maternelle durant la crise (année 2020-2021) Une autre a opté pour l'enseignement à la maison.*
- *Quelques familles ne voulaient pas remettre leurs enfants à l'école après le premier confinement*
- *Oui, surtout qu'ils ne voulaient pas remettre les enfants à l'école malgré l'obligation scolaire rétablie...*

-
- *Plusieurs parents ont refusés de remettre les enfants à l'école (maternelle) et à l'opposé plusieurs sont furieux devant les fermetures (confinement ou quarantaine).*
 - *Nous avons rencontré un absentéisme très important car les parents avaient peur et gardaient leurs enfants à la maison.*
 - *Certains parents ont effectivement préféré, durant le confinement, lors du retour à l'école, ne pas mettre leur enfant à l'école.*
 - *Une minorité de parents n'ont pas remis leurs enfants à l'école lors de la réouverture en mai-juin 2020.*
 - *Plusieurs dizaines de parents m'ont informé de leur décision de ne pas remettre leur enfant à l'école après le premier confinement.*
 - *Oui, notamment des parents qui refusaient de remettre les enfants à l'école et avaient obtenus un certificat médical non justifié. Les enfants souhaitaient venir en classe, mais les parents refusaient.*
- **L'annonce et le respect des quarantaines : 32 réponses**
 - *Les multiples changements dans les mesures de quarantaine ont fait perdre beaucoup de l'adhésion initiale des parents. De plus, on ne nous donne aucun moyen de vérifier réellement si tout est fait dans les règles, nous devons compter sur la bonne volonté de tous. Et certains en profitent...*
 - *Refus de respect de quarantaine suite à un voyage en zone rouge.*
 - *Parents qui décrètent une quarantaine car un cas dans la classe. Parents qui désirent venir rechercher leur enfant car les réseaux sociaux ont dit qu'il y avait un cas à l'école...*
 - *Certains parents n'acceptaient pas de récupérer leur enfant mis en quarantaine par le PSE ou pire, positif au Covid.*
 - *Quarantaine / positivité au covid (école non prévenue - refus de se plier aux questions pour établir le tracing - minimisation des incidences sur l'organisation en cas de cluster - refus de quarantaine (élève se présente alors qu'il ne peut pas car en quarantaine avérée).*
 - *Les parents ne respectent pas tous les quarantaines imposées pour leur enfant. Ils souhaitent que leur enfant reviennent à l'école quand ils l'ont décidé.*
 - *Plusieurs familles n'ont pas fait travailler les enfants pendant le confinement mais pas toujours par radicalisme. Le plus souvent par manque de moyens. Quelques cas où les familles sont contre l'école et donc le font comme elles pensent.*
 - **La vaccination : 32 réponses**
 - *Refus catégorique du vaccin*
 - *Demande signature d'un document pour être assuré que le vaccin ne sera pas imposé à l'école à leur enfant (=> je répercute au PSE) - discours antivax.*
-

-
- *Des positionnements clairs et tranchés par rapport à la vaccination par exemple. Ce qui à mon sens peut être légitime.*
 - *Courrier sur positionnement du vaccin et interdiction de vacciner son enfant.*
 - *Des parents sont contre la vaccination (mais des professeurs aussi).*
 - *Positionnement par rapport au vaccin (documents apportés avec "obligation" de signer une décharge).*
 - *Refus de vaccination et donc impossibilité de stage pour l'élève.*
 - *Quelques réactions épidermiques face à la campagne de l'ONE de sensibilisation à la vaccination.*
 - *Refus de vaccination et plaidoyer pour ne pas accepter la vaccination. Des élèves qui veulent se faire vacciner ne le peuvent suite à la pression familiale.*
 - *Mails nous interdisant tout "propagande", information, ... pro-vaccination et obligation de les informer avant toute séance d'information en donnant l'opérateur et le contenu de la séance.*
 - *Mails parlant de discrimination vaccinés / non vaccinés dans le cadre des quarantaines pour les hauts risque avec ordre de cesser immédiatement la discrimination, réécriture de la procédure + ordre d'envoi d'un mail à l'ONE en les mettant en copie.*
- **L'enseignement hybride et le travail à domicile : 13 réponses**
- *Plusieurs familles n'ont pas fait travailler les enfants pendant le confinement mais pas toujours par radicalisme. Le plus souvent manque de moyens. Quelques cas où les familles sont contre l'école et donc le font comme elles pensent.*
 - *Travail à distance non fait.*
 - *Quelques difficultés au niveau de la légitimité de l'enseignement à distance. Facilement compréhensible: certains professeurs ont largement collaboré à ce dispositif; d'autres n'ont pratiquement rien mis en place pour poursuivre leur enseignement. Difficile à justifier auprès des parents !*
 - *Refus des parents de faire travailler les enfants, avec pour conséquence des écarts énormes entre enfants au niveau des apprentissages.*
 - *De nombreux parents ont manifesté leur désappointement vis-à-vis des difficultés liées aux nécessités de l'enseignement à distance, mais dans ce dernier cas, je pense que les principales raisons étaient d'ordre économique.*
- **Les consignes sanitaires : 6 réponses**
- *Lors de la rentrée après le 1^{er} confinement, un collectif de parents s'est fustigé contre les consignes données et appliquées suite à la circulaire de rentrée. Le courrier envoyé de manière anonyme était très agressif et remettait en question les consignes sanitaires.*
 - *Des gens qui rouspètent ouvertement contre une décision, qui exigent que les enseignants et l'école fassent.., qui comparent avec les autres écoles, qui contestent la désignation de leur enfant dans le tracing, qui menacent, ...*
-

-
- *Et les pires situations ce sont les règles Covid qui changent très souvent et que finalement, personne ne parvient plus à s'y retrouver. D'où la confusion de l'application des règles qui sont prises à la légère car les parents travaillent et trouvent inadmissible la quarantaine de 10 jours).*
 - **Des critiques du rôle de l'école : 5 réponses**
 - *Lorsque nous envoyons des informations, comme le Ministère nous le demande, concernant la vaccination, les réactions sont épidermiques et l'école (qui n'est que le facteur du message) est prise à partie. Les Directions sont également huées notamment lors du tracing ou de l'application des moments de quarantaine (soit parce que l'enfant est écarté soit au contraire car l'enfant ne l'est pas).*
 - *Critiques sur le rôle de l'école dans la propagation : "vous avez fait entrer le covid dans ma famille, on ne peut plus travailler..."*
 - *Une famille particulièrement, dans cette crise, m'accuse d'être comme tous mes collègues directeurs: des moutons à la solde de l'état, qui n'osons pas nous soulever contre les décisions discriminatoires du port du masque, et d'autres mesures. Nous serions aveuglés et elle tente de me 'convertir' par un envoi fréquent de mails complotistes. Mais suite à mon silence ou mon halte là, ça s'est tari.*
 - *Oui, certains parents sont agressifs en cas d'enfants positifs à l'école, c'est un peu de notre faute si le virus circule...*
 - **Une mise en place d'enseignement à domicile : 5 réponses**
 - *2 familles ont fait le choix de l'école à distance en septembre 2020.*
 - *Oui, cas d'école à domicile :enlever les enfants de l'école par crainte de contamination, pour finalement revenir cette année à l'école.*
 - **La fermeture d'écoles : 3 réponses**
 - *Agressivité des parents quand l'école doit fermer.*
 - *Parents critiquant les fermetures de classes (avec insultes à la clé).*
 - **Des exigences de suivi numérique si absent : 2 réponses**
 - *Depuis l'hybridation, quand leur enfant est malade, ils exigent qu'il reçoive des cours par le biais numérique, que nous leur envoyions les cours. Même si les profs peuvent aider, envoyer des travaux et des docs par la plateforme -ce qu'ils font souvent bien volontairement (pas tous, je le reconnais, mais la plupart quand même) - , nous refusons d'organiser cela structurellement. Les élèves doivent être acteurs, proactifs, doivent prendre des initiatives. Cela fait partie de l'éducation à la vie aussi. Je n'accepte pas que l'école soit considérée comme un distributeur, que les parents puissent exiger quoi que ce soit, comme si nous étions au restaurant.*
-

- **Le refus d'activités collectives : 2 réponses**
 - *Souhait de ne pas remettre l'enfant à l'école ou que l'enfant mange totalement à l'écart des autres.*
- **L'utilisation de la plateforme pour l'enseignement à distance : 1 réponse**
 - *De façon plus marginale, le refus d'utiliser la plateforme lors des jours d'enseignement à distance.*

3. Voulez-vous donner plus de précisions concernant les propositions faites dans le tableau ou évoquer d'autres situations auxquelles vous avez dû faire face ?

Les 86 réponses à cette question ont été regroupées sous des items pour pouvoir rassembler les réponses qui se rejoignent.

- **Problèmes liés à la crise sanitaire : 16 réponses**
 - *Demande des parents de connaître les élèves contaminés*
 - *Port du masque , refus de reprise de l'école, non connaissance de l'enseignement à distance, refus de l'enseignement à distance, problème d'équipement adéquat (précarité)...*
 - *Refus du port du masque - positionnement négatif par rapport au vaccin - refus d'envoyer l'enfant à l'école pour protéger un parent à risque (souffrant d'un cancer par exemple), critiques nombreuses sur l'organisation de l'enseignement à distance ("les élèves sont abandonnés").*
 - *Refus de vaccination mais souhaitant une participation aux activités sans CST. Refus du port du masque (car maltraitance de l'enfant). Refus de retour à l'école car trop de risque de contamination (et désertion scolaire). Remise en cause de l'organisation en distanciel (trop ou pas assez en fonction du parent).*
 - *Parents qui gardent les enfants à la maison car ils ont peur du Covid; parents qui font porter le masque aux enfants, parents qui refusent le testing en cas de fermeture par le PSE.*
 - *Port du masque, non investissement dans l'enseignement à distance, non respect ou contestation de l'interdiction de pénétrer dans l'école.*
 - *Parents n'acceptant pas de porter le masque correctement dans l'enceinte de l'école. Parents s'opposant ou critiquant sévèrement les décisions prises pour le bien-être des enfants.*
 - *La peur des enseignantes qui ne voulaient pas remonter en classe lorsqu'elles étaient au courant qu'un enfant avait ses parents positifs et que lui était présent à l'école! Le malaise des enfants ou leur stress à cause de ce virus et qui voyaient que certains de leurs camarades étaient "remballés" chez eux....*
- **Manque de respect et de reconnaissance des enseignants : 12 réponses**
 - *Les métiers liés à l'enseignement ne sont plus reconnus.*

-
- *Des parents fâchés qui insultent les enseignants, la direction, d'autres parents...nSituations encore rares, mais qui, lorsqu'elles arrivent, sont compliquées à digérer.*
 - *Certains parents n'acceptent pas la légitimité d'une direction ou d'une équipe éducative dans la gestion de leurs enfants dans l'école. Les menaces de faire venir un avocat sont de plus en plus régulières. L'impression est un besoin de devoir sans cesse se justifier. Les élèves ont donc un sentiment de surpuissance.*
 - *Parents qui harcèlent les enseignants par tous les moyens (mots au journal de classe, discussions privées sur Class Dojo) qui interrogent et critiquent toute initiative de l'enseignant dans sa manière de fonctionner, demande de rdv avec la direction directement avant de parler aux enseignants en prétextant une "peur des repréailles sur leur enfant".*
 - *Parents qui menacent de changer d'école à chaque remarque ou conseil donné.*
 - *De manière générale, c'est, de la part des parents, un manque de confiance dans l'institution scolaire et ses acteurs-adultes au profit d'une croyance absolue de tout ce que dit leur enfant. Se sentent-ils de bons parents en défendant coûte que coûte leur progéniture et, souvent, en bafouant l'autorité des professeurs, parfois même, devant l'élève ?*
 - *Plainte à la police et à l'inspection d'une famille contre la direction pour une punition d'un élève qui avait dégradé nos bâtiments (cutter dans les filets et feutre dans les toilettes) et écrit sur la porte de garage d'une enseignante "Suce moi salope" et dessiné une bite. Au bout, c'était nous qui le maltraitions parce qu'il était puni publiquement, quelle humiliation pour cet enfant d'être privé de liberté durant les récréations. Il devait resté proche du surveillant durant quelques jours au lieu d'aller jouer. Je me suis retrouvé malmené par un policier très "ami" avec la famille au niveau de la commune (grand-mère de l'élève = échevine de l'instruction), j'ai subi insultes, mépris, mensonges et calomnie partout dans le village : on parlait de mes soi-disant maltraitances chez le coiffeur, au supermarché, partout ! D'autres me le rapportaient. Un bel exemple de parents complètement radicalisés qui ne supportent pas ce qui est prévu par l'école.*
- **Demandes concernant l'organisation scolaire : 12 réponses**
- *Des parents qui refusent/marquent leur mécontentement face au changement de titulariat de classe lors du passage dans l'année suivante (fin juin lors de l'annonce de l'organisation de l'année suivante).*
 - *Comparaison avec d'autres enfants, d'autres classes, d'autres enseignants, d'autres écoles (traitement, résultats, méthodes...).*
 - *Contestation des méthodes, pédagogies, leadership de l'enseignant, propositions/cadres de cours (marcher sous la pluie...).*
 - *Remise en cause de la méthode utilisée par un professeur et refus de suivre le cours pour l'enfant, soutenu par le parent.*
-

- *Ecole mise sur le banc des accusés : contestation de l'horaire des élèves (périodes mal réparties sur la semaine).*
- *Les circulaires qui sont émises en mentionnant des "possibilités d'organisation" sont de plus en plus souvent traduites par des "vous êtes obligés de" quand cela les arrange.*
- *Parents qui refusent catégoriquement que leur enfant de M3 ait un instituteur et pas une institutrice, en disant que c'est malsain.*
- *En l'absence de professeur en immersion, un parent m'a écrit "qu'il suffisait que je lui donne un cours et qu'il irait en classe étant donné qu'il parle le néerlandais" ou que je n'avais qu'à demander aux autres professeurs de partager leur temps entre leurs classes habituelles et celles dont le prof est absent ("il suffit de changer les horaires").*

○ **Problèmes dus aux réseaux sociaux : 9 réponses**

Respect : 6 réponses

- *Certains parents utilisent mal les réseaux sociaux, notamment en calomniant les enseignants ou l'institution. Des propos orduriers ou violents nous sont rapportés. Il serait pourtant préférable de s'exprimer lors d'un face à face constructif et respectueux.*
- *Concernant les réseaux sociaux : création d'un groupe "Messenger" afin de critiquer certains enseignants. Sur le groupe de la ville, des parents qui émettent des avis, souvent défavorables, à l'encontre de l'école sans que ceux-ci ne soient fondés, d'où la critique facile...*
- *Des parents se sont acharnés sur moi car je ne justifiais pas l'absence de leurs enfants absents pour cause de tournages de films ou de publicités. Cela a été jusqu'à être insultant et calomnieux sur les réseaux sociaux.*
- *En réalité, je n'ai aucune idée des critiques éventuelles sur les réseaux sociaux.*

Rapidité : 2 réponses

- *Les réseaux sociaux ne nous aident pas comme si tout devait se régler immédiatement sur la place publique.*

Problèmes entre élèves : 1 réponse

- *Chaque année, je dois régler des situations de dispute entre élèves qui ont commencé à la maison, sur les réseaux sociaux ou des jeux en ligne.*

○ **Problèmes liés à la religion : 8 réponses**

- *Une maman d'élève m'a demandé si elle pouvait fournir un certificat médical afin que ses enfants ne suivent pas le cours de religion catholique.*
- *Il n'y a pas de cours de natation. une fois en 6 ans, une élève a refusé d'ôter le voile (vite réglé en dialoguant) et un autre d'acheter une bible. On lui en a prêté une.*
- *Actuellement, attitudes préoccupantes de repli sur soi: port du voile autorisé avec modération mais cette année, il y a des excès et des tentatives pour*

grignoter davantage. Comme le port d'une jupe par-dessus le training en éducation physique et dernièrement, réclamation pour des minutes de prière, lecture discrète de prières en classe et menaces larvées.

- *Certains parents refusent que leurs enfants participent à la cérémonie de rentrée à l'église.*
 - *Quelques familles fondamentalistes d'origine musulmane mettent une forte pression sur les familles musulmanes qui ont une autre vision de leur religion.*
- **Problèmes liés aux sanctions et au règlement interne de l'école : 8 réponses**
- *Refus d'appliquer les sanctions prévues dans le ROI pourtant signé.*
 - *Les parents voudraient souvent savoir - quand leur enfant est sanctionné par rapport à un souci avec un tiers - si le tiers (prof ou élève) va lui aussi être sanctionné. Mon refus de répondre à cette question engendre souvent de l'agressivité et une remise en cause de la sanction prévue.*
 - *Les désaccords par rapport aux sanctions sont les plus fréquents. Des demandes d'aménagement de celles-ci (par exemple déplacer un moment de sanction) sont également croissantes.*
 - *Nos élèves se rendent durant les heures scolaires dans le centre sportif qui se trouve juste à côté. Les protocoles écoles et les protocoles du centre sportif ne sont pas les mêmes selon le moment de la journée. Ces différences ont créé des incompréhension et des tensions de la part des parents vis-à-vis de la direction.*
- **Problèmes liés à l'alimentation : 5 réponses**
- *La problématique du moment : des familles n'acceptent pas la proposition de gourdes et boissons moins sucrées. On a des fontaines à eau, une conférence alimentation saine.*
 - *Beaucoup de problèmes au niveau du restaurant scolaire : refuse la soupe sous prétexte que l'on mettrait des bouillons de viande (ce n'est absolument pas le cas), ne respecte pas la règle de choisir entre le pique-nique ou le repas. Ils choisissent au jour le jour selon le menu.*
 - *Grosses craintes des familles musulmanes face à l'alimentation : demandes de repas végétariens plutôt que halal.*
- **Surprotection des enfants : 5 réponses**
- *Il y a parfois de l'agressivité verbale. Des enfants surprotégés dont les parents considèrent qu'il faut faire à leur place.*
 - *Soutien des enfants face à des professeurs jugés "durs", "injustes", "discriminants" et menace de porter plainte ou de retirer leur enfant avec prise en compte exclusive du point de vue de l'enfant > diff. à prendre du recul, à entamer le dialogue > point de non-retour vite atteint.*
 - *De manière générale, nous ne sommes plus confrontés à certains enfants rois mais à certains enfants "DIEU"...*

-
- **Ingérence dans la gestion de conflits entre élèves : 4 réponses**
 - *Chaque année, des parents interviennent dans la cour de récréation à la fin de la journée et menacent d'autres élèves. Et cela malgré qu'en début d'année, lors des réunions de parents, je rappelle de passer par l'enseignant ou la direction pour régler les conflits.*
 - *Cette année, nous faisons face à moins de tolérance des parents face aux conflits quotidiens entre enfants dans la cour de récréation (en primaire principalement). Rapidement, on se tourne vers la direction et puis, dépôt de plainte à la police contre le ou les élèves agressifs ou violents. Les parents n'attendent plus qu'une médiation/écoute/sanction soit mise en place pour agir de leur côté.*

 - **Problèmes liés à la gestion des situation de harcèlement : 4 réponses**
 - *Situation de harcèlement déclarée tardivement avec menaces immédiates.*
 - *Les parents qui débarquent à l'école sont échaudés par "la publicité" portant sur le harcèlement à l'école : aujourd'hui, le moindre conflit est apparenté à du harcèlement et, du coup, légitime l'intervention parentale (parfois vraiment excessive) au sein de l'école.*
 - *Très régulièrement des parents viennent de manière agressive se plaindre et exiger des sanctions lourdes à l'encontre d'élèves qui auraient "harcelé" leur enfant (mot sorti sans connaissance de ce que c'est) ou encore à l'encontre de surveillantes qui ont osé se fâcher sur leur enfant.*

 - **Demandes concernant la pédagogie : 3 réponses**
 - *Suite au Covid, nous remarquons au sein des équipes un changement de l'attitude des parents vis à vis des apprentissages. Certains parents s'interrogent beaucoup plus sur la méthodologie, ils viennent trouver les enseignantes pour expliquer comment enseigner certaines matières mieux,... Pendant le confinement, certains parents ont dû prendre la place de l'enseignant et maintenant, ils pensent "savoir mieux" comment leur enfant fonctionne. Nous avons énormément de demandes d'adaptations, de remarques sur les feuilles d'exercices, de remise en question de certaines méthodes utilisées... La place de l'enseignant est remise en cause par certains parents au niveau méthodologie... On sent que l'on doit remettre "chacun à sa place" et que les parents refassent confiance aux enseignants.*
 - *Parents parfois très influencés par les publicités sur les écoles privées ou alternatives et deviennent exigeants et veulent donner des instructions aux enseignants. Ils ne sont pas conscients de la pénurie, de nos difficultés organisationnelles (remplacements souvent impossibles), de nos soucis financiers, de notre surcharge, etc !*

 - **Problèmes liés aux élèves à besoins spécifiques : 3 réponses**
 - *Exigences de résultats dans le cadre des aménagements "raisonnables"...*
 - *Condescendance ou remarques déplacées sur certains élèves porteurs de handicaps ou avec aménagements raisonnables - souhait que leur enfant ne soit pas à côté.*
-

-
- *Difficultés d'accueillir des enfants extraordinaires (autisme, ...) alors que les parents sont dans le déni. Perturbe la classe et démoralise les enseignants.*
 - **Problèmes familiaux présents dans l'école : 2 réponses**
 - *Parents qui se disputent la garde de l'enfant et qui appellent la police dans la cour, prenant la direction à parti.*
 - *En cas de séparation, parents qui exigent une double garde de communication, double courrier ou qui utilisent l'école comme lieu d'échange de leurs enfants, qui font des photos des enfants dans la cour parce qu'ils "ont bien le droit et que c'est leur enfant".*
 - **Problèmes liés à l'écologie : 2 réponses**
 - *Des exigences et interpellations au niveau "écologique".*
 - **Problèmes liés aux activités et séjours scolaires : 2 réponses**
 - *Beaucoup de difficultés pour organiser des séjours avec nuitées car pour des questions religieuses, les parents refusent que leurs filles y participent.*
 - *Refus d'aller à Auschwitz car il y a des "fantômes qui pourraient attaquer l'enfant".*
 - **Problèmes liés aux coûts des activités : 1 réponse**
 - *Refus de payer ce qui doit/peut l'être.*
 - **Problèmes liés aux absences des élèves : 1 réponse**
 - *Couverture des enfants illégitimement absents (voyage, concours, etc.).*
 - **Demande d'implication dans les décisions de l'école : 1 réponse**
 - *Une situation concrète : des parents d'une classe exigeaient d'être consultés pour organiser les classes de l'année suivante en dépit du conseil de classe tenu.*
 - **Individualisme des parents : 1 réponse**
 - *Depuis la crise sanitaire, les parents attendent que l'école s'adapte à leurs conditions de vie et que l'enseignement se focalise sur leur enfant comme s'il était seul dans une classe. Le repli sur soi est important.*
 - **Fortes attentes envers l'école : 1 réponse**
 - *Les parents ne légitiment pas forcément le comportement de leur enfant mais ils sont démunis et ne savent pas comment réagir. Ils attendent des solutions éducatives de l'école.*

Face à cela, les directions soulèvent...

○ **L'énergie demandée : 3 réponses**

- *Les parents ne sont que le reflet de la société : composée d'individus individualistes qui mettent en exergue leurs droits et oublient leurs devoirs. Ces quelques cas nous prennent une énergie folle au détriment de la grande majorité qui fonctionne bien. Il est malheureux de ne voir que ces parents ou élèves, la fatigue accumulée nous rend sans doute plus sensibles à ces comportements. En tant que directrice, je me répète tous les jours que ce sont les élèves qui sont essentiels et ça me motive à fermer les écoutilles à ces nuisances sonores 😊.*
- *Depuis la crise sanitaire, les parents ont plus qu'avant besoin d'être rassurés. La communication parents-école est donc beaucoup plus fréquente et demande une énergie supplémentaire aux directions.*
- *Je perds beaucoup de temps à désamorcer, à calmer, à remettre mon cadre. Énergivore ! Je ne devrais pas avoir à perdre mon temps à ça ! Et pourtant, il faut que je le fasse car je parviens à éviter les mises en action.*

○ **L'importance de la reconnaissance interculturelle : 2 réponses**

- *L'acceptation des différences sociales, culturelles et religieuses fait partie intégrante de notre école.*
- *J'ai parfois dû gérer des soucis de racisme entre parents.*

○ **L'importance de la compréhension mutuelle : 2 réponses**

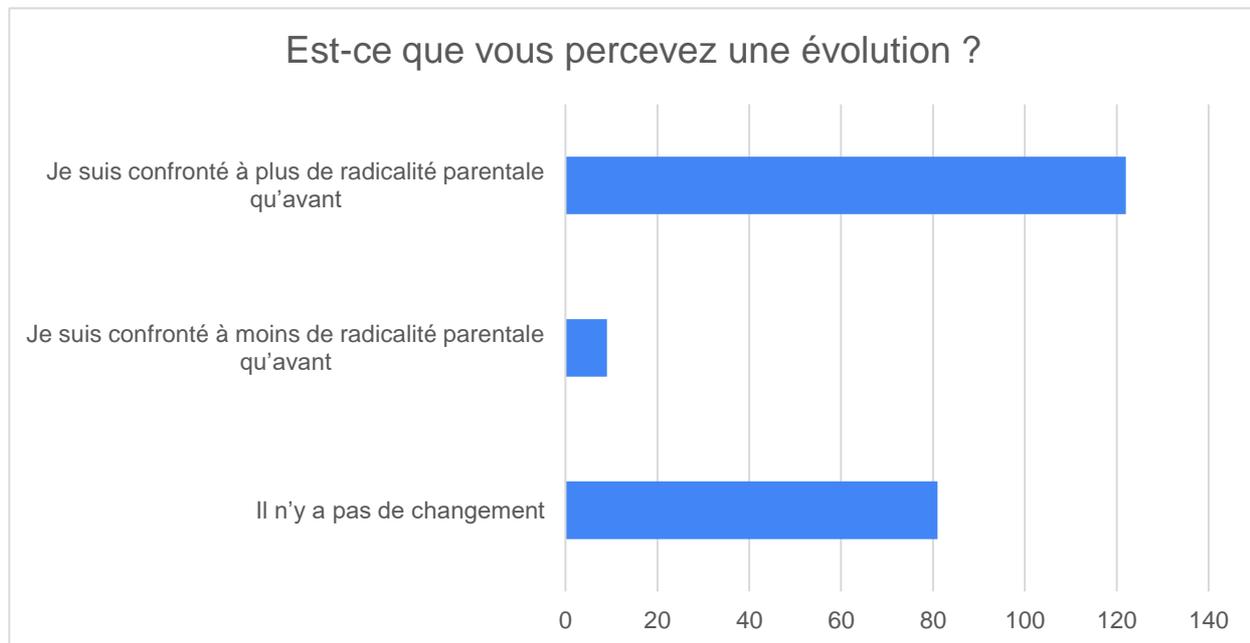
- *Certains parents sont issus de milieux très défavorisés : la compréhension orale et écrite est compliquée à mettre en place.*
- *L'état émotionnel (peur, colère, ...) des familles ayant été atteint, nous ne reconnaissons plus certains parents qui se permettent des communications écrites ou orales « agressives » envers les enseignants ou la direction. Nous mettons pourtant tout en œuvre pour que la communication soit la meilleure possible en multipliant les canaux de communication.*

○ **L'importance des valeurs : 1 réponse**

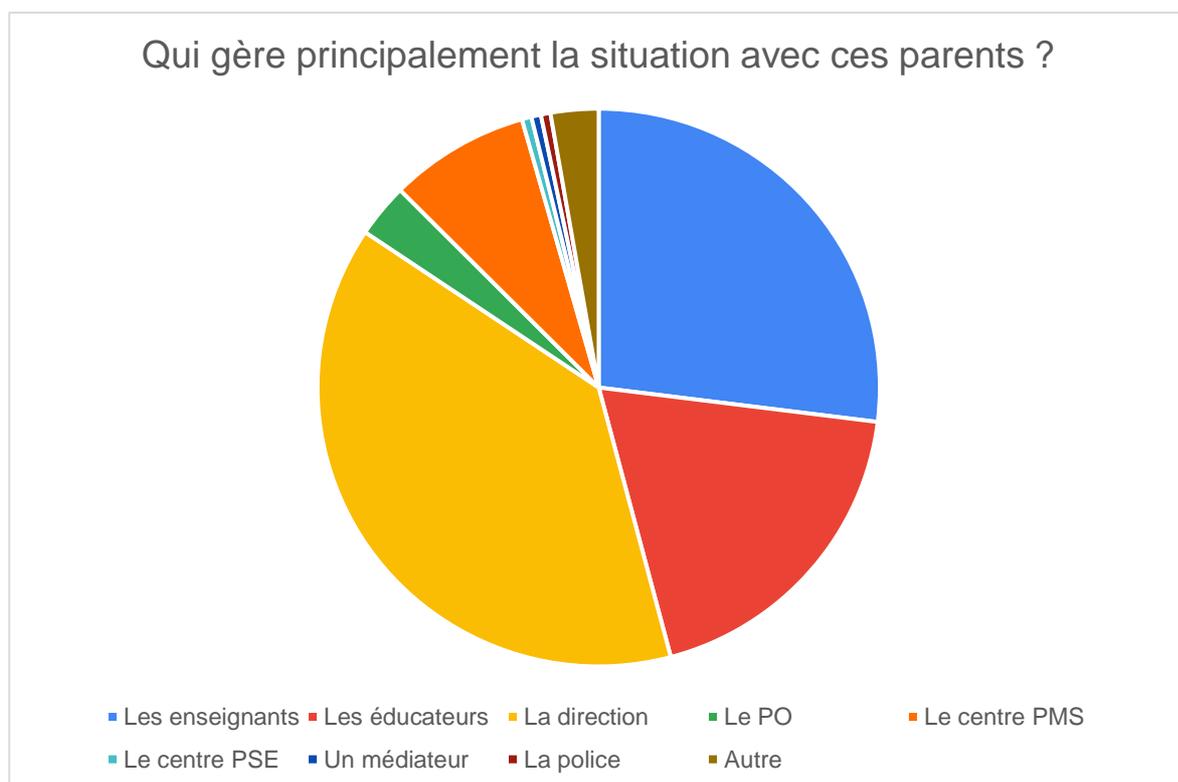
- *A mes yeux, il est préférable de garder le cap sur les valeurs de l'établissement au risque, pendant un court temps, de perdre une voire deux classes. Cela aura à terme assez court l'effet inverse tant les parents sauront que les priorités resteront dans le respect de chacun et le bouche à oreille fera que cette prise de position ferme viendra déclencher un accroissement certain des parents leur faisant confiance. Le seul souci persiste dans la patience à avoir et surtout dans la confiance des valeurs véhiculées.*

4. Est-ce que vous percevez une évolution ?

- Je suis confronté à plus de radicalité parentale qu'avant : 122 réponses – 58 %
- Je suis confronté à moins de radicalité parentale qu'avant : 9 réponses – 4 %
- Il n'y a pas de changement : 81 réponses – 38 %



5. Qui gère la situation avec ces parents ? (cocher maximum 3 réponses)





- La direction : 210 réponses – 99 %
- Les enseignants : 147 réponses – 69 %
- Les éducateurs : 103 réponses – 48 %
- Le centre PMS : 44 réponses – 21 %
- Le PO : 17 réponses – 8 %
- Le centre PSE : 3 réponses – 1 %
- Un médiateur : 3 réponses – 1 %
- La police : 3 réponses – 1 %
- Autre : 15 réponses – 7 %

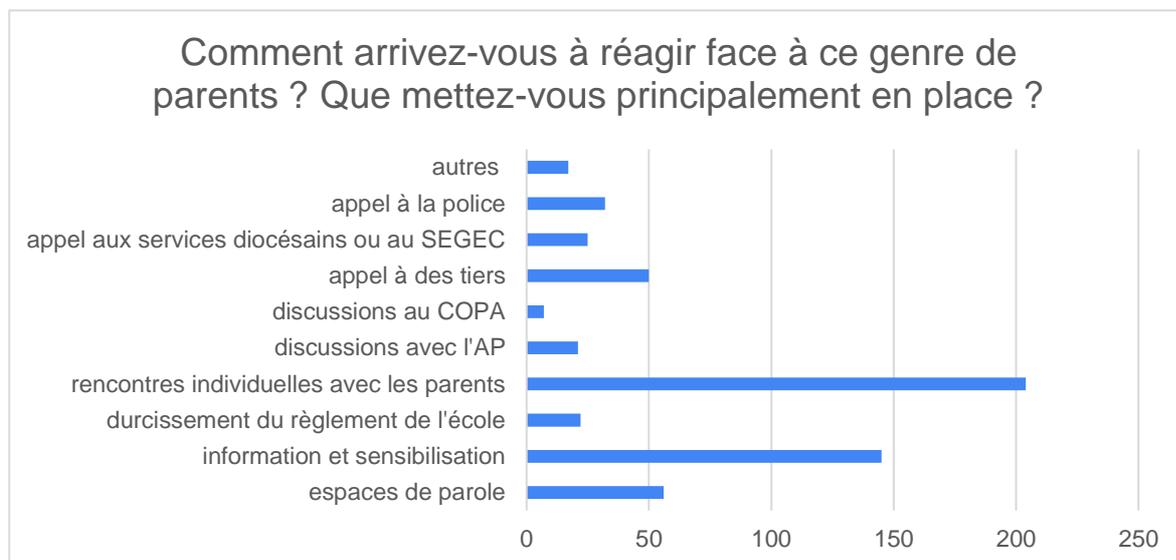
Derrière la réponse « Autre », les directions ont évoqué différentes choses.

- le secrétariat : 3 réponses
- le préfet d'éducation : 2 réponses
- l'assistante sociale : 2 réponses
- *le service social de l'école*
- *la conseillère à la vie scolaire*
- *une aide administrative*
- *la coordination éducative*
- *l'équipe mobile*
- *la cellule d'accrochage*
- *Principalement le personnel de garderie qui je le rappelle n'est pas ou peu qualifié dans le fondamental.*
- *Il faut analyser, laisser la place à la parole de chacun.e séparément, et agir en conscience pour conserver le lien et préserver l'enfant.*

6. Comment arrivez-vous à réagir face à ce genre de parents ? Que mettez-vous en place ? (cocher maximum 4 réponses)

- Rencontres individuelles avec les parents : 204 réponses – 96 %
 - Information et sensibilisation : 145 réponses – 68 %
 - Espaces de parole : 56 réponses – 26 %
 - Appel à des tiers : 50 réponses – 24 %
 - Appel à la police : 32 réponses – 15 %
 - Appel aux services diocésains ou au SeGEC : 25 réponses – 12 %
 - Durcissement du règlement de l'école : 22 réponses – 10 %
 - Discussions avec l'AP : 21 réponses – 9 %
-

- Discussions au CoPa : 7 réponses – 3 %
- Autre : 17 réponses – 8 %

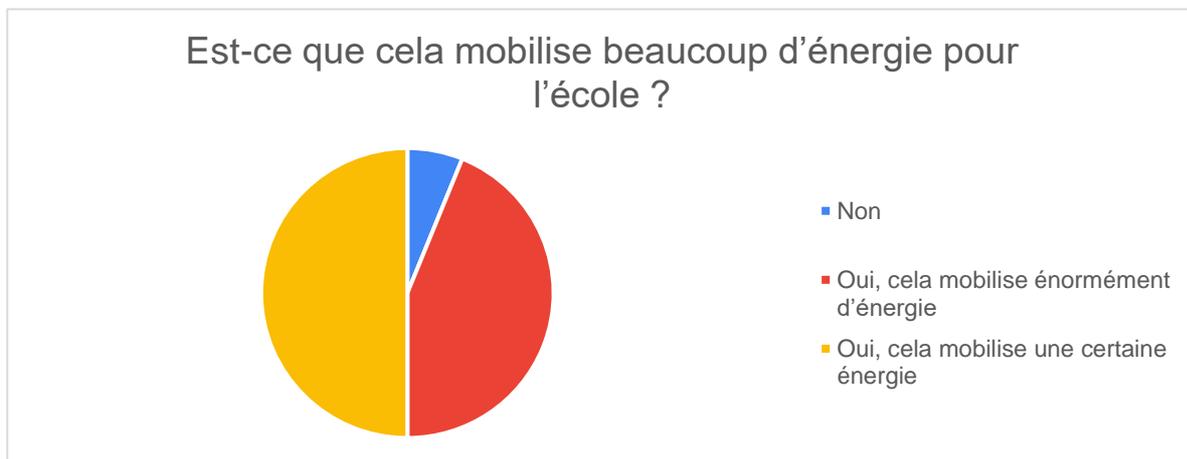


Derrière la réponse « Autre », les directions ont évoqué différentes choses.

- appel au PO : 3 réponses
 - Réunion avec le président du Pouvoir organisateur, la direction et les parents pour soutenir les valeurs et les règlements de l'école. C'est le dernier recours après les rencontres individuelles.
 - Appel au PO qui me soutient
- rappel des règles de vie : 3 réponses
 - Recadrage et rappel que d'autres établissements existent et répondront peut-être mieux à leurs demandes.
- suivi de formations : 3 réponses
 - Suivi d'une formation sur le radicalisme
 - L'équipe de direction est en formation pour s'outiller à réagir aux situations conflictuelles mettant en avant l'intimidation, la manipulation et les agressions verbales, écrites et physiques
- appel au centre PMS : 3 réponses
- équipe mobile : 2 réponses
- écoute et cadre : 2 réponses
 - Écoute active de toutes les parties, réaffirmation du cadre et des règlements, projets auxquels ont adhéré les parents.
 - Mettre chaque partie face à ses responsabilités, faire une médiation... Surtout offrir un sas pour échanger dans le respect de tous
- appel au SAJ : 1 réponse
- appel à la médiatrice : 1 réponse

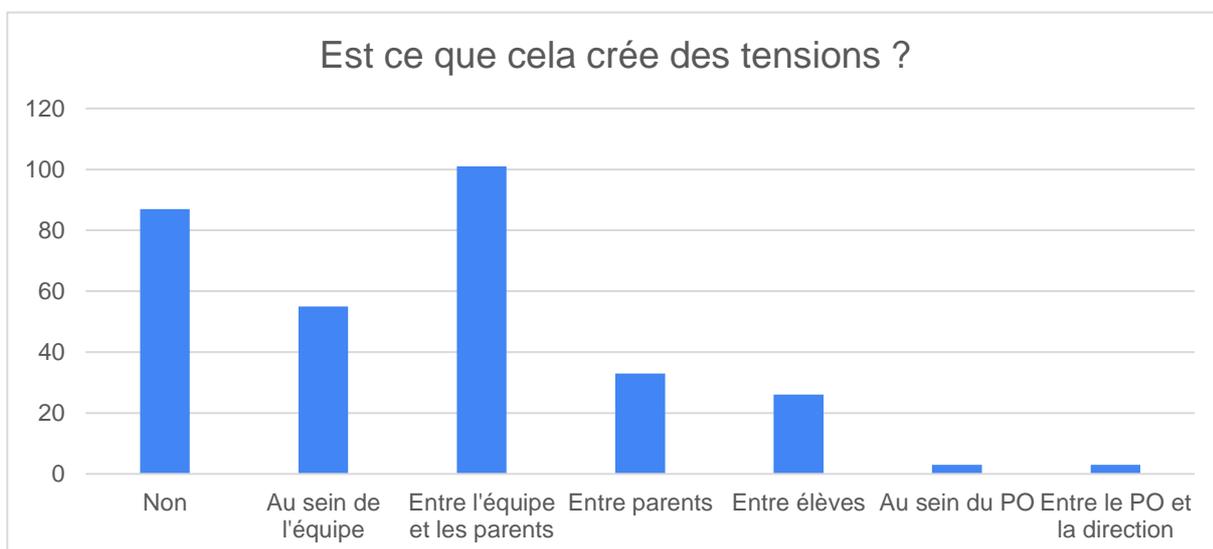
7. Est-ce que cela mobilise beaucoup d'énergie pour l'école ?

- Oui, cela mobilise énormément d'énergie : 93 réponses – 44 %
- Oui, cela mobilise une certaine énergie : 106 réponses – 50 %
- Non : 13 réponses – 6 %



8. Est-ce que cela divise la communauté éducative ? (possibilité de cocher plusieurs réponses)

- Non : 87 réponses – 41 %
- Oui, cela crée des tensions entre l'équipe et les parents : 101 réponses – 48 %
- Oui, cela crée des tensions au sein de l'équipe : 55 réponses – 26 %
- Oui, cela crée des tensions entre parents : 33 réponses – 16 %
- Oui, cela crée des tensions entre élèves : 26 réponses – 12 %
- Oui, cela crée des tensions au sein du PO : 3 réponses – 1 %
- Oui, cela crée des tensions entre le PO et la direction : 3 réponses – 1 %



**9. Qu'attendez-vous de l'association de parents face à ce genre de situation ?
(cocher maximum 4 réponses)**

- Créer des liens avec les parents : 105 réponses – 49 %
- Créer plus de liens entre l'école et les parents pour mieux se connaître : 98 réponses – 46 %
- Relayer sans prendre position : 78 réponses – 37 %
- Organiser des soirées d'information et de sensibilisation : 71 réponses – 33 %
- Discuter avec ces parents : 42 réponses – 20 %
 - *Il y a malheureusement des parents (rarement, ouf!) ingérables. Ils sont dans l'affectif et n'entendent pas. Les discussions ne sont pas constructives.*
- Organiser des moments de débats : 31 réponses – 15 %
- Créer des liens avec le PO : 4 réponses – 2 %
- Autre : 44 réponses – 21 %

Derrière la réponse « Autre », les directions ont évoqué différentes choses.

- pas d'AP : 21 réponses
 - *Pas d'AP: difficile de les mobiliser pour en créer une.*
 - *Il n'existe aucune association de parents dans mon établissement...*
- souhait d'avoir une AP : 6 réponses
 - *Pas d'AP dans notre établissement malgré de nombreuses tentatives de création.*
 - *Exister.*
 - *Pour cela, il faudrait déjà une structure dans l'Association des Parents.*
 - *Je n'ai malheureusement pas d'AP.*
 - *J'aimerais déjà qu'il y ait une association de parents...*
- rien : 6 réponses
 - *Actuellement, pas d'attente. Je préfère gérer en équipe, le discours est plus cohérent.*
 - *Dans ma situation, je ne vois pas comment l'AP pourrait m'aider.*
 - *Jusqu'à présent leur intervention n'a pas été nécessaire car les cas ont toujours été très rares et isolés.*
- ce n'est pas son rôle : 3 réponses
 - *Cela ne regarde pas l'AP.*

- *Nous estimons que des parents ne doivent pas être au courant du comportement négatif d'autres parents. Ils participent avec nous à des projets pédagogiques.*
- *Je reste perplexe quant à l'efficacité de l'AP.*
- replacer les limites du rôle des parents dans l'école : 2 réponses
- *Faire entendre aux parents la légitimité d'une équipe éducative et dire aux AP que tous les comportements des parents ne sont pas tolérables. Au-delà de la sensibilisation, il faut une prise de position claire que ces comportements sont à bannir.*
- *RASSEMBLER ! Nous sommes, famille et école, la base du triangle pédagogique et éducatif qui soutenons l'enfant ! C'est lui qui est notre "boussole" !*
- *Le comité des parents est très actif et efficace.*
- *Contacts avec la direction et le corps enseignant (mais c'est déjà le cas et je remercie nos deux co-présidents de l'AP).*
- *Beaucoup d'idées mais irréalisable en présentiel durant cette crise sanitaire. Risque de ne plus avoir d'AP.*
- *Notre AP qui tentait de se lancer, s'est dissoute durant la crise sanitaire, n'arrivant pas à imposer ses visions pédagogiques à l'école. Tensions AP et PO occasionnées par l'interdiction de réunions en présentiel et par les communications par mail mal interprétées de part et d'autre...*
- *Les parents radicaux ne sont pas les plus enclins à participer à des réunions.*

● PROFIL DE L'ECOLE

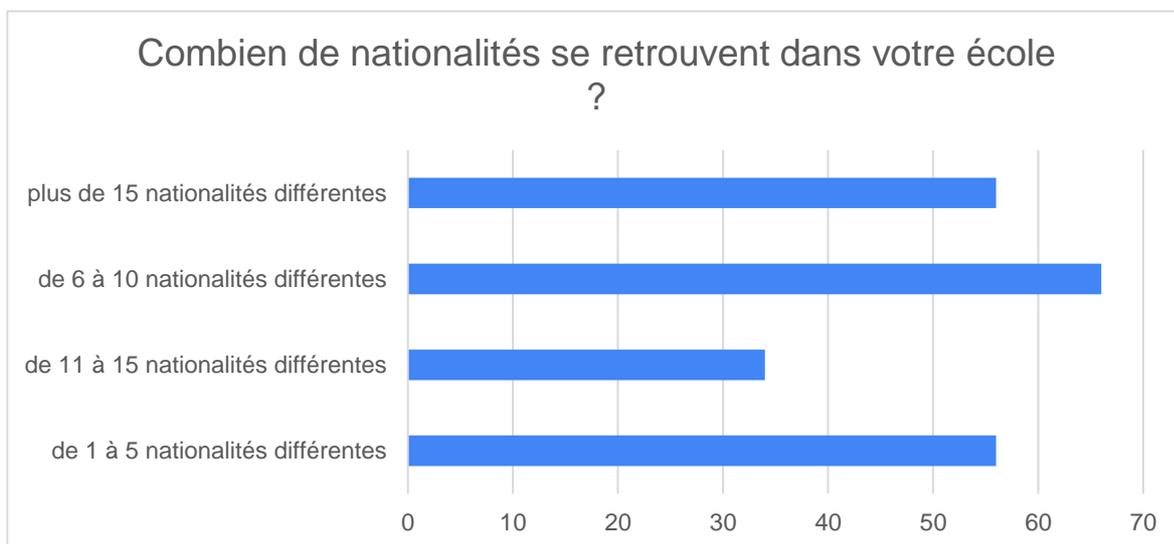
10. De quel niveau est votre école ?

- Maternel : 3 réponses – 1 %
- Primaire : 17 réponses – 8 %
- Maternel et primaire : 104 réponses – 49 %
- Secondaire : 88 réponses – 42 %



11. Combien de nationalités se retrouvent dans votre école ?

- De 1 à 5 nationalités différentes : 56 réponses – 26 %
- De 6 à 10 nationalités différentes : 66 réponses – 31 %
- De 11 à 15 nationalités différentes : 34 réponses – 17 %
- Plus de 15 nationalités différentes : 56 réponses – 26 %



12. Votre école est-elle intégrée dans les dispositifs de l'encadrement différencié ?

- Oui : 62 réponses – 29 %
- Non : 150 réponses – 71 %

